

MEMBRES DU SECRETARIAT ROMAIN.-

(pour la question italienne -).

BARBE,

STEPANOF

VASSILIEF

KOLAROF

GARLANDI

1 représentant du PCR

1 " du PCF . Semard

1 " du PCA . Bell

1 " du PCA . *Pik*

1 " du PC polonais

1 2 de Profintern - *Losovsky*

1 " de Krestintern —

1 " du KIM — *gorvich*

ERCOLI

BOSSI

Invités :

DIVITTORIO

ROSSI

GERMANETTO

LOVERA.

Question italienne.

ERCOLI. - Camarades, permettez-moi, avant de développer le contenu de mon rapport sur les problèmes actuels du parti italien, de faire deux observations préliminaires.

La première observation regarde le contenu du rapport que je vais faire, Je déclare, et la délégation du parti est d'accord sur ce point en général, que je me propose de toucher dans mon rapport seulement les problèmes actuels du parti, ceux dont la solution a une grande valeur pour le développement de l'activité politique et d'organisation de notre parti en ce moment.

Les camarades savent qu'au Secrétariat Latin nous avons eu, au cours de ces deux dernières années, deux grandes discussions sur les problèmes généraux de la politique du Parti italien. Dans ces deux discussions nous avons examiné des problèmes généraux sous tous les points de vue, et en particulier sous le point de vue des grandes perspectives de la politique de notre Parti et de la méthode politique qu'il doit mettre à la base de son activité.

Sur ces questions nous avons discuté ici à deux reprises, et l'I.C. s'est déjà prononcée sur ces problèmes. Aujourd'hui nous ne gagnerions peut-être pas beaucoup à répéter ici une discussion dans les mêmes termes que les précédents. Il est au contraire de l'intérêt du Parti de poser devant vous les questions concrètes actuelles, vivantes de sa politique.

La deuxième observation concerne le ton de mon rapport.

Les camarades se rappellent qu'en intervenant dans la discussion sur le premier point de l'ordre du jour du Congrès notre délégation a déclaré qu'elle demandait que le passage des thèses sur la politique générale du VIe Congrès qui touche le Parti italien soit rédigé d'une façon plus critique; que le VIe Congrès mondial donne non seulement une appréciation des éléments positifs de l'activité du parti italien mais aussi une indication des élé-

ments négatifs.

Vous verrez que dans le rapport que je ferai, je tacherai d'appuyer surtout sur ces éléments négatifs. Le ton critique sera le ton prévalent. Cela ne signifie pas - et je prie les camarades de ne pas le croire - que la délégation ne voit pas et n'apprécie pas justement les éléments positifs de l'activité de notre Parti. Au contraire, Il ne nous manque même pas ce degré de patriotisme de Parti qui est nécessaire pour galvaniser tout organisme de Parti. Mais en ce moment il y a des raisons qui demandent que notre parti, chaque fois qu'il examine ses problèmes, se préoccupe de faire une critique particulièrement aigue de son activité.

L'auto-critique est nécessaire pour tous les partis. Mais il y a des situations particulières dans lesquelles elle devient particulièrement nécessaire. Notre parti se trouve en ce moment dans une de ces situations particulières.

Quand un parti est en liaison profonde et continue avec des masses ouvrières très larges il existe toujours un contrôle qui part de cette base ouvrière et sert de pierre de touche pour savoir si la ligne générale du parti est bonne, et pour juger si elle est justement appliquée. Aujourd'hui, la situation dans laquelle notre parti vit en Italie est telle que ce large contrôle de la base nous manque en partie. Par suite des coups de la réaction notre parti ne peut pas être en liaison continue avec la masse ouvrière, comme peut l'être un parti légal. Il est nécessaire alors que le centre du parti remplace ce manque de contrôle de la base par un plus grand esprit critique du centre même.

Le premier point que je veux toucher regarde la situation actuelle du parti, surtout au point de vue de ses forces, de ses liaisons avec la classe ouvrière, etc. Il serait sans doute une grave erreur de négliger les éléments positifs de la situation de notre parti. En quoi consistent ces éléments positifs ? Ils consistent essentiellement en ceci : que dès la fin de 1926, nous

avons eu devant nous un adversaire qui a lutté avec toutes les armes pour atteindre le résultat de détruire notre parti comme force politique active, et de briser nos liaisons avec la classe ouvrière, avec la masse des usines en particulier.

Avons-nous réussi à contrecarrer cette action et, malgré cette action, à atteindre des résultats dans les domaines principaux de notre activité? Oui, nous avons réussi à obtenir des résultats positifs énormes. Le premier résultat est que la suppression légale de notre parti n'a pas pu devenir une situation de fait, nous avons continué à exister comme une organisation centralisée qui avance selon une ligne politique unie. Sur cette base, nous avons continué à développer une activité politique, de propagande et d'agitation. Nous avons réussi à lancer des mots d'ordre dans les masses et à influencer et guider une grande partie de la classe ouvrière. Nous avons réussi à maintenir des liaisons d'organisation aussi avec différentes couches du prolétariat agricole et des masses paysannes, mais en particulier, nous avons réussi à maintenir ces liaisons avec les centres industriels les plus importants d'Italie.

Ces résultats ont été des éléments positifs et importants, non seulement pour la vie de notre parti mais pour le développement de la situation italienne dans la période actuelle en général. C'est sur la base de ces éléments que notre parti peut dire aujourd'hui bien plus concrètement de ce qu'il disait à son Congrès de Rome (1922) qu'il peut mettre sa candidature à diriger la révolution prolétarienne italienne. Nous ~~avons~~ avons réussi dans une certaine mesure à contrecarrer la politique du gouvernement fasciste, à mettre des obstacles à son développement. Le fait que nous avons réussi à maintenir notre activité, à la développer, et à maintenir notre liaison avec la classe ouvrière, est un des faits qui ont contribué de la façon la plus importante à déterminer la situation politique italienne en 1927, et en particulier à déterminer les déplacements des forces de classe qui ont eu lieu cette année.

Mais évidemment on ne peut pas se limiter à souligner ces éléments positifs. Il existe dans la situation actuelle de notre Parti aussi des éléments négatifs que nous devons indiquer ouvertement, que nous avons mis devant le Parti avec toute la clarté qui était nécessaire à la IIe Conférence du Parti, que nous avons examiné à fond dans les organes dirigeants du Parti, que nous avons même mis ouvertement devant la classe ouvrière en publiant le compte-rendu complet de notre Conférence et en publiant un document de notre dernier C.C. dans lequel on attire l'attention sur ces éléments négatifs de notre activité.

Quels sont ces éléments négatifs ? Tout d'abord, si notre Parti a réussi à maintenir ses positions, il n'a pas réussi au cours de 1927 et de 1928 à les élargir d'une façon correspondante aux possibilités que la situation donnait, si on la considère au point de vue politique. Le déséquilibre entre l'influence politique de notre Parti - qui a augmenté sensiblement au cours de ces deux dernières années - et sa force d'organisation a donc sensiblement augmenté et touche aujourd'hui un maximum. On peut dire que ce déséquilibre est aujourd'hui aussi grand que dans les six premiers mois de l'année 1923. Même aujourd'hui il est plus grand parce qu'aujourd'hui notre influence politique est plus grande que dans les six premiers mois de 1923. Le fait que ce déséquilibre a augmenté est donc non seulement la conséquence du fait qu'on nous a frappé beaucoup plus fortement, qu'on a subi des pertes beaucoup plus grandes, mais est une conséquence du fait que notre influence politique est aujourd'hui plus grande qu'en 1923 et dans les années suivantes.

Un autre élément, c'est que le degré de solidité de nos organisations est différent dans les différentes villes et régions d'Italie. Il n'est pas uniforme. Nous avons des liaisons avec telle organisation, nous avons perdu les liaisons avec telle autre. Il y a des régions d'Italie avec lesquelles depuis peut

être un an, nous n'avons que des liaisons tout à fait petites et irrégulières. Ce sont les régions paysannes du midi, la Sardaigne. Sicile, la plus grande partie de l'Italie méridionale. Il y a d'autres régions, les régions du centre avec lesquelles les liaisons ont été des liaisons intermittentes, que nous avons réussi à maintenir pour certaines périodes, et pour être reprises après. Enfin, il y a l'Italie du Nord, avec laquelle les liaisons sont les meilleures, où nous avons réussi à donner plus de continuité à notre travail. Nous avons ici les liaisons avec la classe ouvrière, la base politique du Parti. Je dois dire ouvertement que si je prenais la situation par exemple que nous avons au temps du dernier C.C., fin mai 1928, et si je devais donner une photographie de la situation à ce moment, la photographie serait très noire. Après la Conférence du Parti nous avons fait tout un travail pour reprendre la liaison avec les Régions qui n'étaient plus liées avec nous. Nous avons eu de bons résultats, mais après une certaine période, nous avons subi 2-3 coups très graves de la part de la police, qui ont détruit une grande partie du travail que nous avons fait. Après le dernier C.C. le travail de la reprise des liaisons avec la base du Parti a de nouveau recommencé. Ce travail a des résultats différents. Il y a des Régions avec lesquelles nous ne sommes pas encore liés, d'autres avec lesquelles nous reprenons les liaisons avec plus ou moins de difficultés. Ce qui reste comme caractéristique générale, est cette inégalité de la disposition de nos forces. Quelle est la cause de cette situation ? Avec quels faits est-elle liée cette caractéristique générale de la situation d'organisation de notre Parti ... ? Elle est liée avec différents faits tant de caractère politique que de caractère policier.

D'abord on nous a battu à préférence et avec plus de force dans les lieux où était la base de notre Parti, dans les grands centres industriels : Milan, Trieste, Gênes, etc... parce que ces endroits partait pour le régime fasciste la menace la plus grande

d'une révolte de la classe ouvrière dirigée politiquement par notre Parti.

Un autre fait, c'est qu'on nous a battu le plus fortement là où nous aussi, nous sommes battus avec le plus de force, là où nos forces ont été engagées plus vivement dans le combat, là où il y a eu des grèves dirigées par notre Parti, où notre Parti s'est trouvé à la tête des mouvements, là où il a fait un plus grand travail d'agitation parmi les masses, où il a été vu par l'adversaire comme dirigeant d'une partie des masses. Là où il y a eu une réaction plus grande contre nous.

Sur la base de ce dernier fait, des camarades, à notre - Conférence, posaient la question d'une façon ^{sur route} diplomatique. Il ^{disait} : "Il n'y a que deux issues : ou bien appeler les ouvriers à la lutte, mener une agitation et une lutte ouverte contre le fascisme et alors être battus par la réaction et perdre nos forces; ou bien conserver ces forces et ne rien faire." C'était la façon dont certains camarades, venus de la base, posait le problème général de la conservation des forces du Parti. Il est évident que cette façon de poser le problème est une façon fautive. On ne peut pas poser le problème comme cela. Le problème de notre force d'organisation, le problème de conserver cette force, le problème d'élargir notre influence parallèlement à l'élargissement de notre influence politique, nous devons l'examiner en général en rapport avec la question des méthodes de travail du Parti, en général et des formes de son travail pratique en particulier. C'est sur ce problème que dans les organes dirigeants de notre Parti depuis une année, on peut dire, on discute le plus. C'est à résoudre ce problème que nous avons le plus travaillé; pour trouver des solutions adaptées à la situation.

Evidemment, nous avons fait des erreurs dans ce domaine, et quelles sont ces erreurs. Mais ce que nous pouvons aussi dire ici, à l'Internationale, c'est que si nous n'avons pas

78

- 8/9/10 -

encore réussi à corriger à fond nos erreurs et à reprendre tout ce que nous avons perdu à cause des erreurs commises, nous croyons que nous avons déjà fait un progrès pour le seul fait que nous savons maintenant quelles ont été les erreurs commises.

Le problème des erreurs commises par notre Parti dans ce domaine est un problème qui peut se poser d'une façon générale, qui a une valeur non seulement pour notre Parti, mais - pour tous les partis qui se trouvent dans une situation d'illégalité semblable à la notre.

Nous nous sommes trouvés en 1927 dans cette situation : le parti est passé d'un coup d'une condition de demi-illégalité à une condition d'illégalité absolue. Voilà le fait fondamental, caractéristique de la situation de notre Parti et de toute son activité en 1927/28.

Je pose une question. Est-ce que les problèmes de l'illégalité sont des problèmes qui se posent et doivent être résolus seulement sur le terrain de la technique ? Il y a des camarades peut-être qui pensent que l'illégalité est seulement un problème technique; qu'il s'agit, quand on entre dans une situation d'illégalité ou de demi-illégalité, d'acquérir une technique particulière de travail illégal. Evidemment, il y a aussi une technique de l'illégalité. Dans ce domaine, nous croyons que notre Parti, dans les deux dernières années, a fait de grands progrès, surtout dans certains domaines particuliers qu'il est inutile de nommer ici. Mais l'illégalité n'est pas seulement une technique. Même si nous posons le problème ~~наша~~ seulement dans le domaine de l'organisation, pas encore dans le domaine politique en général, l'illégalité n'est pas seulement une technique. L'illégalité est toute une orientation du parti en ce qui concerne ses méthodes de travail. Pour pouvoir vivre, fonctionner dans une situation d'illégalité, le Parti doit non seulement s'orienter vers la constitution de bureaux particuliers qui lui permettent de se servir de certains instruments particuliers de tra-

vail, mais il doit s'orienter dans son ensemble, vers des méthodes de travail adaptées à la situation. Une fois que nous sommes arrivés à poser le problème d'une telle façon, le problème de l'illégalité disparaît en partie, comme problème technique, et devient dans la plus grande partie un problème de "politique". Voilà le premier résultat auquel nous sommes arrivés en considérant les expériences de notre Parti en 1927/28.

C'est dans le domaine politique, de l'analyse de la situation et de l'adaptation des méthodes d'organisation et de travail pratique du Parti à la situation particulière, que notre Parti a commis des erreurs. Un Parti Communiste doit être un Parti capable d'analyser la situation à fond, d'en comprendre à fond les changements, de prévoir même ces changements dans la mesure du possible et d'adapter toute son activité à la nouvelle situation qui se crée. Il n'y a pas de doute que notre Parti n'a pas vu à temps le changement de la situation qui s'est accompli à la fin de 1926 et au commencement de 1927. Il n'a pas vu à temps le passage d'un régime de demi-illégalité à l'illégalité absolue, et la nouvelle situation qui s'était créée en Italie en 1927 et qui posait au fascisme la nécessité de mener une attaque particulièrement acharnée contre l'avant-garde de la classe ouvrière - il n'a pas compris que ces deux faits imposaient au Parti un changement rapide de ses méthodes de travail et de ses méthodes d'organisation en général. Qui s'est trompé dans ce domaine ? Un organe du Parti ? Un autre Organe du Parti ? Tel ou tel camarade ? Non . Le Parti dans son ensemble s'est trompé. Il n'a pas su accomplir à temps le changement, non pas de front, mais dans la distribution et dans la méthode de l'emploi de ses forces qui était nécessaire pour faire face plus longuement à la nouvelle situation.

Au commencement, quand, dans les premiers mois de 1927, on voyait que le travail illégal se développait bien, amplement, on pensait que cela aurait duré longtemps, et même on pensait:

"Aujourd'hui qu'il n'y a plus cette situation de demi-illégalité, on peut travailler mieux, de façon plus sûre". C'était une erreur. En réalité, l'adversaire nous a étudié pendant une période de temps, et après, quand il a réussi à découvrir quelles étaient nos méthodes de travail - ces méthodes qui étaient encore les vieilles méthodes, - il nous a frappés très profondément, très fortement, et nous avons beaucoup perdu. Nous avons perdu la meilleure partie des cadres moyens de notre Parti. Nous ressentons aujourd'hui profondément la conséquence de cette perte.

Qu'est-ce que nous aurions dû faire ? La question qui se pose au fond est celle-ci : - étant donné le changement de la situation qui avait lieu, notre Parti devait accomplir à temps une retraite, dans le domaine de l'organisation. Il devait changer ses méthodes de travail, changer ses méthodes d'organisation dans le sens d'une retraite, avoir des liaisons plus sûres et moins fréquentes, avoir des méthodes d'organisation plus souples, plus agiles, qui puissent mieux échapper à la surveillance de la police, qui permettent au Parti de disparaître plus rapidement de la surface surveillée et battue. Voilà ce que signifie une "retraite d'organisation". Le Parti devait encore se créer une réserve plus grande des forces, ne pas jeter toutes ses forces dans le feu de la lutte dans le même temps, mais en réserver une partie en prévision du développement de la situation qui demandera au Parti d'être actif, non seulement pendant six mois ou pendant une année, mais pendant une période plus longue.

Est-ce qu'une retraite semblable d'organisation aurait été une retraite politique ? Aucunement. Nous avons posé cette question dans notre délégation et nous l'avons discutée. Notre opinion est que, au contraire, une retraite d'organisation faite à temps, peut signifier un accroissement de la capacité de faire un travail politique en général, et surtout dans le sens de la continuité, de la résistance, de la permanence de l'action du Parti. Si nous avons accompli une retraite d'organisation ^{avant} est-

ce que nous aurions fait moins d'agitation, est-ce que nous aurions développé moins d'activité politique, est-ce que nous aurions eu moins de résultats politiques ? Je crois que non. Nous aurions fait de l'agitation aussi, mais avec d'autres méthodes, plus souples, qui nous auraient permis d'échapper mieux aux coups de la police et de mieux conserver nos forces. Nous aurions eu, - c'est là l'opinion du centre de notre Parti - les mêmes résultats politiques, et nous aurions eu en même temps le grand résultat, et politique, et d'organisation, de mieux conserver nos forces.

Une autre chose que nous aurions dû faire était de nous orienter plus rapidement et plus profondément vers un large développement de l'initiative politique et d'organisation des ~~aux~~ formations de base du parti. C'est là une condition absolument nécessaire, indispensable même, pour garantir la continuité de vie du parti dans une situation d'illégalité. Nous devons orienter vers une telle méthode de fonctionnement du parti ~~aux~~ que dans chaque endroit où se trouve une partie de la classe ouvrière que nous devons diriger il y ait un petit noyau d'éléments sûrs, capables politiquement ainsi qu'au point de vue d'organisation, qui possèdent la ligne politique du parti et soient capables aussi, sans avoir toujours et à chaque moment une instruction écrite du ~~parti~~ centre du parti, dans chaque situation donnée, de s'orienter dans une direction juste, d'appliquer la ligne du parti à la situation concrète où ils se trouvent. Voilà une nécessité fondamentale. Dans une situation de légalité, on peut envoyer chaque jour des lettres aux organisations du parti donnant des instructions pour chaque situation qui se crée. Aujourd'hui, si nous devons nous orienter vers une telle méthode de direction pratique du parti nous échouerions. Une telle méthode de direction du parti n'est pas possible. Il ne nous est pas permis de maintenir des Maisons, si fréquentes, et de tels organes de liaison qui nous permettent d'adopter une telle méthode. Si nous cherchions de le faire nous nous exposerions à subir les plus graves

coups de la part de la police, parce que nous avons devant nous un adversaire très fort, qui emploie toutes ses forces pour nous briser, pour nous barrer la route, pour détruire toutes nos possibilités de liaison avec les masses, parce que nous avons devant nous un ennemi qui lutte en connaissant nos méthodes de travail, qui ne frappe pas aveuglément sur la classe ouvrière, mais qui cherche à nous frapper en possédant une connaissance de la façon dont nous travaillons. C'est pourquoi nous devons nous orienter vers des autres méthodes de travail, vers des méthodes dans lesquelles le plus haut développement de l'initiative des organisations de base joue le plus grand rôle.

Le problème devient alors ~~alors~~, celui des cadres du parti et de leur capacité. Notre Parti s'était créé au cours des dernières années de bons cadres. Nous avions 3 à 4.000 camarades sur lesquels nous pouvions totalement compter, non seulement pour leur dévouement à la cause de la classe ouvrière et de la révolution, mais pour leur capacité de direction, de travailler dans les usines, de diriger des milliers d'ouvriers selon la ligne du Parti. Nous avons presque totalement perdu ces cadres. Ils sont dans l'émigration, en prison, ils sont morts. Voilà la situation tragique de notre parti. Il y a une contradiction entre la nécessité dans laquelle nous nous trouvons d'avoir des méthodes plus souples de liaison et de plus grand développement de l'initiative des organisations de base et la perte que nous avons subie de nos cadres moyens de direction. En conséquence tous les problèmes d'organisation et le problème de la création de nouveaux cadres se posent au centre de l'activité de notre Parti. Ce sont des problèmes à la solution desquels nous devons concentrer nos meilleures forces, pour lesquels nous demandons l'aide des autres partis frères de l'Internationale Communiste où il y a de l'émigration italienne et du centre de l'I.C.

Un autre problème est celui de l'amélioration qualitative du travail technique du parti.

Une partie des coups que nous avons reçus, des pertes que nous avons subies l'ont été par suite d'une certaine faiblesse de notre travail technique, d'erreurs techniques commises, de manque d'attention, de prudence, d'observation des règles de l'illégalité, etc. On ne peut aujourd'hui, poser aucun problème d'organisation dans le sens étroit du mot, dans le sens de la liaison entre le centre et la base, sans poser en même temps tous ces problèmes. Quand nous avons étudié dernièrement dans le Bureau Politique du Parti, les problèmes d'organisation après les derniers coups qui nous ont amené la perte presque complète en deux mois de tous les éléments de direction du parti qui constituaient une section du secrétariat du parti à l'intérieur, quand nous avons posé le problème - devons-nous reconstituer ce Bureau ? Nous avons répondu : au point de vue politique c'est nécessaire, car nous avons besoin de sentir le pouls du parti et du pays, de connaître la situation italienne par le contact entre nos cadres et la classe ouvrière; mais, d'autre part, pouvons-nous reconstituer un Bureau Intérieur de direction tant que nous n'aurons pas atteint un tel degré d'organisation technique qui nous garantira la vie de ce Bureau pendant un certain temps, de telle façon que les éléments de direction que nous avons en Italie, ne tombent pas avec une rapidité trop grande ? Quand des camarades tombent, il faut en avoir d'autres qui puissent les remplacer, autrement c'est une perte nette. C'est brutal mais réel. Aujourd'hui nous ne pouvons pas lancer dans la bataille les éléments plus qualifiés que nous avons, quand nous savons que dans quelques mois nous les perdrons, que nous n'en aurons plus d'autres pour les substituer, et que le noyau de direction par conséquent, deviendra de plus en plus faible et restreint. Tous les problèmes que j'ai indiqués : la formation de nouveaux cadres, l'augmentation de la qualité du travail d'organisation du parti, l'adaptation de méthodes d'organisation à la situation, la recherche de méthodes qui permettent de résister plus longtemps qu'autrefois aux coups de la réac-

tion,, sont tous liés. Seulement quand nous aurons atteint quelques résultats dans ces directions le problème de reconstituer d'autres organes de direction centrale en Italie pourra être résolu pratiquement.

D'autres tâches particulières dans le domaine d'organisation sont celles que nous avons posées après la Conférence du parti. La ~~la~~ principale est celle de renforcer la liaison avec les usines, dans les grands centres industriels, parce que c'est là que nous avons le plus perdu.

Encore aujourd'hui, c'est dans cette direction qu'il faut le plus travailler. Il faut reconstituer les cellules d'usines, leur redonner une vie politique, reprendre les liaisons avec le plus grand nombre possible d'usines et avec le plus grand nombre possible de centres ouvriers.

Je ^{ne} voudrais tout de même pas que vous ayez une impression trop pessimiste en ce qui ~~concerne~~ concerne la reprise des Maisons que nous sommes en train d'accomplir et qui est on peut dire un travail constant pour nous. Nous sommes toujours en train de découvrir que nos forces existent en Italie, qu'elles sont là, et qu'elles sont des forces actives, même quand elles ne sont pas liées avec le centre du parti. Les camarades qui ~~vou~~^{vou}lent reprendre les liaisons trouvent souvent que dans un endroit qui est séparé du centre du Parti depuis un an, il y a un groupe actif, qui travaille, qui a édité des tracts, un petit journal avec des moyens tout à fait primitifs; il trouve dans les usines la cellule qui continue à fonctionner, comme cette cellule d'une grande usine de guerre - dont nous avons eu la nouvelle parmi les derniers renseignements qui nous sont arrivés - qui a réussi à conquérir la majorité dans l'élection de la direction d'une organisation mutuelle d'usine. C'était une usine qui était détachée de nous, mais où le Parti travaillait, où il existait, où il continuait à développer son activité. Le problème, pour nous, est de réussir à coordonner tous ces efforts, à maintenir la liaison entre ces forces insupprimables (?) que nous avons à la base

et les organes de Direction du Parti.

Ensuite, nous ne devons pas oublier les Régions paysannes.

L'Italie est pour les deux tiers un pays de paysans ; il y a en Italie des régions qui sont exclusivement ou presque exclusivement paysannes. Ces régions vont jouer un rôle très grand le développement de la Révolution. Le prolétariat réussira à vaincre ~~mais~~ s'il réussit à se lier avec les grandes masses de paysans pauvres, qui sont la grande réserve politique de la Révolution prolétarienne en Italie. Mais les masses des paysans pauvres se trouvent surtout dans le Midi, dans les îles, dans le centre de l'Italie, c'est-à-dire dans les régions qui ont le moins de liaison avec nous. Les centres industriels sont peu nombreux, le prolétariat même qui existe dans ces régions a un caractère particulier, il subit l'influence de la petite-bourgeoisie. Même ~~nos~~ organisations du Parti dans ces régions ont subi quelque fois l'influence de la petite-bourgeoisie, et ce qui nous a rendu plus difficile de les faire travailler dans la bonne direction. Ce que nous devons faire dans le Midi paysan est d'orienter les éléments les plus avancés de la classe ouvrière qui existent dans le Midi vers le travail dans les campagnes et créer par leur intermédiaire la liaison avec la grande masse paysanne.

Un autre problème d'organisation est celui de réussir à mieux lier que nous ne l'avons fait ces derniers temps, le travail d'agitation, le travail de propagande, et l'activité dans le sens direct du mot, l'action de masse du Parti. En général, nous devons maintenant, augmenter le poids spécifique du travail de propagande en rapport avec le travail d'agitation, justement parce que nous avons la tâche particulière de renforcer les cadres du Parti et, d'augmenter son initiative politique. Il faut donc faire plus de propagande pour donner à chaque membre et à chaque formation du Parti, la capacité de se diriger soi-même.

En ce qui concerne l'action du Parti dans le sens direct du mot, nous devons équilibrer l'action que nous menons avec les

forces que nous possédons et Quand nous avons peu de forces nous ne pouvons pas les perdre dans une action, nous voyons que les résultats ne correspondent pas aux pertes que nous allons subir pour la ~~réalisation~~ développer. C'est là un problème de stratégie et de tactique ensemble que nous devons étudier avec attention et que nous devons chercher de résoudre cas par cas. En général, nous devons dire au Parti qu'il doit s'orienter vers un meilleur emploi de ses forces, et vers le développement d'une activité qui soit en accord avec les forces qu'il possède.

Mais, camarades, les problèmes d'illégalité ne sont pas seulement des problèmes d'organisation dans le sens que j'ai indiqué. Ils sont aussi des problèmes politiques, dans le sens vrai et propre du mot. Aussi dans ce domaine, notre Parti a commis des erreurs, dans le sens qu'il n'a pas vu à temps les problèmes et qu'il n'a pas su à temps orienter son activité politique dans le sens qui était nécessité par la situation. L'erreur que nous avons commise, est que nous n'avons pas compris à temps comment nous devons et pouvions exploiter toutes les possibilités légales ou semi-légales qui sont encore données par la situation italienne. Est-ce qu'il existe encore de telles possibilités ?

Oui, mais elles sont, en ce qui regarde l'organisation, très limitées. Il est très difficile et presque impossible de créer des organisations légales ou semi-légales. Même dans la création de petits "groupes d'amis", comme forme rudimentaire d'organisation, nous ne pouvons pas avoir à la perspective d'atteindre de grands résultats. Nous pouvons par exemple, dire à tous nos camarades : - ~~allez~~ Allez vous inscrire dans les organisations catholiques pour avoir ~~la~~ la possibilité de maintenir une liaison quelconque entre nous, sans être frappés par la police. Cette possibilité existe mais, elle aussi, dans une mesure très limitée. Mais en dehors de ça, le Parti doit se ^{préparer} préparer comme tâche de développer une action politique dans des domaines particuliers, avec des mots d'ordres particuliers qui lui rendent possible d'atteindre avec moins de pertes ~~les~~ les mêmes résultats qu'avec

une action ouverte.

Le problème est, en particulier, celui du travail dans les syndicats fascistes et dans les autres organisations fascistes de masse. Déjà, dans les thèses du Congrès, on souligne que notre Parti dans son ensemble n'a pas fait tout ce qu'il aurait du faire dans ce domaine. Nous sommes d'accord avec cette appréciation, nous sommes d'accord pour dire que notre Parti doit faire ~~un~~ plus et doit poser ce problème comme un des problèmes fondamentaux de son activité dans cette période.

Qu'est-ce que nous devons faire dans les syndicats fascistes ? Différentes solutions peuvent être présentées. Je vais examiner ces solutions, et dire ensuite quelle est la bonne selon nous.

La première solution qu'on peut présenter est la suivante: lancer le mot d'ordre ouvertement, comme Parti, aux ouvriers : "Entrer tous dans les syndicats fascistes" et chercher, en lançant ce mot d'ordre, de faire pénétrer la lutte de classe dans les syndicats fascistes, en étant confiants dans cette vérité générale qu'une organisation dans laquelle la masse ouvrière se groupe a toujours la tendance à devenir une organisation qui porte et développe dans son sein des motifs de lutte de classe. Est-ce que notre Parti peut et doit faire cela ? Nous croyons que non. Ce serait une grave erreur. Pourquoi notre Parti ne peut pas faire cela ? Parce que un des éléments les plus importants dans l'activité politique de notre Parti est celui de maintenir les traditions révolutionnaires de la classe ouvrière italienne, et pour maintenir ces traditions révolutionnaires, notre Parti doit, en particulier, maintenir les traditions de l'organisation de classe du prolétariat italien. Il doit, même dans la situation actuelle lancer le mot d'ordre de la reconstitution des syndicats de classe, ~~lancer~~ et travailler pour maintenir en vie la C.G. du T.. Le fait de ~~lancer~~ ^{lancer} ne pas liquider cette position, de continuer à travailler dans cette ligne, a une très grande valeur.

C'est un des éléments fondamentaux de notre politique, auquel nous ne devons absolument pas renoncer. Liquider le mot d'ordre de la reconstitution des syndicats de classe et lancer le mot d'ordre : "Entrer dans les syndicats fascistes", signifie reconnaître que les syndicats fascistes sont aujourd'hui le centre d'organisation et d'unité de la classe ouvrière italienne, c'est-à-dire signifie se mettre sur le terrain du fascisme. Il est absolument inadmissible pour notre Parti de faire cela. Je crois que cette solution ne peut même pas être discutée. Se mettre dans cette voie signifierait pour notre Parti accomplir la plus grave des erreurs politiques en ce moment.

Il y a une autre solution extrême, elle consiste à dire : il n'y a rien à faire dans les syndicats fascistes; il n'y a autre chose à faire qu'à reconstituer les syndicats de classe, à développer illégalement les organisations confédérales, leur donner une vie dans les usines, etc. Elle consiste à dire : les syndicats fascistes sont les prisons des ouvriers; nous ne pouvons avoir d'autre position vers les syndicats fascistes que celle qui consiste à dire : "Détruisez les syndicats fascistes, hors des syndicats fascistes, rien à faire dans les syndicats fascistes". - Quel jugement devons-nous donner de cette solution? Elle est aussi fautive que la première. Evidemment, notre Parti doit dire : le Centre d'organisation de la classe ouvrière, ce sont les syndicats de classe, c'est la Confédération Générale du Travail. Nous devons reconstituer la C.G.T. et s'opposer continuellement aux organisations fascistes, dans lesquelles les ouvriers sont des esclaves, des organisations dans lesquelles les ouvriers luttent pour leurs intérêts et réalisent l'unité de leurs forces pour un combat contre le capitalisme et contre le fascisme. Mais est-ce que l'agitation de ces mots d'ordre est tout ce que le Parti doit faire dans ce domaine? Nous croyons que non.

La question s'est posée d'une façon concrète à un moment déterminé au mois d'avril dernier, en rapport avec certaines décisions prises par les syndicats fascistes et en rapport avec

la situation qui s'était créée en conséquence dans les usines . C'était le moment où les syndicats fascistes faisaient un effort particulier pour réussir à se créer une base quelconque dans les usines, où la classe ouvrière était exaspérée par la réduction des salaires et par ses conditions matérielles qui étaient toujours plus mauvaises. Cet effort correspondait à la tendance, qui est une tendance assez importante du régime fasciste , à maintenir un visage d'un régime "supérieur aux classes", pour réussir à corrompre certains éléments de la classe ouvrière. Les syndicats fascistes ont inclus des contrats de travail, mais ces contrats ne sont pas observés par les patrons. Les ouvriers sentent cela. Il se crée en conséquence, un mécontentement, non seulement de l'ouvrier conscient, qui reconnaît la nécessité de défendre ses intérêts en luttant sur le terrain de classe, mais aussi de l'ouvrier obscur qui désire seulement défendre ses intérêts immédiats; et même des ouvriers influencés par les syndicats fascistes. Des répercussions de ce mécontentement, ont été observées même dans le Congrès des syndicats fascistes où des bureaucrates fascistes sont allés dire : "Vous avez supprimé la lutte de classe pour les ouvriers et pas pour les patrons, Vous avez créé une situation dans laquelle les patrons font tout ce qu'ils veulent; et seulement les ouvriers sont enchaînés à la discipline, etc... Pour parer un peu à ce mécontentement, dans tous les contrats de travail faits dans les derniers temps on a introduit la clause de la création dans les usines d'une commission ouvrière. Cette commission ouvrière n'est pas élue par les ouvriers, mais elle est formée par en haut, par les organes dirigeants des syndicats fascistes, qui sont des organes gouvernementaux. Quand on a commencé à discuter de cette clause, les patrons étaient contre; ils ont opposé une résistance très vive, mais ont été contraints de céder,. Maintenant la clause de la constitution des commissions ouvrières dans les usines pour contrôler l'application des contrats de travail, est introduite dans tous les contrats de travail faits rationnellement; métallurgie, textile, etc...

Les buts de ces commissions devraient être d'intervenir pour contrôler l'application des clauses des contrats et pour vérifier que dans l'application de ces clauses on ne supprime pas les avantages que les contrats déclarent/ ^{vouloir} garantir aux ouvriers.

— Pour donner un exemple il s'est créé maintenant cette situation paradoxale que les ouvriers payés aux pièces reçoivent un salaire inférieur à celui fixé par le contrat. De là, le mécontentement qui se manifeste chez les ouvriers qui ne veulent pas continuer à travailler dans des conditions d'escalavage. Les commissions fascistes syndicales devraient pour éviter ce mécontentement, le diminuer, exercer un contrôle dans l'usine sur la façon dont les Concorda sont appliqués.

Dans cette ~~sixxi~~ situation, notre parti devait donner une directive aux camarades à l'usine. Le problème fut examiné avant par le Secrétariat du parti à l'intérieur, qui prit une décision ~~fausse~~, que le B.P. dut critiquer et corriger. La solution donnée par les camarades du Secrétariat à l'intérieur était celle-ci : - nous n'avons qu'une chose à faire dans les usines, c'est de mener une agitation en opposant aux commissions fascistes les vieilles commissions intérieures, les vieux conseils d'usines. Nous devons dire aux ouvriers : vous devez lutter pour reconquérir les vieilles organisations de classe, lutter ~~sixxxix~~ pour chasser les commissions fascistes et pour avoir les vieilles commissions intérieures, les vieux Conseils d'usine. Ces mots d'ordre sont justes, ils ne contiennent rien de critiquable en soi. Il est juste de dire que nous devons opposer, - nous, parti, et confédération du travail-, aux organisations fascistes les vieilles organisations de classe. Mais, ce mot d'ordre, qui est juste comme mot d'ordre de propagande et d'agitation général est-il juste dans l'usine comme mot d'ordre d'action immédiate ? Quand l'ouvrier obscur, qui en partie est sous l'influence des organisations fascistes et qui cherche la voie la plus facile pour défendre ses intérêts vient chez nous et demande qu'est-ce qu'il doit faire vers les ~~commissions créées par le~~ ^{commissions créées par le}

20
21

fascistes, si nos camarades lui répondent : tu dois lutter pour les vieilles commissions de classe et pour les Conseils d'usine nous avons comme résultat de lui présenter un but qui lui apparaît comme quelque chose de juste, mais aussi comme quelque chose de très éloigné qu'il ne peut pas atteindre. Et nous nous trouvons devant cette situation que l'ouvrier voit que notre solution est juste, qu'elle est l'idéal mais en même temps il pense qu'il n'y a pas une voie facile pour y arriver. Quand nous avons analysé l'état d'esprit des ouvriers en Italie, surtout en ce qui regarde la passivité qui règne dans beaucoup d'eux nous sommes arrivés à la conclusion que beaucoup d'eux étaient au fond avec nous mais ne marchaient pas avec nous parce que les buts que nous leur présentions leur paraissaient trop éloignés. Et voilà que notre mot d'ordre, juste en général, reste en l'air, parce qu'il ne présente pas un objectif qui se pose devant la grande masse des usines comme quelque chose qu'elle peut atteindre immédiatement et pour laquelle elle peut se mettre, tout de suite en mouvement. Quelle doit être donc notre position. Elle doit être la suivante. Dans notre agitation générale en tant que parti et ~~en~~ Confédération générale du travail, générale du travail, nous devons opposer au fascisme les vieilles organisations ouvrières; mais, quand les ouvriers nous demandent : ce qu'ils doivent faire aujourd'hui nous devons donner un mot d'ordre pratique d'action, un mot d'ordre partiel, limité, mais efficace. Dans le cas particulier que j'ai cité nous devons dire aux ouvriers : Réclamez le droit d'élection des commissions ouvrières, réclamez le droit d'élire vous-mêmes la commission qui est prévue dans les Concordats fascistes, réclamez le droit pour ces commissions élues par vous d'intervenir dans toute l'activité intérieure de l'usine, de faire des rapports à la masse ouvrière assemblée, réclamez pour ces commissions tous les droits que doit avoir un organe qui rassemble et représente la masse de l'usine vis-à-vis des patrons. Voilà la voie qu'on peut présenter à tous les ouvriers, même aux plus arriérés.

aux ouvriers "fascistes" en étant sûrs qu'ils se mettront ~~en~~^{au} mouvement pour le réaliser. Et il est ainsi sûr que la masse des ouvriers comprendra que c'est là la seule voie par laquelle on peut faire revivre les vieux conseils d'usine.

J'ai donné un exemple, mais il y en a d'autres. D'autres mots d'ordre qui nous permettent de faire un travail dans les syndicats fascistes sont les suivants : demandez le respect du Concordat fasciste, demandez la démocratie au sein des syndicats fascistes, demandez qu'on s'intéresse aux conditions des ouvriers, etc. Est-ce que ces mots d'ordre peuvent être lancés par le parti communiste, en disant : le parti communiste réclame le droit d'élection des charges dans les syndicats fascistes, etc. etc.? Non. Nous devons faire de ces mots d'ordre le contenu d'une agitation anonyme, menée par des groupes d'ouvriers communistes que nous devons faire entrer dans les syndicats fascistes dans le but de faire entrer dans le sein de ces organisations et d'y développer le germe de la lutte de classe.

Il existe dans les organisations fascistes des contradictions intérieures. Ces contradictions dérivent du contraste entre le contenu de ces organisations, qui, tout en cherchant à grouper des ouvriers, tentent en même temps de transformer ces ouvriers en des esclaves, Notre travail doit tendre à faire ressortir et éclater ces contradictions.

Il n'y a pas de doute que nous devons savoir lier les mots d'ordre de l'agitation que le parti doit faire anonymement et, - dans le sein des syndicats fascistes, - avec l'agitation pour les mots d'ordre fondamentaux du parti et de la Confédération Générale du travail. De la façon dont nous saurons lier ces mots d'ordre dépendra le résultat de l'action de notre parti. Notre parti a déjà su faire des manœuvres dans ce domaine. En 1924 notre parti avait comme directive générale celle de faire entrer des camarades dans les syndicats fascistes et d'y faire faire anonymement une agitation sur la base de la revendication de la dé-

mocratie intérieure dans ces syndicats dans le but de les désagrégés.

Après l'assassinat de Matteotti la situation change. Les ouvriers entrent en mouvement; le ferment révolutionnaire augmente dans la classe ouvrière et même dans les syndicats fascistes; les organisations syndicales de classe se reconstituent. Notre parti change alors de tactique et dit aux camarades : dans les organisations fascistes où vous pourrez parler lancez le mot d'ordre de la dissolution des syndicats fascistes et, de la formulation de syndicats de classe. La situation était changée, notre parti changeait de tactique. De cette façon il liait son action légale à son action illégale.

Voilà comment se pose le problème de l'illégalité "politique" du parti. Il s'agit de savoir comment notre parti doit exploiter toutes les formes d'agitation qui ne portent pas la classe ouvrière à se heurter de front contre l'ennemi, mais qui se pose devant la classe ouvrière des objectifs plus limités, qui se présentent comme plus faciles à atteindre, et comment il réussira à lier cette agitation avec l'indication des buts plus vastes et plus généraux qu'il doit présenter aux ouvriers et s'efforcer d'atteindre. Pour faire ce travail, est-ce que nous devons être dans les syndicats fascistes, oui ou non ? Evidemment, nous devons envoyer nos camarades dans le sein des syndicats fascistes. Mais les possibilités de travailler dans les syndicats fascistes sont assez limitées. En général, dans les syndicats fascistes, il n'y a pas d'assemblées, il n'y a donc pas de possibilité de parler directement aux masses organisées dans ces syndicats. Mais le camarade qui prendra la parole dans les réunions du syndicat fasciste, qu'est-ce qu'il devra dire ? Il ne pourra pas dire : "Je suis communiste, je vous appelle à vous organiser dans la Confédération Générale du Travail". Ce serait une folie. On le livrerait au tribunal et il recevrait 10 années de prison. Est-ce qu'il doit lancer un mot d'ordre

par exemple ? Evidemment, quand la situation est mûre il doit le faire. Mais si la situation n'est pas tellement aigue il doit se limiter à lancer des mots d'ordre qui portent le germe de la lutte de classe dans les syndicats fascistes, mais qui lui permettent de rester dans les syndicats fascistes, de continuer son action. Il doit dire que les salaires sont tres bas, insister beaucoup sur tous les motifs élémentaire s de lutte de classe, dire que nous voulons que les commissions d'usine soient nommées par les ouvriers , ~~qu'ex~~ même les dirigeants des syndicats doivent être ~~nommés~~ ^{par la base, etc. etc...} Voilà les mots d'ordre que nos camarades qui sont dans les syndicats fascistes doivent développer. Une condition absolue est que ces camarades ne doivent pas être des camarades connus. Dans le cas contraire, ils ne pourront pas parler et même sa présence dans les syndicats fascistes ne sera pas ~~en~~ comprise par les ouvriers. Mais, ~~par~~ pratiquement il faut dire qu'aujourd'hui la majorité de nos camarades ouvriers sont inscrits aux organisations fascistes; ils doivent être inscrits dans ces organisations s'ils peuvent travailler, manger. Nous avons donc une base pour un bon travail.

Le problème du travail dans les syndicats fascistes est résolu par nous dans la ligne que je viens d'exposer. C'est la ligne que nous avons choisie et que nous croyons juste. Elle demande une grande capacité de manoeuvre, d'adaptation aux situations, d'adaptation de l'activité "légale" à l'activité illégale, elle demande que notre parti augmente sa capacité d'être un parti bohémévil, qu'il sache se servir de toutes les situations pour pousser en avant la classe ouvrière, pour développer la lutte de classe, pour désagréger l'organisation des adversaires. Nous ~~avons~~ ^{avouons} que notre parti, dans son ensemble, doit encore faire des pas dans cette direction. Nous n'arriverons donc pas à développer tout de suite, une grande activité dans ce sens. Notre parti a eu un moment cette capacité, en 1924, quand notre organisation de Turin a su, sur une proposition de grève faite

par les syndicats fascistes, répondre : Oui, la grève, mais avec tel but, avec l'élection d'une commission ouvrière avec tels résultats. etc. etc. et avec cette attitude hardie a réussi à désagréger l'organisation fasciste, a briser toutes les tentatives qu'elle faisait pour mettre des bases dans les usines de Turin. Mais les camarades qui avaient acquis cette capacité ne sont plus là et nous devons travailler pour faire acquérir cette capacité aux nouveaux éléments qui travaillent maintenant a la base.

Maintenant, je voudrais dire quelque chose sur la ligne politique générale du parti, en remontant des problèmes particuliers que j'ai posés aux problèmes plus vastes de notre activité politique. Ici, je serai plus bref, parce que ce sont les problèmes qui ont été le plus discutés devant l'Internationale, et sur lesquels l'I.C. s'est déjà prononcée.

Nous savons que la ligne générale de notre parti est en accord avec les décisions du IIIe Congrès de notre parti et avec la résolution de l'I.C. de janvier 1927. Nous avons travaillé sur cette ligne, que pose à notre parti la tâche d'avoir comme directive générale, de développer la lutte anti-fasciste comme une lutte de classe qui soit dirigée par le prolétariat et par son avant-garde et qui vise au renversement du régime capitaliste. Un affaiblissement de cette directive générale et la renonciation au rôle dirigeant du prolétariat et du parti doivent être ~~considérées~~ considérées par notre parti comme les dangers les plus graves. Même si durant ces derniers temps il n'y a pas eu dans le parti des manifestations monstrueuses de ce danger, il y a eu des symptômes. Par exemple, un camarade qui dans le temps était membre du C.C., a défendu devant le Bureau Politique la thèse qu'on ne peut pas lutter en Italie pour l'hégémonie du prolétariat. Ensuite, il est venu nous dire qu'il était d'accord à 90 % avec la social-démocratie. Evidemment, nous l'avons chassé du parti. Des hésitations ont aussi été

remarquées, sur des problèmes particuliers. Mais le problème n'est pas là. Le problème est de reconnaître qu'il existe une base objective de cette tendance de droite. Cette base est donnée par la situation même, par la pression énorme qui est exercée par ~~le~~ le fascisme sur la classe ouvrière et qui crée de une situation dans laquelle même ~~les~~ bons éléments peuvent penser qu'il est peut-être préférable de rester de côté, de ne pas lutter en première ligne contre le fascisme, de laisser d'autres forces, une partie de la bourgeoisie, la social-démocratie le faire et prendre la tête de la lutte anti-fasciste pour ouvrir le chemin au prolétariat qui viendra après, quand ces autres forces lui auront frayé le chemin. Les conditions objectives de cette déviation existent. Et nous devons considérer qu'elle est la plus dangereuse, lutter ouvertement, carrément contre elle, la dénoncer comme le plus grand danger qui puisse menacer notre parti.

Mais en même temps il y a un autre danger, et ici nous nous ~~avons~~ trouvons devant la déviation qui s'est manifestée, qui a eu les plus grandes manifestations dans les discussions que nous avons eues dans les deux dernières années dans le centre de notre parti; la déviation qui consiste à croire que, dans la situation italienne actuelle, l'activité politique que notre parti doit développer pour conquérir la majorité de la classe ouvrière, pour réaliser l'alliance politique entre la classe ouvrière et la paysannerie pauvre et une partie de la paysannerie moyenne, et pour neutraliser une partie de la petite bourgeoisie des villes, cette activité passe au deuxième plan parce que la situation objective même a tellement travaillé pour nous que toutes les tâches politiques qui se posaient à notre parti au troisième congrès, et la tâche fondamentale de développer une action politique souple pour atteindre tous ces buts politiques, passent maintenant au deuxième plan. C'est là une erreur qui s'est manifestée ~~sur~~ dans les discussions que nous avons

ues dans les derniers temps dans les organes dirigeants du parti; ce qui s'explique aussi par les origines de notre parti, qui est issu d'une formation d'extrême-gauche et par le fait que l'idéologie d'extrême-gauche n'est peut-être pas encore complètement éliminée dans nos rangs. Nous devons donc lutter aussi contre cette déviation, et surtout dans le but de concentrer l'attention du parti, - de ses organes dirigeants et du parti ~~parxx~~ dans son ~~sans~~ ensemble, - sur le fait, que même si en Italie, aujourd'hui, il n'existe pas de manifestations organisées des partis politiques différents du parti communiste - démocrates et social-démocrates - cela ne signifie pas que la base sociale de ces partis soit disparue; cela ne signifie pas que le parti ait déjà atteint des résultats décisifs dans la voie de la conquête de la majorité de la classe ouvrière, de l'alliance entre la classe ouvrière et les paysans pauvres de la neutralisation de certaines parties de la petite bourgeoisie urbaine.

Quelle a été l'activité de notre parti dans ce sens ?

Je dirai quelles sont les trois colonnes de l'activité politique de notre parti.

Premier point : Notre parti ne doit pas se limiter à faire une agitation et une propagande générales, mais doit faire une agitation pour des revendications économiques partielles concrètes des ouvriers, des paysans pauvres et de certaines couches des paysans moyens.

Deuxième point : Notre parti doit non seulement mener une agitation pour des revendications économiques immédiates, mais aussi pour des revendications politiques partielles.

Troisième point : Notre parti doit lancer des mots d'ordre politiques et économiques de caractère transitoire qui orientent les masses qui ne sont pas encore sous notre influence vers le développement de la Révolution anti-fasciste comme une révolution prolétarienne.

Brièvement, quelques mots sur ces trois points

СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
 archives.ru

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
 http://sovdoc.rusarchives.ru

СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
 archives.ru

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
 http://sovdoc.rusarchives.ru

СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
 archives.ru

Документы Советской Эпохи
 http://sovdoc.rusarchives.ru

Sur le premier point, personne ne l'a mis en discussion dans notre parti. Mais quand notre parti s'oriente et jette toutes ses forces dans cette direction, comme il a faux fait au cours de 1927, quelqu'un est pris par des doutes et dit : Peut-être cette accentuation de l'activité syndicale de notre parti le fait jeter toutes les forces dans la direction des luttes partielles des ouvriers, c'est de l'"économisme". Voilà une critique qui a été faite par un camarade qui travaille dans l'appareil du Comintern et qui a été reprise par un camarade membre du Bureau Politique. En réalité, aucun des camarades qui ont lancé cette affirmation, n'a su la démontrer sur la base des documents. Car, faire de l'économisme, cela signifierait que nous développons une lutte pour des revendications économiques immédiates partielles, sans la lier avec les buts généraux de la lutte contre le fascisme et contre le capitalisme. Personne ne s'est donné la peine d'apporter les manifestes, les tracts du parti et de démontrer que, dans ces documents, il n'y avait pas toujours, à côté des mots d'ordre immédiats, partiels, l'indication des objectifs généraux de la lutte à laquelle nous appelons les ouvriers.

Deuxième point : les revendications politiques immédiates partielles. Sur ce point, nous avons le plus discuté dans le centre de notre parti à l'I.C. Notre opinion est que notre tâche est revendiquer et de lutter pour toutes les libertés de la classe ouvrière et de la masse paysanne pauvre que le fascisme a supprimées. Si notre parti oublie dans son agitation la revendication de ces libertés, il oublie en général un des caractères fondamentaux du fascisme, il oublie le fascisme comme régime de réaction, et son activité vient à perdre la plus grande partie de son efficacité. Sur ce point, notre Comité Central est tout à fait décidé et ferme.

Quelles revendications fondamentales politiques avons-

nous posées ? Avant tout la revendication de la liberté d'organisation et la revendication de la liberté des ouvriers d'élire des commissions ouvrières dans les usines, c'est-à-dire ~~deux~~ deux revendications qui touchent directement la classe ouvrière. Pour les masses paysannes, nous appuyons la revendication de la liberté d'élection des municipalités. Ce dernier mot d'ordre est posé par notre parti en considération de la valeur particulière qu'a eue et qu'a dans la tradition du mouvement de classe dans les campagnes du mouvement des paysans contre l'Etat italien la lutte pour les municipalités. Les communes, les municipalités ont été dans le passé des centres d'organisation de la classe ouvrière, et surtout de la classe ouvrière agricole et des paysans pauvres et moyens. La suppression des libertés municipales parle fascisme touche profondément au coeur les masses paysannes. Lutter, surtout dans les campagnes, appeler les paysans pauvres et moyens à revendiquer ces libertés, est un des motifs qui peuvent jouer le plus grand rôle pour déchaîner dans les campagnes une lutte de masse contre le fascisme.

Le troisième point est que notre parti doit avoir des mots d'ordre transitoires, c'est-à-dire, à côté des mots d'ordre généraux (Dictature du prolétariat, gouvernement ouvrier et paysan) qui indiquent les buts que notre parti se propose de faire atteindre à la classe ouvrière dans sa lutte contre le fascisme, nous devons avoir des mots d'ordre partiels, transitoires, qui indiquent la voie par laquelle on arrivera à atteindre ces buts. Est-ce que nous pouvons avoir, en Italie, la perspective que le fascisme tombe et soit remplacé immédiatement par la dictature du prolétariat ? C'est possible, mais pas vraisemblable. Si vous tenez compte de la situation du parti et de la classe ouvrière, alors la perspective que nous devons avoir et qui est très vraisemblable, c'est qu'il y aura une période de luttes ouvertes dans laquelle nous lutterons pour prendre la direction de la classe ouvrière, et d'autre part lutteront contre nous non seulement le fascisme, mais les Social-démocrates

pour nous arracher la direction de la classe ouvrière, pour empêcher la révolution anti-fasciste d'atteindre son but final qui est l'abattement du fascisme et l'instauration de la dictature du prolétariat. Nous devons donc intervenir dès maintenant, et dans toute la période de préparation politique de la révolution, avec des mots d'ordre transitoires qui indiquent, aux ouvriers et aux paysans, aux grandes masses travailleuses, une voie en se mettant sur laquelle il est sûr qu'elles ne pourront pas s'arrêter. Quelle est cette voie que nous devons montrer aux grandes masses ouvrières et paysannes ?

Nous devons leur montrer des objectifs transitoires qui touchent aux racines du régime capitaliste et dont la réalisation signifie la désagrégation et la suppression par voie révolutionnaire de ce régime. Ces objectifs sont le contrôle ouvrier sur les banques et sur les industries; la terre aux paysans et l'armement du prolétariat. Voilà vers quoi nous devons orienter les masses ouvrières et paysannes de telle façon que lorsqu'il y aura un tournant dans la situation italienne, aussi ces masses qui ne sont pas encore dirigées par le parti du prolétariat, le soient pour des buts transitoires, la lutte pour lesquelles signifie en fait lutte pour la dictature du prolétariat.

Mais, nous devons aussi poser le problème sur le terrain de l'organisation qui se substituera au fascisme, et vers laquelle nous devons orienter les grandes masses ouvrières et paysannes. Devons-nous les orienter vers une assemblée constituante? Vers la démocratie ? Aucunement ? Nous devons les orienter vers des forces d'organisation qui contiennent en germe l'organisation de la dictature du prolétariat, donc vers la formation de Comités ouvriers et paysans et vers une lutte des comités ouvriers et paysans pour se réunir nationalement, pour devenir le centre d'unité de toutes les forces anti-fascistes et la base du pouvoir qui se substituera au fascisme. Voilà la valeur du mot d'ordre que nous lançons et qui comprend : - l'assemblée républicaine de comités d'ouvriers et paysans; l'armement du prolétariat.

le contrôle de l'industrie et des banques et la terre aux paysans.

Evidemment, dans toute cette agitation nous devons toujours tenir compte de la façon dont il faut la mener. Premièrement, il faut mener cette agitation en liaison avec la propagande générale qui démontre qu'il n'est pas possible de renverser le fascisme sans renverser en même temps le régime capitaliste; qui montre comment il est impossible de "réformer" le fascisme; comment il est impossible de substituer au régime fasciste un régime démocratique-bourgeois et comment, quand le fascisme tombera, nous ne pourrions que le remplacer par la dictature du prolétariat à travers un mouvement insurrectionnel et le développement de la guerre civile. Cette propagande pour nos buts finaux doit toujours suivre celles des buts partiels et transitoires, de façon qu'en même temps nous montrions et les objectifs transitoires et les buts finaux. En même temps, nous devons lier notre agitation pour des buts partiels, politiques et économiques avec un effort continu pour porter l'organisation de la masse ouvrière et paysanne à des formes toujours plus avancées, en commençant par l'organisation de syndicats, puis de comité d'agitation, pour finir par des comités ouvriers et paysans. C'est ce dernier mot d'ordre qui est le but final que notre parti doit se poser dans le domaine de l'organisation des masses ouvrières et paysannes. Nous devons inoculer dans le sang des ouvriers et des paysans cette vérité fondamentale que dès le premier moment qu'il leur sera possible, ils doivent procéder à la constitution de comités ouvriers et paysans qui seront le centre sur la base duquel s'organisera la révolution anti-fasciste.

Avons-nous toujours réussi à équilibrer ces différentes parties de notre travail politique dans tous les documents, tracts, etc. du parti ? Il serait absurde de dire que oui. Aucun parti ne réussit dans tous ses documents à atteindre un équilibre

complet entre les différents éléments de son agitation. Je crois que même le parti russe n'y réussit pas toujours. Mais nous disons que, même si nous n'avons pas toujours réussi à avoir un équilibre complet, les directives générales ont toujours été justes. Les documents que nous avons envoyés à tout le parti pour expliquer la ligne politique générale du parti ont toujours eu une ligne juste. Ce qu'on doit dire est que, quelque fois on a donné trop de place à l'agitation et trop peu à la propagande. ~~MM~~ Même l'agitation contre la social-démocratie a été insuffisante pendant un moment en Italie. Or, il est sûr que nous devons lutter énergiquement contre l'idéologie social-démocrate, par la propagande, parce que cette idéologie se dressera devant nous comme un obstacle au moment où la révolution éclatera. Ce défaut est en rapport avec le fait que certains camarades croyaient que la disparition légale de l'Italie des organisations social-démocrates signifiait la disparition des bases sociales de la social-démocratie.

J'ai fini mon exposé. Je voudrais seulement dire deux mots sur les problèmes de direction du parti. Les problèmes de direction du parti ne sont pas aigus aujourd'hui chez nous. Il y a un C.C. homogène et uni, qui a fait ses preuves dans la lutte contre le bordigarisme et qui a atteint sa maturité politique dans cette lutte. Mais il y a aussi des problèmes qui, si nous les voyons pas à temps peuvent devenir aigus. Le problème le plus grave est celui de réussir à atteindre la liaison la plus étroite possible entre les vieux et les nouveaux cadres du parti. Le vieux noyau dirigeant du C.C. devient toujours de plus en plus restreint (on perd toujours quelqu'un dans la lutte) et des nouveaux cadres doivent être pris dans les usines en Italie, dans l'émigration. Créer la liaison entre ces éléments n'est pas un problème administratif, bureaucratique, mais politique. Notre C.C. doit avoir créer ^{dans} son sein-même cette liaison qui signifie une liaison avec les nouvelles forces de la classe ouvrière.

italienne. Atteindre ce but, signifie pour notre C.C. continuer à être ce qu'il a été dans ces dernières années : le dirigeant non seulement du parti, mais de la classe ouvrière, de son avant-garde. Différentes tâches pratiques se posent dans ce domaine. Le plus important est d'attirer plus d'éléments ouvriers dans le C.C. et à la collaboration avec le C.C. Après nous devons examiner les problèmes de la façon dans laquelle le C.C. doit discuter et réaliser l'unité qui doit être la base de son activité en tant qu'organe dirigeant du parti. Dans ce domaine nous ne sommes pas tout à fait satisfaits de la façon dont notre C.C. a fonctionné dans les derniers temps. Nous sommes satisfaits des résultats. Le programme d'action élaboré dans la dernière réunion du C.C. a été approuvé par ~~la~~ l'unanimité moins deux abstentions.

La discussion que nous avons eu à la délégation, avant la réunion de cette commission, s'est conclue par le vote à l'unanimité d'une motion, sauf une abstention. Le résultat est bon, mais peut-être que la méthode de vie de notre C.C. dans ces derniers temps n'a pas toujours été bonne, parce que nous avons assisté au fait d'un camarade qui non seulement critiquait la ligne du parti, mais avaient une tendance à vouloir systématiser cette critique, de façon à réduire la collaboration qui doit être à la base de la vie politique d'un C.C. uni et homogène. Nous croyons que la règle de vie d'un organe dirigeant du parti est la suivante : on discute, on collabore, on obtient des résultats de la discussion et ces résultats sont la plate-forme sur laquelle tous les membres du C.C. doivent se grouper et continuer le travail. On ne peut pas après toutes sortes de discussions, essayer de cristalliser tous les éléments de désaccords pour créer deux plate-formes et arriver à une centre-opposition rigide de deux positions qui s'excluent l'une l'autre. Cette méthode est une méthode non pas de fractionnisme encore, mais est la prémisses d'un fractionnisme, elle est la prémisses d'une lutte de groupes dans le parti. Nous savons que c'est la vie d'un

Nous savons que les problèmes qui ont une certaine valeur dans un parti illégal, ont une valeur beaucoup plus grande dans un parti illégal qui quelquefois se voit réduit à n'être pour des périodes entières rien d'autre que le C.C. et les cadres actifs du parti. Le régime intérieur du C.C. a dans ce cas une valeur décisive. Nous connaissons l'histoire de l'Internationale Communiste et des Partis illégaux de l'I.C. Nous savons combien des partis de l'I.C. ont échoué devant la solution de ce problème par une sorte d'incapacité organique. Notre parti a montré jusqu'à présent d'avoir la capacité de résoudre ce problème. Seulement un camarade a montré qu'il ne comprend pas ce problème et qu'il n'a pas la capacité de le solutionner. Nous voulons dans le C.C. une collaboration active de tous les camarades pour l'établissement de la ligne politique ~~meux~~ du parti. C'est une tradition dans notre parti. Nous avons eu Bordiga dans notre C.C. Nous voulons y avoir tous les camarades qui ont une capacité politique, mais nous voulons que chaque critique soit faite non pas dans le but de créer la plate-forme d'une opposition future, mais pour éliminer certains défauts, pour atteindre en commun certains résultats. Sur cette base nous voulons travailler avec tous les camarades. Le fait de ne pas réussir à résoudre cette tâche pourrait avoir des conséquences très dangereuses pour notre parti. Evidemment, le problème est aussi plus large. Ce qui a lieu dans le C.C. a une répercussion immédiate sur les éléments actifs du parti. Une collaboration plus étroite entre les camarades du C.C. et les éléments actifs du parti est une nécessité absolue. Dans les dernières réunions du C.C. nous avons invité toujours les camarades actifs. Mais le parti se trouve aussi dans cette situation qu'une discussion générale sur les problèmes du parti ne pourra avoir lieu que dans une période déterminée, quand la base pourra participer à cette discussion, et quand le C.C. pourra par suite de ses liaisons avec la base diriger cette discussion. On ne peut pas

ouvrir une discussion comme on pourrait déchaîner une force naturelle qu'on ne sait pas où se chargera et qui peut amener à un ravage de positions qu'il ne faut pas perdre. Ça signifie que nous pensons qu'une discussion pourra être ouverte quand le C.C. le jugera utile sur la base de la situation du parti. En attendant ce moment on pourra discuter dans la revue des problèmes particuliers, de certaines parties de la ligne politique de notre parti. Mais, surtout, entre les membres du C.C. et du B.P. il faut qu'il y ait une méthode de collaboration politique dans le but de maintenir l'unité des organes dirigeants du parti, Dans ce sens nous travaillons. A l'I.C. qui a déjà examiné plusieurs fois les problèmes de notre parti, qui nous a choisis une ligne politique que nous croyons avoir suivie, nous demandons d'examiner si dans l'application de cette ligne nous avons fait des erreurs. Nous sommes venus exposer les erreurs que nous avons commises, nous demandons que l'I.C. nous aide dans ce problème et qu'elle nous aide surtout à renforcer l'unité de notre C.C., qui est une chose nécessaire pour le renforcement tout de notre parti.

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ

<http://sovdoc.rusarchives.ru>

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ

<http://sovdoc.rusarchives.ru>

HUMBERT-DROZ :

Camrades, avant que nous engagions la discussion, il serait bon que peut-être le camarade Ercoli ou un autre donne quelques détails sur le développement de la situation économique et de la situation politique du fascisme même dans la dernière période. Je crois que c'est une analyse que probablement vous avez faite à votre Comité Central et dans votre délégation et sur laquelle, ici tout au moins, nous ne sommes pas au point à l'heure actuelle. Nous avons suivi de près le développement de la situation économique et politique en Italie au cours de la première moitié de 1927, mais tout ce qui s'est passé au cours de l'hiver dernier n'a pas été examiné très en détail, et je pense qu'une série de problèmes qui ont été posés par le camarade Ercoli dans son exposé, en particulier le problème de la pénétration dans les organisations fascistes, de l'utilisation des commissions nommées ou prévues dans les usines pour l'observation des contrats de travail, etc. qu'une série de ces questions sont directement liées à la question des perspectives, à la question du développement, du tempo de la crise du fascisme, de la crise économique et politique en Italie. Je pense que ce serait utile peut-être, sans faire une analyse très détaillée parce que les camarades qui sont ici ont déjà une base pour cela, de nous donner surtout la tendance du développement de la situation économique et politique dans cette dernière année.

S E R R A :

Dans un rapport que nous avons fait à la Conférence du Parti qui a eu lieu au mois de Janvier de cette année, et dans un article paru dans le premier numéro de notre Revue de cette année, nous avons donné une analyse assez détaillée de la situation économique. La conclusion à laquelle nous arrivions était la suivante: qu'il n'y avait pas de modifications essentielles dans la situation générale économique en Italie, telle que nous l'avions analysée dans les documents précédents, mais que tout portait à croire qu'au cours de 1928 nous aurions eu une certaine accélération du rythme de la crise. Les contradictions restaient les mêmes au fond, les éléments de la situation restaient les mêmes, mais les rapports entre ces éléments étaient quelque peu changés, et, je répète, le rythme de la crise se serait accéléré.

Nous avons déjà passé maintenant 8 mois de l'année, et nous pouvons dire que la prévision que nous avons faite s'est absolument réalisée. Toutes les données que nous avons dans tous les domaines de l'économie italienne prouvent que nous avons vu juste.

Quel est l'angle duquel, à mon avis, il faut se placer pour considérer et retrouver les éléments nouveaux qui se sont développés dans la situation économique et qui nous ont portés à la conclusion que j'ai indiquée? Je pense que c'est l'angle de la stabilisation légale de la lire. On peut dire que le développement plus accéléré de la crise italienne se produit surtout sur le plan des conséquences de la stabilisation légale monétaire. La stabilisation de fait existait déjà depuis une année ou presque, mais elle fut légalisée seulement au mois de décembre 1927. Je voudrais ici toucher un peu ce point parce qu'il a une certaine importance; et, à mon avis, c'est un point qui nous permet de connaître un peu mieux aussi certains éléments de la situation politique, que peut-être jusqu'ici nous avons, je ne dis pas négligés, mais pas suffisamment considérés.

La stabilisation légale s'est faite à un niveau déterminé, de 92 lires pour une livre sterling anglaise. Par quoi ce niveau de stabilisation a été déterminé? J'ai expliqué dans un article la série des raisons qui ont porté à la stabilisation légale, et comment on est arrivé à "quota 90". Mais posons brutalement cette question: Si en Italie, nous avions eu non un régime fasciste, mais un régime plus solide au point de vue capitaliste, plus libre dans ses mouvements, dominant d'une manière plus complète tous les éléments de la situation, est-ce qu'on aurait stabilisé à ce niveau? C'est-à-dire si la classe capitaliste avait réalisé sa domination en Italie sur une base différente qu'elle l'a réalisée par la Dictature fasciste, est-ce qu'elle aurait stabilisé à 90? Je crois pouvoir exclure cela. Il n'y a aucun doute que le niveau de stabilisation à 90 n'a pas été déterminé par la volonté directe de la classe industrielle italienne.

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
<http://sovdoc.rusarchives.ru>

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
<http://sovdoc.rusarchives.ru>

Si cette classe avait eu la possibilité de stabiliser avec plus de liberté de manoeuvre, dans une situation différente, elle l'aurait fait à un niveau plus élevé.

Par exemple, d'une manière à peu près semblable à ce qui a été fait en France. Quel est le problème que cela pose? Naturellement pas le problème général de la stabilisation. Nous avons démontré que la stabilisation en Italie était une nécessité absolue non seulement pour le régime fasciste mais pour la bourgeoisie. Il est inutile de refaire une démonstration, elle est à mon avis indiscutable. Lorsqu'on a suivi toutes les vicissitudes de la crise économique en Italie, surtout depuis le commencement de 1925, on comprend très bien que la stabilisation était la seule issue possible pour tout le régime capitaliste qui aurait été au pouvoir en Italie. Mais le besoin politique du fascisme de s'assurer un certain succès à l'intérieur, en exerçant une certaine action démagogique vis-à-vis des plus larges couches de la petite bourgeoisie et les liens du fascisme avec le capital étranger qui était intéressé à une stabilisation, à un niveau très bas (c'est-à-dire sur la base de la plus grande valeur possible de la lire vis-à-vis de l'or et des autres monnaies déjà stabilisées) a fait que le gouvernement fasciste a commencé par une politique de revalorisation, qu'il aurait certainement continué, même plus bas que le niveau de 90 s'il n'avait été obligé de s'arrêter parce que les conséquences de cette revalorisation se présentaient déjà tellement graves, troublantes, qu'il a dû renoncer d'un seul coup à la porter plus en avant.

Est-ce que cela veut dire que le capitalisme ne conduit pas la politique économique en Italie? Est-ce que notre identification entre le capitalisme et le fascisme n'est pas justifiée?

La ligne politique générale de la politique fasciste économique en Italie est absolument la ligne capitaliste, mais le fascisme représente dans le capitalisme, on pourrait dire une conscience plus haute de la nécessité de réaliser les intérêts bourgeois par des méthodes particulières, surtout par une politique de

contrôle sur les larges masses, principalement de la moyenne bourgeoisie et cette conscience plus avancée au point de vue politique, peut quelque fois ne pas être immédiatement perçue par toute la classe bourgeoise qui n'a pas encore réalisé partout et en tous points son unité absolue. Il n'y a pas de doute que le désir de succès politiques de la part du fascisme lui a forcé la main dans sa politique monétaire. Je dois me limiter à faire cette affirmation et à ne pas en donner la démonstration ici. Et ce succès politique on l'a cherché vers la moyenne et la petite bourgeoisie. Le régime fasciste s'est trouvé, dans toute la période de 1925-1926 devant le processus d'une pulvérisation de l'épargne nationale, d'une crise de confiance radicale dans le régime. Le régime fasciste avait besoin de surmonter cette crise de confiance et il a cru que pour reconquérir cette confiance la seule issue possible était d'arrêter le processus de dévalorisation de la lire et de donner l'impression que le gouvernement avait la possibilité de redonner à la lire dans une grande mesure son ancien pouvoir d'achat.

Cette lutte a été vraiment un effort du gouvernement fasciste pour reprendre, regagner la confiance surtout des couches moyennes et de la petite bourgeoisie, confiance qu'il avait perdue pendant toute la période de la dégringolade de la lire. Pendant ce temps, les couches du capital petit-épargneur s'étaient détachées du fascisme, et la politique monétaire a été dans une certaine mesure développée dans le but de reconquérir cette confiance. Est-ce que ce but est un but étranger au capitalisme en Italie? Est-ce que ce n'est pas un problème très important pour la grande bourgeoisie d'avoir, toujours liées au régime, ces couches qui représentent dans la structure sociale italienne une base spécifique si importante surtout parce qu'elles comprennent les larges masses paysannes? Redonner la confiance était très urgente, surtout après la conversion forcée des Bons du Trésor, qui l'avait ébranlé du tout. Il ne faut pas ou-

blier que les Bons du Trésor étaient en Italie le moyen spécifique d'épargne surtout de la petite et de la moyenne bourgeoisie et que cela avait déjà produit des conséquences très sérieuses et surtout un arrêt de l'accumulation d'épargne nationale, dans la mesure où cette épargne était encore possible, chez les organes de rassemblement d'argent: banques, caisses d'épargne, etc...
Il fallait absolument surmonter cette crise de confiance, et la politique monétaire a été un instrument de l'effort pour atteindre ce but.

Il est évident que cet effort devait être accompli par tout le régime capitaliste, mais la méthode que le fascisme a suivie, on peut dire qu'elle a été une certaine méthode originale, ce qui signifie que l'existence du régime fasciste en Italie pose le problème de la domination capitaliste d'une manière tout à fait originale. La base objective de cette "originalité" est la situation même de l'Italie, qui a imposé au régime capitaliste la méthode fasciste. J'ai déjà dit que la situation italienne actuelle devait être vue spécialement sous l'angle de la stabilisation légale, et sous cet angle il faut voir ce qui est à mon avis le problème fondamental de l'économie italienne, les rapports entre la revalorisation de la monnaie et le problème des prix. Toute analyse de l'économie italienne après la stabilisation doit être faite en tenant compte que le problème des prix était et reste le problème central. La revalorisation dans sa première période et la stabilisation qui la conclut changent plus ou moins brusquement tous les rapports ~~aux~~ économiques; la monnaie change sa valeur intérieure, et tous les rapports économiques sont bouleversés. La crise que toute stabilisation monétaire dans tous les pays produit, est une crise dont la gravité, l'acuité, la durée, dépendent de la solution du problème des prix. Dans tous les pays en général, mais en Italie en particulier, étant donné le niveau auquel la lire a été stabilisée et par le fait que cette crise est arrivée dans une situation de grave sous-consommation qui durait depuis longtemps. En général l'inflation monétaire correspond à une période d'élargissement des possibilités de consommation; en Italie même dans la période d'inflation monétaire, nous avions déjà une très grande sous-consommation. Ainsi le problème des prix s'est posé d'une façon très aiguë étant donné la situation particulière de l'Italie, par la nécessité que la crise de sous-consommation les difficultés qui existaient déjà dans la balance commerciale ne soit pas aggravées par le niveau atteint de la stabilisation.

Voilà pourquoi au cours de 1927 et surtout au début de 1928, on peut dire que ce que dans le langage fasciste on appelait "la bataille des prix" a été le point névralgique de toute la vie économique italienne.

Quels ont été les résultats? Les résultats ont été que les prix à l'intérieur se sont réduits dans une mesure sensiblement inférieure à la mesure dans laquelle la lire s'est revalorisée. Nous avons un écart énorme entre la 40 % de revalorisation et le 17 % de diminution des prix à l'intérieur. Cette situation a énormément aggravé la balance commerciale italienne et les conditions de concurrence de l'économie italienne sur le marché à l'extérieur.

En général, la revalorisation de la monnaie renforce le marché intérieur; en Italie c'est le contraire qui se réalise par le fait que les prix n'ont suivi que dans une faible mesure la revalorisation de la lire, et dans le commerce extérieur les derniers chiffres que nous allons avoir, indiquent que la balance commerciale se fait très déficitaire. Déjà dans l'étude que nous avons publié en janvier nous avons dénoncé le ridicule des affirmations des chefs fascistes qui disaient que grâce au régime fasciste la revalorisation monétaire aurait facilité au contraire le problème de la conquête des marchés extérieurs. C'était là une affirmation absurde et les faits ont démontré que nous avions raison. Le fait de la diminution de la balance commerciale aura certainement des conséquences très graves. Tous les documents sur la vie économique en Italie indiquent une réduction de la consommation à l'intérieur, et une réduction des exportations à l'extérieur. Ces difficultés existaient déjà avant. Nous les avons vues déjà en 1927. Mais sous l'angle de la stabilisation monétaire, ces éléments se sont encore aggravés, ce qui explique pourquoi nous étions arrivés à la conclusion d'une accélération du processus de la crise.

Comment le fascisme réagit-il dans cette situation? Comment essaye-t-il de surmonter ces difficultés? Il le fait sur deux grandes lignes: la concentration industrielle et le capitalisme d'Etat. Je n'insisterai pas pour démontrer ces deux faits. J'ai eu l'occasion de m'occuper de ces questions dans deux assez longs articles qui vont paraître: un sur la concentration industrielle dans la revue de notre Parti; l'autre sur le capitalisme d'Etat dans l'INTERNATIONALE COMMUNISTE. Mais le fait est là que le processus de la concentration industrielle a été consciemment poussé dans cette période dans le but de réussir à reconquérir par cette concentration industrielle, par les éléments de rationalisation qu'elle réalise, de ce qu'on a perdu à la suite des conséquences de la politique monétaire et en général par la crise précédente du capitalisme italien. Il y a aussi le développement du capitalisme d'Etat, c'est-à-dire une intervention toujours plus grande de l'Etat dans le domaine économique, dans tous les aspects du domaine économique.

Le capitalisme d'Etat en Italie correspond en économie à la politique totalitaire du régime en politique.

Le fascisme était parti sur le terrain politique avec le but de réaliser une certaine collaboration avec d'autres partis, de réaliser sa politique sur une base sociale la plus large possible. Dans le terrain économique il était parti avec des affirmations libérales, contre toute intervention directe de l'Etat dans le domaine économique. On lançait seulement de vagues formules de contrôle, mais rien d'autre. Qu'est-ce que nous voyons maintenant? Nous voyons que les bases sociales du fascisme se sont de plus en plus restreintes, et au lieu d'acquiescer à une certaine liberté de mouvement dans le domaine politique et économique, le fascisme a pris de plus en plus dans ses mains toute la gestion politique et économique. On pourrait remarquer que cela c'est le but du fascisme, mais au contraire, en réalité le fascisme, par le fait qu'il est obligé de réaliser sa domination en ne laissant aucune liberté aux forces politiques, sociales,

les et économiques, qu'il a besoin de totaliser ~~xx~~ toute la politique et toute l'économie dans ses mains, dénonce une situation qui n'est aucunement le produit d'un élargissement des forces du fascisme, mais le résultat de la faillite de toutes les promesses du fascisme, qui est porté non pas à résoudre les problèmes, mais à agrandir toujours plus la sphère des problèmes sur lesquels il doit exercer son intervention.

<http://sovdoc.rusarchives.ru>

Il est obligé d'intervenir toujours plus dans la situation, soit politique ou économique. Il n'a aucune réserve, il est obligé de brûler ses vaisseaux derrière lui; les réserves politiques qu'il a sont tout à fait faibles. Nous voyons par exemple vis-à-vis de la classe ouvrière, le petit essai de groupement de d'Aragons, Rigola et Cie: est-ce que cela est une grande ressource disponible? Le fascisme est obligé de s'engager à fond, parce que n'ayant pas réussi à créer une situation relativement normale, à avoir une politique qui puisse compter sur une certaine marche "naturelle" des éléments objectifs de la société italienne, sur lesquels on exerce seulement une action d'équilibre et de contrôle, - comme toute cette politique a fait faillite, il est obligé pour ne pas que tout s'écroule de prendre dans ses mains le tout. Mais cela, je dis, ce n'est pas une position de force ou de santé. La situation "totalitaire" du fascisme, au contraire, signifie que la liberté de mouvement du fascisme est toujours plus réduite, précisément parce qu'il est obligé d'élargir toujours plus le domaine de son intervention. Ce n'est pas comme dans la société socialiste où tout pas en avant qu'on fait dans la gestion directe des éléments de l'économie est effectivement un pas en avant, est une réalisation liée à tout le développement de l'organisation économique dans une direction donnée, décisive et prévue; dans le régime fasciste, ce qu'on fait dans cette direction n'est que le résultat de la faillite de la politique générale du fascisme; qui dans aucun domaine n'a la possibilité de laisser un certain libre jeu aux forces objectives. Il ne peut faire cela parce qu'en effet il ne les domine pas.

Par exemple, prenons une question qui nous a intéressés tous: une certaine activation des syndicats fascistes qui a été en liaison avec toute la situation générale de crise, en liaison avec le manque de solution du problème des prix. Le gouvernement fasciste espérait avoir un certain succès dans le problème des prix; il a conduit l'offensive contre les salaires, etc.

ouvriers parce qu'il espérait que lorsque la situation des prix se serait normalisée, une des raisons de mécontentement des larges couches de la population serait naturellement tombée par le fait que les prix auraient atteint le niveau correspondant à celui de la monnaie. En relation avec le mécontentement et avec toute cette situation, le gouvernement a été obligé de se poser le problème de laisser une certaine activité des syndicats fascistes. Si le gouvernement fasciste, dans cette période aurait pu faire cela, c'est-à-dire laisser une certaine liberté aux syndicats fascistes, ce serait été une preuve d'un succès très préoccupant du régime, la conséquence de son renforcement. Si le gouvernement fasciste pouvait se donner une politique d'un certain libre essor des syndicats fascistes, cela signifierait que le fascisme a pu dans une certaine mesure, donner satisfaction à de larges couches de la classe ouvrière. Est-ce que le fascisme peut faire cela? Absolument. Au moment même où les contrats collectifs fascistes posaient la clause de la formation de commissions intérieures d'usines, le fascisme créait tout un appareil pour ôter aux syndicats fascistes le pouvoir de décider sur les contrats et sur toutes les questions relatives aux salaires, celui des comités inter-syndicaux. C'est le fait le plus important de toute la période qui nous sépare de la dernière fois où nous nous sommes vus. Qu'est-ce que sont ces comités inter-syndicaux? Ils sont, et ont été présentés comme tels, des organes de contrôle politique de l'action économique du régime vis-à-vis des larges couches de la population. Ces comités inter-syndicaux sont des comités où il y a quelques représentants des organisations syndicales, patrons et ouvriers, mais où le pouvoir est dans les mains de l'organisation politique fasciste. Le secrétaire de chaque fédération fasciste est secrétaire de ce comité et les autres ont un rôle consultatif. C'est lui qui

décide. ~~Quel est le but de ces comités inter-syndicaux?~~ Quel est le but de ces comités inter-syndicaux? C'est de régler toutes les questions qui peuvent surgir, soit dans le domaine des salaires, soit dans le domaine des prix. Le domaine des ~~salaires~~ prix on l'a presque entièrement laissé tomber et les comités inter-syndicaux sont restés purement comme des organes qui tâchent de subordonner la partie active du syndicat à des organes politiques. Ils sont une construction tendant à réaliser un contrôle politique des masses ouvrières plus sûr, plus lourd, qu'il n'était déjà réalisé par les syndicats fascistes.

Nous avons partout, dans tout le régime, toujours un ordre parallèle de faits: concentration industrielle d'une part, mais renforcement de l'intervention de l'Etat d'autre part; une certaine activation des syndicats d'une part, mais renforcement des organes politiques de compression.

Nous voyons que nous ne pouvons pas parler d'une liberté de manœuvre du fascisme dans le sens que le fascisme a la possibilité de laisser un certain libre essor aux forces objectives. Il est obligé, en même temps qu'il fait de petites concessions, de créer l'appareil de compression, parce qu'il ne peut laisser la moindre marge, il ne domine absolument pas la situation, il se sent étranger à tout le développement objectif de la situation, et son effort est déterminé par la nécessité d'intervention continuelle, par la création d'organes qui durent quelquefois une semaine, un mois, qui sont remaniés, changés à tout moment; peut-être seulement pendant la guerre, sous la pression des nécessités de l'armement du front, on a vu cette continuelle refonte des organes économiques et politiques, seulement dans cette période on a vu quelque chose de semblable à ce qui arrive maintenant en Italie, cet effort continu que le fascisme doit faire pour ne pas perdre la prise sur une situation réelle, qui lui échappe

de tous côtés, en accroissant son intervention sous toutes les formes et avec toutes les méthodes possibles.

J'ai dit que l'élément le plus grave, c'était un élément de sous-consommation et une aggravation de la balance commerciale. Mais il y a un autre élément assez grave de la crise. Jusqu'en 1926, nous avons eu une période d'inflation monétaire et industrielle. Après, a commencé une période de stabilisation relative et de déflation (très réduite) industrielle. Jusqu'à cette dernière période, nous avons eu un arrêt presque complet des dépôts dans les banques et dans les caisses d'épargne. Maintenant, nous assistons à un phénomène très intéressant, c'est-à-dire que les dépôts dans les banques se sont accrus, les dépôts de celles-ci auprès de l'institut d'émission se sont accrus. Est-ce que nous assistons donc à une reprise de la formation de nouveaux capitaux en Italie? Est-ce que le but fondamental que le fascisme s'était proposé par la réforme monétaire, c'est-à-dire recréer la confiance et permettre un nouveau processus d'accumulation de l'épargne nationale, est atteint? Toutes les analyses qui nous sont données par les banques bourgeoises concluent en constatant qu'il n'y a pas une reprise de l'épargne nationale; il s'agit seulement qu'une partie du capital qui était engagé avant dans toutes les opérations de spéculation financière dans la période de l'inflation, se trouve maintenant dégagé et libre et ne sait plus où se placer et est déposé dans les banques; parce que, contrairement à ce qui arrivait dans la période précédente, le dépôt en banque est le placement le plus profitable, parce qu'il n'a pas pour le capital italien dans la situation actuelle une possibilité de placements actifs à l'intérieur. C'est dire en toutes lettres que ces dépôts de capitaux dans les ^{institutions} intérêts de crédits, d'émission est le signe d'une crise tout à fait différente de celle de la période précédente qui était une crise de capitaux, parce que dans

ТСКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
http://sovdoc.rusarchives.ru

ТСКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
http://sovdoc.rusarchives.ru

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
http://sovdoc.rusarchives.ru

ТСКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
http://sovdoc.rusarchives.ru

ТСКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

la période d'inflation il y avait de grandes possibilités de placements très productifs, et aussi une grande recherche d'argent. Après, une fois que ces débouchés tout à fait exceptionnels qui étaient fournis par l'inflation et par la spéculation, sont venus à manquer, les parties disponibles de l'ancien capital italien n'ont plus eu la possibilité de se placer et alors les dépôts auprès de la Banque d'Italie sont montés rapidement de 600 millions jusqu'à 3 ou 4 milliards de lires. La Banque d'Italie était obligée d'ouvrir un compte courant à tous les institute de crédit, parce que ceux-ci ne savaient pas quoi faire avec leur argent et avaient besoin de le placer avec un rendement; et en accord avec le gouvernement, l'institut d'émission a créé un taux de profit assez large qui a rendu possible, tout au moins pour une période, le placement des capitaux qui étaient sans utilisation dans une situation où il n'y avait pas une marge suffisante pour l'initiative économique. Le fait que tous ces capitaux restent sans placement et ne cherchent que le placement de la rente financière, est un des signes les plus caractéristiques de l'aggravation de la crise italienne.

Dans une situation où l'industrie et l'agriculture auraient besoin de grands capitaux pour se mettre en condition de reprendre une position de concurrence vis-à-vis du marché extérieur et améliorer leurs possibilités de placement vis-à-vis du marché intérieur, dans cette situation, le fait de la stagnation du capital dans les institute de crédit, et de son détournement des placements "productifs" représente un côté négatif très net et symptomatique.

Quelles prévisions pouvons nous avoir? Il y a un processus de concentration industrielle, il existe un capitalisme d'Etat qui tâche d'accélérer ce processus, ces faits existent; même dans aucun pays une telle intervention directe pour l'accélération de la concentration industrielle ne s'est vérifiée. Mais est-ce que ce processus de concentration industrielle, de transformation de l'appareil industriel de l'Italie créera la base d'un nouvel essor du capital italien? Allons nous vers une amélioration de la situation objective par suite des avantages réalisés par cette nouvelle organisation économique plus perfectionnée, plus moderne? Si le fascisme réussissait, par la concentration industrielle à réaliser un appareil plus économique, c'est-à-dire capable de ne pas peser trop sur le marché intérieur et de pouvoir reprendre la concurrence sur le marché extérieur, le capital italien pourrait connaître une certaine prospérité de conjoncture. Nous excluons la possibilité que ceci puisse se produire. Une étude détaillée du caractère de la concentration industrielle en Italie démontre que cette concentration ~~ne~~^{se} fait pas dans la direction d'une adaptation de la structure économique italienne pour les conditions d'une meilleure concurrence, des meilleurs rapports avec les marchés, soit extérieur, soit intérieur. En général nous voyons que les caractères de cette concentration industrielle ne suivent pas un critérium économique, mais politique. La concentration industrielle a lieu dans une série de branches comme l'industrie navale, l'industrie chimique, l'industrie électrique. L'étude détaillée, concrète des critères suivis dans ce processus de concentration démontre 1) que cette concentration a pour but fondamental l'exploitation du marché

intérieur, c'est-à-dire de réaliser le monopole exploitant au dernier point le marché intérieur, c'est une concentration liée à la politique de hauts prix. 2) Cette concentration se développe sur un plan de mobilisation industrielle à de buts militaires, et dans le cadre d'un nationalisme économique étroit. Par exemple, dans la production électrique aujourd'hui, avec les prix actuels du charbon, la production de l'énergie électrique en Italie coûte plus cher par la houille blanche que par le charbon; mais quand même, on continue à ~~lui~~ développer et à concentrer la production et la distribution de l'énergie électrique pour des buts politiques puisque la production d'énergie électrique pourra remplacer en partie le charbon qui viendrait à manquer en temps de guerre. Et aussi pourquoi la chimie de guerre est en grande mesure fondée sur des processus électro-chimiques. Dans l'industrie chimique il y a une concentration qui a pour but le monopole du marché intérieur, l'exclusion des produits allemands, et la création d'une base pour la grande industrie nationale de chimie de guerre. On pourrait multiplier les faits.

Cela signifie que le fascisme et le capitalisme italien n'ont pas la perspective d'un développement normal de l'économie italienne; on peut dire que le fascisme n'a pas une politique économique dans le sens de résoudre dans le cercle de l'économie les problèmes qui se posent sur le terrain de l'économie. Par exemple, en U.R.S.S., le plan de concentration se suffit à lui-même; dans la mesure où ce plan se réalisera il réalisera toutes les conditions de son succès. Est-ce qu'il y a quelque chose de semblable dans la concentration de l'économie de l'Italie? Non, il n'y a aucune possibilité que ce développement économique réalise ~~en~~ lui-même, par le jeu de sa dynamique, les problèmes qu'il pose. Le gouvernement fasciste est conscient de ce fait. C'est objectivement et subjectivement que la politique économi-

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ

<http://sovdoc.rusarchives.ru>

52 53

63.

que du fascisme est une partie du plan de mobilisation de guerre,
de la mobilisation industrielle pour la préparation militaire.

СКОЙ ЭПОХИ

archives.ru

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ

<http://sovdoc.rusarchives.ru>

СКОЙ ЭПОХИ

archives.ru

Документы Советской Эпохи

<http://sovdoc.rusarchives.ru>

5354
64.

La classe dirigeante italienne sait qu'elle ne possède pas les éléments pour une solution "intérieure" de ses problèmes, elle est dans une impasse; elle sait qu'elle ne pourra s'en sortir qu'avec le déclenchement d'une guerre. D'autre part, en conséquence du fait que le fascisme sait qu'il n'a pas la possibilité de répondre effectivement aux besoins des larges couches travailleuses, en cas de guerre il devra compter avec la situation et l'état d'esprit de la classe ouvrière et des paysans pauvres.

J'ai voulu montrer dans un exposé forcément très synthétique et même insuffisant, que la perspective que nous avons donnée vers la fin de 1927 d'une aggravation de la crise italienne et d'un renforcement de toutes les contradictions qui existaient déjà dans le développement précédent de l'économie italienne, et qui se sont accrues dans la période d'inflation et de déflation, était juste. La liberté de manœuvre du fascisme est aujourd'hui réduite, ce qui signifie que le jour où le fascisme se trouvera devant des difficultés qu'il ne pourra plus renvoyer ou détourner, il se trouvera dans une situation dans laquelle il aura très peu de marge pour manœuvrer sauf la politique du poing de fer. Il joue, on peut dire, le tout pour tout, ce qui ne signifie pas que le fascisme précipite consciemment les événements. Au contraire, il sait très bien que renvoyer la solution d'un problème, gagner du temps, est une chose précieuse pour une classe dirigeante. Mais la ligne générale de sa politique, est celle d'une classe dirigeante qui est arrivée à un tour-

455

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ

ment décisif où se posent tous les problèmes de son avenir et vis-à-vis desquels elle est disposée à entrer en jeu avec toutes les ressources qu'il aura rassemblées.

ТСКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
<http://sovdoc.rusarchives.ru>

ТСКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

Документы Советской Эпохи
<http://sovdoc.rusarchives.ru>

(TRADUCTION)

- 66 -

NOTTI :

Camarades, l'I.C. demande un plus grand travail de notre Parti dans les syndicats fascistes. Nous avons discuté sur ce point dans la délégation. Il faut que l'I.C. entende de vive voix ce que pensent les camarades qui ont travaillé en Italie et qui connaissent la situation italienne.

l'importance

Aujourd'hui, ~~l'importance~~ des syndicats fascistes pour les ouvriers a diminué parce que la pression que les industriels exerçaient avant pour l'adhésion aux syndicats fascistes, pour neutraliser l'activité des Partis de classes et des Partis anti-fascistes en général, a diminué. Il faut tenir compte que cette coercition a diminué parce que les raisons qui poussent les dirigeants des organisations fascistes à faire entrer les ouvriers dans les syndicats fascistes, ont diminué également. Ces raisons sont les suivantes : Il existe en Italie des divergences entre les dirigeants politiques et les dirigeants des syndicats fascistes. Les dirigeants politiques sont en lutte contre les dirigeants syndicaux. Tout l'appareil des organisations fascistes provient de ~~des~~ anciens éléments ouvriers qui faisaient partie de la bureaucratie syndicale, mais dans le domaine politique il y a un appareil qui vient des classes bourgeoises et de la petite-bourgeoise. Ce sont des éléments qui déterminent des divergences entre ces deux catégories. En plus, il y a en Italie des lois qui contraignent les ouvriers à donner des contributions obligatoires aux organisations fascistes de masse, il y a des organisations d'ouvriers pour développer une activité après le travail. Il y a la contribution obligatoire pour les corporations, etc...

C'est une des raisons fondamentales qui fait que les dirigeants des syndicats fascistes ne sont plus actifs dans le sens de pousser les ouvriers aux syndicats fascistes.

56
57

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ

Il y a aussi des lois qui défendent une activité aux syndicats fascistes, qui restreignent l'activité des syndicats fascistes dans le domaine des questions ouvrières.

Quand il y a eu des réductions de salaires, une agitation a été faite par les syndicats fascistes disant que ces diminutions étaient nécessaires. Cette agitation a été faite parce qu'il y avait une très vive opposition dans la classe ouvrière contre la diminution des salaires. Les assemblées qui ont été faites par les syndicats fascistes ont porté une très grande confusion dans ces syndicats fascistes, un ferment dans les usines et ont amené une situation qui a obligé le gouvernement à intervenir et à interdire la convocation d'assemblées fascistes. Le gouvernement a envoyé une loi qui défendait aux dirigeants des organisations syndicales fascistes de convoquer des assemblées pour discuter des problèmes de l'organisation syndicale fasciste et pour discuter des problèmes concernant la situation des ouvriers dans les usines. Pour convoquer des assemblées il fallait avoir la permission des organisations politiques,

СКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
<http://sovdoc.rusarchives.ru>

СКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

Документы Советской Эпохи
<http://sovdoc.rusarchives.ru>

Pour faire ces assemblées, il était nécessaire d'avoir une ~~xxx~~-^{des} permission ~~xxx~~ autorité politiques et des autorités locales; il fallait demander cette permission au ministre de l'Intérieur, parce que dans plusieurs catégories d'ouvriers on avait demandé qu'on convoque les assemblées ouvrières pour discuter de toutes ces questions; les ouvriers demandaient aussi de discuter de l'activité "patrimoniale", c'est-à-dire de la domination des différents syndicats fascistes. Cette année, les assemblées ~~des~~ catégories sont convoquées seulement s'il y a l'autorisation du ministre de l'Intérieur. La possibilité de travailler dans les syndicats fascistes est devenue aussi plus petite. Si en 1927 nous avions la possibilité de faire intervenir les camarades dans les assemblées de catégories, en donnant à ces camarades les directives pour la ligne qu'ils devaient suivre dans ces assemblées, aujourd'hui cette possibilité n'existe plus. Il faut donc modifier notre plan de travail dans les corporations fascistes.

Je pense qu'on ne peut pas faire un grand travail dans les corporations. Nous pourrions faire un travail dans les corporations et dans les usines si nous ~~étions~~ savions faire appliquer et mettre en agitation les ouvriers dans les usines, pour atteindre le résultat que toutes les clauses des contrats de travail qui ont une affinité avec les vieilles conquêtes des syndicats de classe, comme les commissions ouvrières mutuelles intérieures, etc. et aussi toutes les clauses qui sont dans la charte du travail et qui ont une affinité avec les droits qui avaient été acquis par les anciens syndicats de classe, - si nous avons la possibilité de faire un travail sur la base de cette revendication, et surtout si nous atteignons le résultat que tous ces problèmes soient portés en discussion dans les usines, parmi les masses ouvrières, nous aurons des résultats positifs. Le fascisme a lancé la Charte du travail; si on appliquait cette charte du travail il se créerait une contradiction profonde entre la direction politique fasciste

et la direction de ces syndicats, et aussi une contradiction entre les syndicats fascistes et les industriels. Par exemple, on dit dans la Charte du Travail que les industriels doivent contribuer à maintenir les institutions mutuelles et de secours aux ouvriers, dans la même mesure que les ouvriers. En réalité, les patrons ne contribuent ~~en~~ aucune mesure. ~~Le~~ Le principe de la participation des patrons à maintenir ces institutions était un principe sanctionné ~~par eux~~ aussi dans les contrats établis par les syndicats de classe, mais dans la pratique le principe est aujourd'hui complètement abandonné.

Nous devons donc nous concentrer sur ces revendications qui intéressent les ouvriers et qui se rattachent à des traditions de la classe ouvrière. Ce travail doit être surtout expliqué dans les usines, en marge aux corporations, parce que nous devons avoir conscience que dans le sein même des corporations il n'y a pas la possibilité de faire aucun travail.

Des faits intéressants ont été déjà remarqués dans ce domaine, en ce qui concerne les associations mutuelles d'usines. On a eu beaucoup d'exemples de cas dans lesquels les camarades communistes ou sympathisants ont été élus à la direction de ces organisations, malgré le fait que ces organisations aujourd'hui sont créées et maintenues à côté des syndicats fascistes. Mais il faut tout de même tenir compte que même quand nous ~~ne~~ pouvons ~~pas~~ conquérir la direction de ces organisations, il est très difficile de se servir de ces postes de direction pour conduire une activité suivie en faveur de la classe ouvrière. Ce que nous pouvons nous proposer, ce n'est pas de ramener ces organisations sur le terrain de classe, mais de développer les contradictions intérieures qui existent dans leur sein. Le contrôle très adroit que les autorités politiques exercent sur ces organisations empêchent ~~d'ailleurs~~ pouvoir les diriger dans un esprit de lutte de classe.

58
60

En résumé, mon opinion est qu'on doit exploiter toutes les possibilités qui sont données par les clauses qui existent dans les contrats de travail faits par les syndicats fascistes, mais pour guider et mettre en mouvement la classe ouvrière.

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
<http://sovdoc.rusarchives.ru>

СКОЙ ЭПОХИ
[archives.ru](http://sovdoc.rusarchives.ru)

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
<http://sovdoc.rusarchives.ru>

СКОЙ ЭПОХИ
[archives.ru](http://sovdoc.rusarchives.ru)

Документы Советской Эпохи
<http://sovdoc.rusarchives.ru>

24.X.28
A.R. (5)

62
71. 61

Gallo: Je ne toucherai pas toutes les questions que nous avons discutées dans le parti. Je voudrais toucher seulement les questions suivantes: premièrement, le travail dans les syndicats fascistes. Sur cette question il n'y a pas de divergences pour savoir s'il faut ou s'il ne faut pas faire un travail dans les syndicats fascistes et je pense qu'il n'y a pas de divergences fondamentales sur la forme de travail dans ces syndicats. Les divergences portent là-dessus: Quelle doit être notre ligne fondamentale, nos mots d'ordre fondamentaux dans notre travail vis-à-vis des syndicats fascistes.

Ercoli dans son rapport a dit que notre ligne fondamentale à l'intérieur des syndicats fascistes doit être de revendiquer la démocratie dans ces syndicats, revendiquer le droit d'élection des commissions fascistes, et en général, revendiquer le respect des contrats fascistes. Je pense aussi que ces questions doivent jouer un certain rôle dans notre agitation, que nous devons exploiter ces motifs dans notre agitation, mais je pense que le mot d'ordre fondamental, que notre ligne fondamentale dans notre lutte dans les syndicats fascistes, dans notre lutte envers le fascisme ne doit pas être cette ligne qui objectivement reste une ligne de démocratisation du fascisme,

Je pense que vis à vis du fascisme nous devons avoir une ligne qui s'oppose nettement au fascisme et au travail que fait le fascisme dans la classe ouvrière.

Ercoli a posé la question du travail qu'on avait décidé de faire à Turin. Quand la question a été discutée, elle a été posée comme cela: Quel doit être notre mot d'ordre fondamental? Il doit être: Nous revendiquons les Commissions intérieures? ou droit d'élection des commissions fascistes? Les autres camarades soutenaient que nous devions lancer le mot d'ordre: droit d'élec-

tion des commissions fascistes; la majorité soutenait que notre mot d'ordre fondamental ^{ce n'était pas} était de revendiquer les commissions intérieures. (la première fois que le mot d'ordre du droit d'élection des commissions se posait au Parti. Le Parti l'avait déjà lancé comme mot d'ordre fondamental dans les usines. Les camarades qui soutenaient ce mot d'ordre comme mot d'ordre fondamental disaient: Lorsque le Parti a lancé ce mot d'ordre, il l'a lancé dans le sens qu'on^{ne}/devait plus parler de commissions intérieures.

Nous nous y sommes opposés à cette interprétation des directives du Parti.

La réunion ne s'est pas déroulée dans des conditions idéales, on n'a pu arriver à prendre une décision. On n'a pris aucune précision, aucune décision définitive sur ce travail, faute de temps.

Mais, voyons la question du point de vue général. Que voulait-on dire, que nous devons poser comme mot d'ordre fondamental! La revendication des commissions intérieures? Qu'est-ce que c'est que les commissions intérieures pour nous? La commission intérieure c'est la vieille commission d'usine de 1919-20. Poser cette revendication c'est renouveler les meilleures traditions de la classe révolutionnaire italienne. Mais commission intérieure veut dire commission permanente (la commission présentée par le fascisme n'était pas permanente) elle veut dire la libre élection des commissions intérieures, c'est-à-dire la possibilité aux différents partis de faire l'agitation, de présenter une liste pour ces commissions. Quand on dit qu'il faut poser ce mot d'ordre comme mot d'ordre fondamental cela veut dire qu'il faut propager et soutenir cette clarification du mot d'ordre, c'est-à-dire que nous posons dans la question de la revendication de la commission

62
63

intérieure la question plus générale de l'organisation et de la liberté de la classe ouvrière dans l'usine.

Est-ce que cette position ne peut pas être soutenue de façon opportune aussi dans les syndicats fascistes, aussi quand les fascistes tentent de former une commission fasciste? Je pense qu'on peut le faire. J'ai déjà dit qu'est-ce qu'on entend par la revendication des commissions intérieures. Chaque fois que le fascisme essaye de créer dans les usines une commission à lui, nous devons, en plus de notre agitation générale autour du mot d'ordre des commissions intérieures, agiter dans le cas donné aussi dans les syndicats fascistes ce mot d'ordre mais partiellement de cette façon: la commission doit être élue, la commission doit être permanente. On doit discuter en des réunions le programme de la commission, etc... Mais ces mots d'ordre ne doivent que des mots d'ordre partiels, temporaires. L'agitation d'eux ne doit pas être notre agitation fondamentale, générale qu'on fait partout, pour tout une longue période. Elle doit être liée et accompagnée à l'agitation de notre mot d'ordre fondamental: les commissions intérieures. Seulement à cette condition notre agitation dans les syndicats fascistes peut acquérir une valeur révolutionnaire.

Je pense qu'on ne peut pas faire une séparation entre l'activité du Parti communiste, comme Parti communiste, et l'activité qu'Ercoli a appelée légale du point de vue politique. Il ne peut pas y avoir une différence. Si cette ligne politique que nous voulons suivre c'est la position sur laquelle nous voulons porter les masses ouvrières, cette position doit être celle du Parti communiste aussi. Cela ne peut pas être une position sur laquelle nous devons porter les masses ouvrières et sur laquelle le Parti communiste ne peut pas se poser. Si cette position ne peut pas être la position du Parti communiste, elle ne peut pas être la position des masses ouvrières.

Dans toutes ces questions, le Parti fait cette distinction: nous devons avoir des mots d'ordre d'agitation et de propagande, - les mots d'ordre d'agitation sont des mots d'ordre qui se posent sur la ligne de la démocratisation du fascisme, les mots d'ordre de propagande sont nos mots d'ordre, les mots d'ordre du Parti communiste. Que signifie cette distinction? Que les mots d'ordre de propagande on les tient dans la poche, on dit que ce sont les mots d'ordre du Parti communiste, mais ils viendront après, nous les lanceront après, mais maintenant doivent venir les mots d'ordre d'agitation, mots d'ordre que, politiquement nous/pouvons pas dire que ce sont des mots d'ordre du Parti communiste. Je pense qu'il ne peut pas y avoir une telle distinction, et c'est là que résident nos divergences dans cette question. Il faut poser dans l'agitation générale comme mots d'ordre fondamentaux, généraux, les mots d'ordres du Parti communiste; ils doivent se contre-apposer nettement au fascisme. Nous ne devons pas entraîner les masses dans la ligne de la démocratisation du fascisme. Cela non seulement pour la raison qu'il est politiquement inadmissible, mais surtout parce qu'il nous serait politiquement dangereux. Notre ligne fondamentale doit être la ligne de contre-apposer notre action à celle du fascisme. Nous devons porter dans les syndicats fascistes la lutte de classe, entraîner dans la lutte

de classe les masses qui sont dans les syndicats fascistes, avec le mot d'ordre de la grève, le mot d'ordre des commissions intérieures. Poser comme mots d'ordre fondamentaux les mots d'ordre: droit d'élection dans les syndicats fascistes, droit d'élection des commissions fascistes, respect des contrats fascistes, c'est faux et ne peut pas nous aider dans notre travail de mobilisation des masses contre les syndicats fascistes. Cela ne veut pas dire, par exemple que lorsque les patrons ne maintiennent pas les salaires qu'ils ont promis, nous ne devons rien faire. Evidemment nous ne devons prétendre le respect du salaire promis, mais cela pas tant sous la forme de respect des contrats fascistes qui sont et doivent rester pour nous des contrats étranglants, que sous la forme de l'observation de ce qui a été promis. Tout en exploitant toutes les contradictions à l'intérieur des syndicats fascistes notre ligne fondamentale aussi à l'intérieur des syndicats fascistes doit être toujours notre lutte contre le fascisme, et notre tâche doit être d'entraîner dans la lutte de classe aussi les masses qui sont dans les syndicats fascistes.

O'en est fini pour la question du travail dans les syndicats fascistes.

Une autre question, c'est la question de nos mots d'ordre qui donnent une solution au problème de l'Etat: la question de l'assemblée républicaine. Je voudrais dire comment ce mot d'ordre a été lancé pour la première fois dans le Parti, quel but nous nous proposons en lançant ce mot d'ordre. On l'a lancé en 1925, après que la faillite de l'Aventin était déjà très claire. Il a surtout été lancé comme un mot d'ordre pour une action de front unique vis-à-vis des groupes qui, jusqu'alors étaient groupés dans l'Aventin. L'Aventin, pendant toute la période Matteotti, s'était posé sur cette position: pas de mouvement de masse, le roi, la bourgeoisie, l'armée, nous ferons tout ce qui est nécessaire pour nous débarrasser du fascisme. Pendant 1925 il était très clair pour toute la

masse et aussi pour l'Aventin, que rien ne pouvait venir de ce côté pour renverser le fascisme. Dans une telle situation pour l'Aventin, duquel faisaient partie le mouvement réformiste socialiste, maximaliste et républicain, devait se poser la question de ne plus avoir confiance dans le roi et l'armée, devait se poser la question républicaine qui jusqu'alors ne s'était pas posée. Telle était la justification du mot d'ordre de l'assemblée républicaine qui a été donnée à notre IIIe Congrès. Et notre IIIe Congrès a donné aussi une justification générale de tels mots d'ordre. Il a précisé que nous devons lancer de tels mots d'ordre lorsque dans une situation donnée les groupes adversaires ne donnent pas de mots d'ordre qui, dans une telle situation, doivent être soit pour leur position politique, soit pour les couches sociales qu'ils entraînent, des mots d'ordre à eux. Alors, nous devons essayer de faire nôtres ces mots d'ordre pour essayer sur cette question de contre-apposer les masses aux chefs qui trahissent ces masses, qui n'acceptent pas ces mots d'ordre. C'était pour cet objectif qu'on avait lancé le mot d'ordre de l'Assemblée républicaine. Également pour le fait qu'aux groupes de l'Aventin se présentait comme indispensable la nécessité de faire une agitation républicaine, il fallait se chercher un mot d'ordre montrant que nous faisons une agitation républicaine tandis que les autres, qui se disaient républicains ne faisaient pas cela.

C'était la situation de 1925 qui a amené ce mot d'ordre. Quel est au fond la valeur de ce mot d'ordre? C'était un mot d'ordre d'agitation pour une action de front unique. C'est l'évaluation qu'on a donnée dans le IIIe Congrès, qu'on a donnée dans la thèse de notre IIIe Congrès.

Maintenant, quel est le changement qui s'est produit en ce qui concerne ce mot d'ordre, Ce mot d'ordre de l'assemblée

républicaine qui a été lancé par le Parti comme un mot d'ordre de front unique, comme une partie de la plate-forme de front unique pour une action déterminée vis-à-vis de certains groupes, se transforme en un mot d'ordre fondamental du Parti communiste. Lorsque la situation qui avait rendu nécessaire de lancer ce mot d'ordre a disparu. Dans quelle direction la situation s'est-elle transformée depuis 1925 jusqu'à présent? Avant tout, la situation objective s'est transformée, les masses ouvrières et paysannes en Italie se sont radicalisées. Evidemment, l'expérience de l'Aventin et de toutes ces années de fascisme ont contribué à la radicalisation des masses. Nous avons une radicalisation objective de la situation, et dans une certaine mesure aussi une radicalisation subjective, c'est-à-dire que les masses, dans une certaine mesure, se sont assimilés les expériences de la lutte qu'elles ont menées.

Après le novembre 1926 tous les partis de l'Aventin ont abandonné l'Italie et tout travail d'agitation et d'organisation politique en Italie. En Italie, dans la lutte quotidienne contre le fascisme pour la défense des intérêts des travailleurs est resté seulement le Parti communiste.

Il y a là déjà des raisons qui démontrent qu'il fallait reprendre l'examen de nos mots d'ordre, examiner si nous pouvions faire faire un pas en avant à notre Parti; s'il était nécessaire de suivre le déplacement de la situation avec un déplacement aussi de notre position politique sur laquelle nous nous étions placés pour lutter contre les forces adverses pour réaliser le Bloc ouvrier et paysan.

Je pense que, en plus de cela, il y a eu aussi un certain déplacement des positions politiques de nos adversaires. Il était nécessaire de voir quelle était la valeur actuelle de nos mots d'ordre. La Concentration qui, en 1925-26, se refusait toujours à faire une agitation républicaine, après 1927 et surtout en 1928, elle a commencé à prendre une position différente, à faire une agitation républicaine. Alors la raison qui se posait avant, de souligner que nous étions vraiment plus républicains que les autres, est tombée. Nos adversaires s'étaient déplacés. Il y avait là déjà une raison qui rendait nécessaire de nous différencier. En 1925, le mot d'ordre de l'Assemblée Républicaine sur la base des comités ouvriers et paysans nous différenciait des adversaires. En 1927, ce mot d'ordre n'était plus suffisant pour nous différencier de la Concentration la Concentration faisait une ~~agitaxkax~~ agitation républicaine, aussi par suite du déplacement de la situation objective. Je dis que cela nous obligeait de poser plus ouvertement, plus clairement, le caractère de classe de notre agitation politique, de poser plus nettement dans la solution que nous donnons au problème de l'Etat le caractère de classe notre solution; et c'est pourquoi nous avons dit que le mot d'ordre de l'Assemblée républicaine qui avait une valeur en 1925, qui avait donné des résultats pendant une période, il était temps de l'abandonner, il était temps de faire un pas en avant. Dans notre agitation, comme solution que nous posions au problème de l'Etat, nous aurions dû lancer le mot d'ordre

du Gouvernement Ouvrier et Paysan qui nous permettait mieux de toucher les masses, de poser ouvertement le caractère de classe de classe qui doit avoir la solution de l'Etat, la lutte pour le renversement du fascisme.

Et je veux encore toucher un autre élément pour démontrer que la situation s'était déplacée vers cette direction, vers un Bloc ouvrier et paysan, que les masses ouvrières et paysannes s'orientent de plus en plus clairement vers la formation de Blocs ouvriers et paysans. Et cette indication, nous l'avons justement dans la Concentration, Quelle est la position que la Concentration a prise dans les derniers temps? Dans les derniers temps la Concentration a lancé ce mot d'ordre fondamental: la République démocratique des travailleurs. Avant, dans toutes les formules de la Concentration étaient éloignées toutes les indications qui pouvaient donner un caractère de classe à sa position. Dans cette nouvelle formule, elle parle des travailleurs, de travailleurs pour la Concentration, sont les ouvriers et les paysans en général. Pourquoi la Concentration a adopté cette formule? Ce n'est pas parce qu'elle est devenue plus révolutionnaire; mais elle a été obligée d'adopter cette formule par suite du développement de la situation, pour essayer d'avoir encore une certaine influence sur les couches d'ouvriers et de paysans en Italie, et cela démontre que la Concentration a remarqué ce déplacement des forces révolutionnaires en Italie et a vu que ces forces sociales se déplacent vers la formation du Bloc ouvrier et paysan.

Dans toute la discussion sur ces questions, on a toujours dit: Nous devons avoir le mot d'ordre de l'Assemblée Républicaine comme mot d'ordre fondamental d'agitation qui nous permet de pouvoir combattre la Concentration, qui nous permet d'étendre notre influence sur les masses qui suivent encore la Concentration, étant donné que le mot d'ordre du Bloc Ouvrier et Paysan ne serait pas compris par les masses. Pour cette raison, avec ce mot d'ordre de l'Assemblée Républicaine, nous pouvons

combattre la Concentration. Si ce mot d'ordre répondait tellement à cette nécessité, nous devrions le trouver dans notre agitation. Tandis qu'en 1925-26, où il y avait vraiment une situation qui tendait d'actualité un tel mot d'ordre, on rencontre beaucoup de fois dans nos journaux et dans tous nos documents et pas seulement la polémique du Comité Central - le mot d'ordre d'Assemblée Républicaine. Pendant tout le 1927-28 on n'a jamais agité ce mot d'ordre. Nous avons aussi, encore dans les derniers temps, analysé une résolution du C.C. dans laquelle on voulait fixer toute la lutte contre la Concentration. C'était vraiment le résumé de toute notre position envers la Concentration; c'était la base de toute notre orientation contre la Concentration. Je pense que l'Assemblée Républicaine, comme formule, aurait dû être aussi dans cette résolution. On n'en parle même pas. Je ne comprends pas pourquoi, ~~xxx~~ ce mot d'ordre, qui doit être le plus efficace pour combattre la Concentration, dans un document qui donne la base de notre lutte contre la Concentration, ce mot d'ordre ne vient pas même mentionné.

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ

<http://sovdoc.rusarchives.ru>

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ

<http://sovdoc.rusarchives.ru>

471

Dans ce document aucun mot d'ordre sur la solution de l'Etat n'y est inscrit. Dans ce document, vis à vis de la Concentration, nous nous présentons sans une solution à nous dans la question de l'Etat. Autrefois, on avait une formule: L'Assemblée Républicaine, qui était au moins une solution, tandis que maintenant on ne donne aucune solution. Je pense que nous devons avoir notre formule dans notre agitation sur la question de l'Etat, que nous devons lutter contre la Concentration avec notre mot d'ordre. La Concentration conduit son travail parmi les masses surtout sur la base de l'agitation de la solution à donner à l'Etat. Pour lutter contre elle nous devons lui ~~contra-~~ ~~opposer~~ notre solution. Surtout sur cette question nous devons avoir une formule qui nous différencie nettement de la Concentration. Dans la résolution du C.C. vis à vis de la Concentration il y a une proposition de front unique. Cette question je pense pose la question: Est-ce que nous pouvons faire à la Concentration des propositions de front unique? Je pense que du point de vue général, vis à vis de la Concentration dans son ensemble on ne peut pas faire des propositions de front unique. Il y a vis à vis de la Concentration une situation très claire de front unique par en bas. Seulement une proposition de front unique qui appelle les groupements de travailleurs contre la Concentration est admissible. La résolution dit ouvertement et clairement que "nous sommes disposés à travailler ensemble avec toutes les forces politiques qui se rattachent à la classe ouvrière". Ce n'est pas par conséquent un appel aux ouvriers et aux organisations contre leurs dirigeants qu'on fait ici, mais un appel à toutes les forces politiques qui se rattachent à la classe ouvrière, c'est-à-dire aux organisations et dirigeants de la Concentration. Je pense que ce n'est pas seulement une formule inexacte.

Dans le contenu de la résolution on n'appelle pas directement les masses contre la Concentration. Il fallait dire qu'il n'y a rien à faire avec les chefs de la Concentration. Il fallait dire: "Masses travailleuses qui suivaient encore la Concentration, si vous luttez contre le fascisme il faut faire le front unique prolétarien contre vos chefs." Cela n'est pas dit dans la résolution. Mais on dit que nous sommes disposés à travailler avec "toutes les forces politiques qui se rattachent à la classe ouvrière".

Ensuite, sur quelle base est faite cette proposition de front unique? Sur la base de ces trois mots d'ordre: Armement du prolétariat; contrôle ouvrier; la terre aux paysans.

Ces trois mots d'ordre, on dit que ce sont des mots d'ordre préjudiciels pour toutes possibilités d'entente, de front unique avec les autres forces politiques. Je pense que c'est une erreur de dire cela. Je pense qu'il est insuffisant de faire des propositions de front unique seulement sur cette base. Dans le moment actuel des propositions de front unique ~~doivent~~ ^{doivent} être faites sur les questions d'actualité, sur les revendications immédiates, et non pas sur des formules générales qui ne portent à l'acceptation d'aucune obligations pratiques, immédiate de la part des adversaires. Si on peut poser des questions préalables au front unique, celles-ci doivent avoir trait au travail à conduire maintenant. Je pense que sur ce terrain seulement on peut établir le front unique avec les autres mouvements.

Je pense que dans ces propositions de front unique, tout en marquant le sens de la proposition sur le travail immédiat à conduire dans l'émigration ou dans la lutte contre le fascisme en Italie on devait lier ce travail avec les perspectives plus lointaines, après la chute du fascisme, et on devait poser aussi la solution que nous pensons donner à l'état lorsque du renversement du fascisme et sur laquelle nous proposons de réaliser l'unité entre les ouvriers et les paysans

pour la lutte contre le fascisme. On ne peut pas faire de proposition de front unique seulement sur les trois mots d'ordre.

Dans un article de commentaire à la résolution dont je parle on dit que les trois mots d'ordre proposés ne touchent pas à la forme du gouvernement qui remplacera le fascisme. Comment?

L'armement du prolétariat, le gouvernement ouvrier, la Terre aux paysans, tout cela ne touche pas à la forme du gouvernement?

Je crois que nous ne devons pas créer l'illusion que ces choses sont indifférentes à la forme, à la nature de classe du gouvernement qui est appelé à les réaliser. C'est pour cela qu'il fallait poser ensemble avec les trois mots d'ordre, aussi notre solution de l'état. Evidemment, la formule qui peut mieux indiquer dans le moment présent cette solution c'est celle du Gouvernement Ouvrier et Paysan.

Le camarade Ercoli a dit que nous devons nous appuyer sur trois colonnes, et la troisième de ces colonnes, ce sont les mots d'ordre transitoires. Il dit que nous devons avoir des mots d'ordre transitoires d'ordre politique et dans ces mots d'ordre il fait entrer justement, comme mot d'ordre transitoire, l'assemblée républicaine. Les raisons que j'ai déjà données pour lesquelles ce mot d'ordre ne doit pas être employé maintenant par notre Parti sont tout à fait valables. Mais je vais poser la question d'un autre point de vue. J'ai vu que cette question d'avoir ou de ne pas avoir des mots d'ordre transitoires a été une des questions très largement discutées dans la Commission du Programme. Je pense cela par le fait qu'on a proposé sur ce point beaucoup de formulations. J'ai vu que la formulation définitive dit clairement que dans la situation où il n'y a pas de poussée révolutionnaire, nous ne pouvons pas lancer des mots d'ordre transitoires. On n'est pas en principe contre les mots d'ordre transitoires, et nous ne sommes pas en principe contre également. Je dis que le mot d'ordre de l'assemblée républicaine était bon en 1925-26. J'ai dit aussi dans d'autres documents qu'il n'était pas exclu que ce mot d'ordre puisse encore être notre mot d'ordre dans une autre situation. Je me rappelle que dans la première lettre que j'ai écrite en avril 1927 au Bureau Politique justement sur cette question, j'ai posé la question dans ce sens. Je veux seulement en citer un extrait. Je disais: "Il peut y avoir la nécessité de lancer des mots d'ordre donnés, lesquels restent valides seulement pour quelques jours, pour quelques semaines, et qui doivent permettre au prolétariat, encore incapable de prendre le pouvoir, de faire des pas en avant, d'occuper des meilleures positions d'où déclancher l'attaque décisive. Mais ceux-ci sont des mots d'ordre qui apparaissent et valent seulement dans une période de lutte, de mouvement, de développement actif de la situation, ce qui n'est pas encore le cas

7/11 25
86
~~86~~

en Italie. Confondre les mots d'ordre d'agitation, les "compromis" qu'on peut lancer dans une période de lutte et de rapide développement, avec les mots d'ordre d'agitation et de propagande d'une période relativement calme, équivaut à compromettre sérieusement la préparation des masses à la lutte révolutionnaire."

J'ai vu que dans le Programme on fait justement cette distinction entre une période de poussée révolutionnaire et une période dans laquelle il n'y a pas de poussée révolutionnaire. Dans une période de poussée révolutionnaire, on doit lancer des mots d'ordre transitoires.

Humbert-Droz: Comme mots d'ordre d'action immédiate.

Justement, comme mots d'ordre d'action immédiate; et dans une situation où il n'y a pas une poussée révolutionnaire, on ne doit pas lancer de mots d'ordre transitoires. C'est dit clairement. Dans des formulations antérieures, c'était bien moins clair. Dans la dernière formulation il est dit clairement qu'on ne doit pas lancer de mots d'ordre transitoires.

C'est seulement un côté de la question. Ce n'est pas sur cette raison que je me place, pour lutter contre le mot d'ordre de l'Assemblée républicaine. Les autres raisons que j'ai portées sont beaucoup plus importantes. Mais aussi de ce côté on voit qu'on devrait redresser la ligne du Parti.

On a discuté sur la situation, sur l'analyse de la situation. Je dis, et je pense, et les camarades l'ont dit aussi, que cette analyse peut se concrétiser dans cette formule: il y a radicalisation, mais il y a encore désorganisation des masses. Il y a radicalisation d'un côté, désorganisation de l'autre côté. Les camarades me disent: Il y a contradiction dans ce que tu dis, toi-même tu constates qu'il y a une très forte désorganisation dans la masse ouvrière, et tu lances

des mots d'ordre politiques plus avancés".

Je pense qu'il n'y a pas de contradiction. Je pense que nous ne pouvons pas graduer notre position politique à la question de l'organisation ou de la désorganisation des masses. Je ne dis pas qu'on ne doit pas baser nos mots d'ordre d'action sur le degré d'organisation des masses ouvrières, sur leur possibilité d'action, mais notre mot d'ordre fondamental ne doit pas être seulement basé sur ce côté, et lorsque dans cette situation nous voyons une radicalisation des masses, c'est-à-dire un déplacement des masses, ~~XXIX~~ aussi au point de vue idéologique, de l'orientation politique à gauche, une radicalisation de la situation, c'est-à-dire une situation qui pousse de plus en plus ces masses à accepter des luttes plus décisives, à accepter nos mots d'ordre plus radicaux, nous pensons que dans une telle situation il n'y a pas d'opposition pour lancer des mots d'ordre qui accompagnent aussi cette radicalisation des masses.

Sur la question d'ouvrir ou de ne pas ouvrir une discussion, je dis qu'il n'est pas question d'ouvrir une discussion dans le Parti, c'est-à-dire d'appeler le Parti à décider de la ligne politique. J'ai posé cette question ~~plutôt~~ plutôt comme une question de vivifier la vie du Parti, de porter le Parti à la collaboration, d'amener les éléments les plus actifs à collaborer plus étroitement avec le centre dirigeant. Il ne se pose maintenant le cas d'ouvrir une discussion, étant donné qu'il n'y a pas deux lignes qui se contre-apposent, il n'est pas question de poser un autre groupe dirigeant.

Je pense que la méthode suivie par le Parti jusqu'ici et qu'il suit encore pour entraîner les masses du Parti à participer à la discussion des questions, n'est pas tout à fait juste. Dans d'autres partis, par exemple dans le Parti français, les ~~qs~~ questions sont présentées ouvertement au Parti avec

2677

88.89

les points de vue différents qui se sont fait jour dans les organes dirigeants. Je vois sur l'HUMANITE, dans les publications des procès-verbaux du C.C., les discussions qui ont eu lieu dans le C.C. ou dans les réunions élargies du Parti, sont présentées, les différents points de vue sont donnés à la connaissance du Parti de façon que le Parti puisse aussi les utiliser et participer ainsi plus activement à la discussion. Et c'est seulement de ce point de vue que je dis qu'il faudrait toutes les fois qu'il y a un point de vue différent, qui n'est pas une pléte-forme différente, demander que ce point de vue ne reste pas enfermé dans le C.C., surtout dans la situation italienne, dans la situation dans laquelle se trouve le Parti qui a peu de possibilit-s de communiquer avec la base, qui a peu de possibilit-s de sentir ce que pense la base, et où la base du Parti a peu de possibilité de savoir quelles sont les questions discutées.

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
<http://sovdoc.rusarchives.ru>

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
<http://sovdoc.rusarchives.ru>

Документы Советской Эпохи
<http://sovdoc.rusarchives.ru>

GARLANDI :

La discussion que nous avons faite plusieurs fois dans le Comité Central, que nous avons répétée à l'occasion de la Conférence du parti et portée devant la délégation au VIe Congrès, démontre qu'il existe quelques désaccords sur la ligne fondamentale du parti et que les camarades qui soutiennent un point de vue différent de celui de la majorité du C.C. restent sur leur position et n'arrivent pas à faire de renonciation dans aucune partie de leur position. Il est donc nécessaire encore une fois d'expliquer à tous les camarades, et en particulier aux camarades qui ne sont pas d'accord avec la majorité du C.C., pourquoi nous sommes convaincus que la ligne que le parti suit est une ligne juste.

Le camarade GALLO, ce soir, a limité son intervention à trois points, mais si nous lisons ce que je ne ferai pas - le document que le camarade Gallo a présenté à la dernière réunion du C.C., nous voyons que ces trois points, tout en étant trois points principaux de son document, se mêlent avec d'autres critiques qui touchent différents autres points de la ligne politique de notre parti. Pour cette raison, nous avons dit que le camarade Gallo donnait une forme systématique à ses critiques; et si nous considérons les critiques que le camarade Gallo a faites ce soir, nous devons reconnaître qu'il y a peut-être chez le camarade Gallo une tendance à abandonner quelques-unes de ses positions et à rester seulement sur quelques autres; mais comme il n'a pas dit ouvertement cela, on doit conclure qu'il s'est limité à ces trois points parce que ce sont ceux qui, selon lui, ont une importance fondamentale, et qu'il maintient son point de vue sur les autres questions.

Avant tout, je veux dire quelques mots sur les mots d'ordre politiques du parti.

Nous avons expliqué, dès 1925 et après, les raisons pour lesquelles le parti a choisi le mot d'ordre de ~~et~~ l'Assemblée Républicaine des comités ouvriers et paysans, suivi du mot d'ordre du contrôle sur l'usine et sur les banques, et de la terre aux paysans. Le camarade Gallo pense que ce mot d'ordre avait une valeur seulement en 1925. Il a cette opinion parce qu'il pense que devant la faillite de l'Aventin le parti devait mettre les masses en agitation avec des mots d'ordre républicains mais étant donné que l'Aventin devenu "Concentration" s'est mis sur le terrain républicain; alors, dit-il, nous devons abandonner l'agitation républicaine.

Mais c'est une erreur de dire que nous avons donné ces mots d'ordre seulement en rapport aux positions qui étaient prises par les organisations social-démocrates et démocrates. Nous avons donné ces mots d'ordre parce que nous voulions être à la tête des masses, en prévoyant le chemin sur lequel ces masses allaient se mettre. Mais il y a une autre raison importante pour laquelle nous avons donné ces mots d'ordre. L'Aventin et la Concentration sont un conglomérat de Partis. Quelle est notre tâche devant cette coalition? Notre tâche est de la briser, de la diviser intérieurement, d'apporter des éléments de perturbation dans son sein. Nous savons qu'il y a des contradictions à l'intérieur de ce bloc. Est-ce que nous avons le devoir d'intervenir dans cette situation et de la modifier? Est-ce que nous avons le devoir de chercher des moyens pour ~~en~~ pénétrer de l'^{ou même de l'intérieur} extérieur, comme nous avons fait quelquefois, avec des fractions constituées dans le sein des partis adverses? Naturellement, nous devons faire tout ça.

En 1925, un des problèmes que notre parti a cherché à résoudre a été celui de détacher de l'Aventino les masses ouvrières qui suivaient le parti maximaliste. Le parti maximaliste durant cette période préparait son

il y avait une crise intérieure. Nous avons le devoir d'intervenir dans cette crise par une série de manœuvres qui ont aussi obtenu des résultats. Un des résultats de ces manœuvres a été le détachement du parti maximaliste de l'Aventino.

Le mot avec lequel nous sommes intervenus dans cette crise a été de démontrer la nécessité que le prolétariat doit avoir le rôle dirigeant dans la lutte contre le fascisme.

De 1925 jusqu'à aujourd'hui la situation a sans doute changé; surtout après novembre 1926 de grands changements se sont produits.

A la fin de 1926 toutes les organisations anti-fascistes ont été dissoutes, la presse anti-fasciste a été supprimée. Comment pouvons-nous dans cette situation mesurer le degré de radicalisation des masses ? Le problème est très difficile parce que les moyens pour mesurer l'allure de la radicalisation subjective presque nous manquent, mais en tous cas, nous pouvons dire que ce procès de radicalisation des masses est lent, mais il est constant.

Même si nous considérons un des éléments de la radicalisation subjectifs; le parti communiste, nous devons dire que notre force organisée n'est très faible. Etant donné le processus lent de la radicalisation, nous devons modifier nos mots d'ordre politiques généraux ? Seulement sur la base de la radicalisation objective ? Est-ce que c'est une raison suffisante ? Nous ne pouvons pas mesurer exactement la grandeur des déplacements à gauche des masses. Nous faisons l'analyse nécessaire pour éclaircir ce problème, mais cette analyse est très difficile à faire. Qu'est-ce qui nous préoccupe aujourd'hui de façon tout à fait particulière ? C'est de travailler à conquérir les masses, la majorité de la classe ouvrière en Italie afin d'arracher tous les ouvriers à l'influence ouverte ou cachée des partis social-démocrates. Ensuite, nous voulons conquérir les masses paysannes pour en faire des alliées de la classe ouvrière..

L'opposition démocratique au fascisme se déploie sur le terrain républicain. La question/en Italie est aujourd'hui plus aiguë qu'auparavant, mais si on remarque un déplacement général des masses sur le terrain républicain, est-ce là une raison pour abandonner l'agitation républicaine ou bien est-ce qu'il n'y a pas là des raisons pour accentuer notre agitation dans cette direction en donnant à notre agitation républicaine un contenu prolétarien, de classe ? Le procès que nous devons suivre n'est pas direct, il est tortueux et nous devons être capables de savoir les suivre.

Il n'est pas vrai que nous tenons ce mot d'ordre caché dans un tiroir et que nous ne nous en servons pas devant les masses comme on cacherait une maladie secrète. Avant tout ce mot d'ordre est dans le programme des comités prolétariens anti-fascistes et nous l'avons agité dans toute la période pendant laquelle nous avons reconstitué des comités anti-fascistes. Le fait qu'en Italie ce mot d'ordre général ne revient pas continuellement dans l'agitation provient du fait qu'en 1927 le problème principal de notre parti était de faire sortir les masses de leur passivité et de se servir de tous les moyens adaptés à ce but. Mais ce mot d'ordre se trouve dans tous les documents de propagande et d'agitation générale. Gallo a constaté^{que}/ce mot d'ordre ne se trouve pas dans un très récent document du Comité Central.

Nous avons discuté de cette question lorsque nous avons rédigé, à la veille du VIe Congrès, ce document qui est paru dans la revue de notre parti.

La Concentration, devant l'accentuation de la situation italienne a lancé comme mot d'ordre politique la République Démocratique des travailleurs. Mais chacun des partis de Concentration a donné de ce mot d'ordre une définition et une interprétation différentes. Il ne faut pas cacher le fait que ce mot d'ordre a une certaine suggestivité (?) pour les masses, parce que les masses ne sont pas toutes en condition de voir le truc qui

se cache derrière lui. Notre tâche est donc celle de démasquer la Concentration dans son ensemble, ~~et en particulier de démasquer la Concentration dans son ensemble~~, et en particulier de démasquer les partis qui sont à la gauche de la Concentration. ~~far~~ (Parti maximaliste). Or, si nous voulons démasquer une position qui se présente à certaines parties des masses comme une position juste et suggestive, nous ne pouvons pas nous limiter à faire une contre-apposition abstraite de formules générales. Pour démasquer la Concentration et le parti maximaliste, nous devons avant tout poser devant les ouvriers qui suivent encore la Concentration des mots d'ordre qui ne peuvent pas ne pas être acceptés par ces ouvriers et qui contiennent des garanties pour qu'une lutte sérieuse anti-fasciste soit menée jusqu'à la victoire.

Est-ce que notre document contenait une proposition de front unique ? Aucunement. Il s'agit d'un document du parti dans lequel on fait une critique de certains mots d'ordre lancés par un autre parti. Quand on fait une proposition de front unique, on ne dit pas que les chefs du parti auquel on s'adresse ont brisé l'unité du mouvement anti-fasciste, qu'ils se sont isolés de la lutte que mène le prolétariat en Italie, que tout leur plan politique a fait faillite, etc... Tout le document est écrit dans l'intention de souligner les causes objectives de la crise intérieure de la Concentration, et quand on parle de la formule que la Concentration lance, on dit que ce mot d'ordre est lancé par la Concentration pour tromper les masses et on conclut que la lutte pour la formation d'un bloc ouvrier et paysan s'identifie avec la lutte contre les dirigeants réformistes et maximalistes. Voilà ce que le camarade Gallo appelle une proposition de front unique!

Mais après avoir fait cette critique, nous disons quelque chose de plus, nous disons aux ouvriers, qui suivent encore ces partis : Si vous voulez lutter efficacement contre le fascisme, vous devez lutter pour ces garanties réelles que nous vous proposons et alors on parle de la formation d'un bloc ouvrier et paysan qui part de l'unification de la poussée élémentaire des masses ouvrières et paysannes, qui lutte en Italie pour leurs intérêts immédiats. (L'orateur lit un passage du document).

Lorsque nous disons que nous sommes disposés à lutter avec tous ces éléments qui se rattachent à la classe ouvrière italienne, qui sont disposés à lutter pour les revendications que nous posons, on ne fait pas de proposition de front unique, mais on s'adresse à la masse en passant au-dessus de la tête de ses chefs.

En ce qui concerne les mots d'ordre transitoires, nous sommes pour l'agitation des mots d'ordre transitoires^{et} nous sommes en même temps sur la ligne du programme de l'Internationale Communiste. Le programme de l'I.C. a été modifié là où il est question des mots d'ordre d'actions, surtout en considération du fait qu'en Allemagne, un groupe de camarades a lancé comme mot d'ordre "actuel" le contrôle ouvrier. Nous ne lançons pas de mots d'ordre transitoires, comme le contrôle ouvrier, en tant que mot d'ordre d'action à l'heure actuelle. Ce serait une folie. Le camarade Gallo est contre le fait de lancer des mots d'ordre transitoires parce qu'il croit qu'on ne peut pas graduer (?) les mots d'ordre politiques aux divers degrés de la situation. On a parlé encore aujourd'hui du travail dans les syndicats fascistes. Cette question se présente avec des aspects aussi intéressants. Si nous résolvons justement cette question, nous pourrions développer notre tactique en Italie avec une élasticité plus grande que ce que nous avons fait jusqu'à présent. Pour ces raisons, nous devons exactement fixer notre tactique dans ce domaine.

Existe-t-il pour nous le problème de démocratiser le fascisme ? Il existe pour nous seulement le problème de battre le fascisme et de désagréger les organisations fascistes. Il n'existe pas pour nous de double tactique : une tactique communiste et l'autre non-communiste. Tous les mots d'ordre que le parti lance, et à l'intérieur, et à l'extérieur des syndicats fascistes constituent dans leur ensemble la tactique du parti communiste envers les syndicats fascistes.

Le camarade Gallo dit qu'il n'y a pas de différence entre l'activité politique légale et l'activité politique illégale du parti. Il y a évidemment une différence dans la façon d'appliquer cette politique, il n'y a pas de différence si l'on regarde le but que nous voulons atteindre avec une tactique déterminée vis-à-vis des syndicats fascistes. Faire un travail pour faire élire une commission ouvrière dans l'usine est un travail communiste oui ou non ? C'est un travail communiste. C'est un travail communiste parce qu'il donne aux masses la possibilité de reconstituer son unité, de créer de nouveau des organisations représentatives de la masse, de réorganiser les masses, dans l'usine, de combattre la désagrégation de la classe ouvrière dans l'usine. En partant de ce point de vue, travailler pour la création de commissions ouvrières dans les usines signifie faire insister sur un plan différent le même travail que nous faisons en propagant le mot d'ordre de revenir aux vieilles organisations de classe. Les vieilles organisations d'usines n'étaient pas obligatoirement des organisations communistes; elles pouvaient aussi être des organisations non-communistes, mais elles étaient des organisations élues directement par les ouvriers. Quand nous demandons maintenant l'élection d'une commission ouvrière dans l'usine, nous nous mettons sur le terrain de la lutte par la reconstitution des vieilles commissions intérieures. Le parti, en faisant ce travail, ne renonce pas à mettre devant les ouvriers le mot d'ordre de la vieille commission intérieure d'usine. Non.

Le parti renonce pas à faire cela. Au contraire, il développe ce mot d'ordre. Mais si nous nous bornons à présenter ce mot d'ordre nous ne montrons pas aux masses la voie la plus facile qu'elles doivent suivre pour arriver à se réorganiser et à reprendre la lutte de classe.

Mais pourquoi disons-nous que, aujourd'hui, nous devons appuyer en particulier sur cette agitation anonyme dans les usines ? Parce que nous croyons qu'avec cette agitation anonyme nous pouvons donner aux ouvriers l'indication d'une ligne plus simple, que les ouvriers voient un chemin qui est plus facile à ~~par~~ être parcouru. Il y a aussi des fascistes qui demandent les commissions ouvrières, et dans plusieurs usines il y a des commissions fascistes ~~créées~~ par en haut. Est-ce que nous voulons présenter aux ouvriers ces commissions comme les véritables commissions ouvrières d'usines ? Absolument non. Mais nous voulons nous accrocher à cette réalité qu'il y a l'existence de ces commissions pour trouver un mot d'ordre facile et compréhensible aux masses; là où les commissions n'existent pas, nous luttons pour qu'elles soient créées sur la base d'une élection de la part de la masse ouvrière. Cette action ne peut être qualifiée comme une action qui tend à la démocratie fasciste. Le contraire est vrai. Chaque fois que nous organisons une partie de la classe ouvrière, nous donnons un coup au fascisme. Toutes les fois que le fascisme a cherché d'attirer dans ses organisations les ouvriers, il a apporté et développé dans ~~les usines~~ son sein des contradictions intérieures. On l'a vu très clairement dans le dernier Congrès des syndicats fascistes.

à l'issue du travail des municipalités dans les campagnes.

Cette question est liée à la question ~~pour ce mot d'ordre,~~
~~des municipalités dans les campagnes.~~ Aussi sur ce mot d'ordre, Gallo dit que nous ne pouvons pas le lancer parce que, en lançant un tel mot ~~dit~~ d'ordre, nous indiquons la voie d'une démocratisation du fascisme. Je n'entre pas dans la démonstration du fait que le fascisme ne peut aller dans cette voie, ne peut faire aucune concession sur ce terrain sans détruire ses bases mêmes.

125/86

La Commune a été en Italie, dans le passé, un centre de luttes acharnées, de luttes paysannes contre le patron et contre l'Etat. Autour des communes s'est développée intensément la vie politique dans les villages. Les masses de la paysannerie ont toujours été très profondément intéressées à la vie des municipalités, mais aussi les ouvriers dans les grandes villes ont été intéressés à cette vie. Ce mot d'ordre de l'élection des municipalités est un des plus importants mots d'ordre qui jouera un des plus grands rôles dans le développement de la Révolution en Italie.

On a parlé des possibilités et des limites d'une discussion à l'intérieur du parti. Nous avons expliqué pourquoi on ne peut pas aujourd'hui porter une telle discussion à la base du parti. Le camarade Gallo dit qu'il n'a pas posé cette exigence et pense que cette discussion ne peut pas être portée à la base. Nous avons tout de même porté toutes ces discussions dans la Revue du Parti et parmi les éléments actifs du parti qui sont les collaborateurs directs du Comité Central. Nous n'avons jamais repoussé les articles ou des lettres des camarades qui critiquaient l'attitude du parti. Naturellement les documents de critique de la ligne du parti sont publiés avec des commentaires. Il faut continuer dans cette ligne. Mais le camarade Gallo n'est pas un lecteur quelconque de notre Revue; il n'est pas un élément actif quelconque; il est membre du Comité Central et du Bureau Politique du parti. Le camarade Gallo a donc la possibilité de discuter, mais il est lié à une nécessité qui dérive du principe que, surtout dans un parti qui vit illégalement comme le nôtre, les organes dirigeants du parti doivent conserver une unité qui est la garantie de l'unité générale du parti. En conséquence, le camarade Gallo doit accepter certaines limites qui se posent aussi à chacun de nous.

Une autre question. On pourrait peut-être ouvrir une discussion sur la ligne fondamentale du parti? Nous ne pensons que ce soit possible, car pour ouvrir la discussion sur la ligne fondamentale du parti, il faut que l'expérience ait montré que cette ligne est critiquable d'après le développement des événements. Or, ce n'est pas la situation. Jusqu'à présent, nous avons seulement l'expérience qu'en travaillant sur la ligne du 3^{ème} Congrès du parti et sur la résolution du ~~Présidium~~ Présidium de janvier 1927, nous avons eu des résultats, ce qui ^{nous} amène à la conclusion que cette ligne directrice est juste.

Il y a une série de problèmes actuels, concrets, qui sont posés par le développement du travail du parti et par la situation même en Italie. Sur quelques-uns de ces problèmes, non seulement nous pensons qu'on peut discuter dans la Revue du Parti, mais nous les avons même posés dans cette Revue, en invitant les camarades à les discuter. Les camarades ne sont pas intervenus. Sur ces problèmes, des discussions sont toujours possibles. Dans le cas particulier du camarade Gallo, nous préférons d'arriver à un accord sur les problèmes concrets et la ligne du parti, de façon que le camarade Gallo se présente avec nous solidairement devant le parti, comme un soutien de la ligne du parti en général et de toutes les solutions que le parti donne aux problèmes qui sont posés par la situation. S'il ne sera pas toujours possible d'atteindre ce résultat, nous verrons avec le camarade Gallo quelles sont les questions sur lesquelles une ~~une~~ intervention sur la revue du parti peut-être possible, et dans ces limites, qui ne sont pas des limites trop sévères, lui et les autres camarades pourront intervenir. Il n'est pas vrai cependant que la Revue du Parti ne donne pas réponse à tous les doutes qui peuvent surgir dans la tête des camarades. Si les camarades ~~ne~~ ne lisent pas la Revue avec attention, ils ne trouveront pas dans la Revue ce qu'il y a. Les camarades de la base qui n'ont pas reçu la Revue pourraient dire que les problèmes

1978

n'ont pas été éclaircis, mais le camarade Gallo qui lit la Revue ne peut pas faire cette affirmation. Peut-être le camarade Gallo pose cette question seulement parce qu'il désire faire paraître dans la Revue la collection de ses oeuvres complètes. Ce qui est certain, c'est que, à tous les problèmes que le camarade Gallo a posés, il y a dans la Revue la réponse, parce que ces problèmes nous les voyons aussi, le parti les voit aussi. Si le camarade Gallo voulait collaborer plus étroitement au travail de la direction du parti, il ne continuerait pas cette exhibition périodique dans les organes internationaux où, depuis deux ans, il répète les mêmes choses avec une obstination qui est digne d'une cause meilleure et qui démontre qu'il est peut-être un homme de caractère, mais pas un homme politique.

2ème Séance du Secrétariat Latin.

Question italienne.

Ficcoli: Camarades, je pense qu'après la discussion que nous avons eue hier-soir je pourrai me borner à faire très rapidement quelques observations sur les points qui dans les débats on pu rester douteux dans l'esprit des camarades.

D'abord il y a la question de la valeur qu'ont pour notre parti les mots d'ordre de caractère transitoire. J'ai dit que nous pensons que l'agitation générale pour des mots d'ordre de caractère transitoire doit être une partie du travail politique de notre parti, et cette conviction que nous avons est en rapport avec la situation italienne.

Pouvons-nous qualifier la situation italienne comme une situation immédiatement révolutionnaire? Non, pas aujourd'hui. Mais en même temps nous ne pouvons pas, au point de vue du développement des conflits intérieurs de classe qualifier la question italienne de la même façon que nous qualifions la situation d'autres pays capitalistes. En Italie, les rapports de classe sont beaucoup plus aigus que dans beaucoup d'autres pays capitalistes et c'est cette acuité qui demande de la part de la bourgeoisie italienne l'adoption de méthodes particulières de compression, de méthodes particulières de gouvernement pour empêcher que les contradictions intérieures n'éclatent d'une façon imprévue et amènent un renversement total des rapports des forces de classe.

Voilà pourquoi nous devons dire qu'en Italie chaque petit changement dans la situation qui dans un autre pays pourrait avoir de faibles conséquences peut atteindre rapidement des conséquences plus larges et plus profondes.

88 90

Les camarades ont écouté hier soir l'exposé de Serra sur la situation économique et politique générale. Le camarade Serra a fait un exposé qui donne des perspectives générales avec une certaine prudence. Nous devons en effet avoir toujours une certaine prudence quand nous examinons la situation politique en Italie. Nous ne pouvons pas considérer l'Italie comme un pays isolé du reste du monde. Tous les faits qui se produisent dans les autres pays capitalistes ont une répercussion sur l'Italie; la façon dont s'opère la crise mondiale se répercute en Italie; de même par suite des conjonctures des autres pays capitalistes la situation de l'Italie peut changer. Mais le fait fondamental est qu'au-dessous de cette grande compression que le fascisme exerce sur toute la société italienne, il existe des rapports de forces et de classes assez instables. Voilà pour quoi chaque changement de la situation peut provoquer en Italie, très rapidement, le passage d'une situation de relative stabilité (comme actuellement) à une situation immédiatement révolutionnaire.

Devons-nous orienter toute l'activité de notre parti vers cette possibilité? Oui. Devons-nous orienter les masses qui nous suivent de près vers cette possibilité? Oui. Devons-nous chercher à faire un effort pour orienter aussi vers cette possibilité les masses qui sont encore éloignées de nous, qui ne sont pas sous notre influence directe? Oui. Il est très difficile pour notre parti de faire ce travail d'orientation des masses; mais notre parti doit considérer que c'est une nécessité fondamentale pour lui que de donner cette orientation aux couches les plus larges possibles. Nous devons faire pénétrer dans la conscience même des masses qui ne sont pas communistes des mots d'ordre de caractère général qui créent

une orientation particulière dans ces masses, orientation qui aura pour résultat que lors d'un changement imprévu de la situation, elles se mettront immédiatement sur le terrain le plus révolutionnaire possible.

Voilà pourquoi nous employons des mots d'ordre généraux transitoires. D'ailleurs, nos mots d'ordre transitoires, par la façon dont ils sont présentés aux masses sont des mots d'ordre qui ont pour nous aujourd'hui une valeur générale mais ne sont pas des mots d'ordre d'action. Nous ne posons pas le mot d'ordre du contrôle des banques et de l'industrie comme devant se réaliser aujourd'hui sous le régime fasciste. Il suffit de penser que notre parti présente ce mot d'ordre aux ouvriers en le liant au mot d'ordre d'armement du prolétariat, c'est-à-dire en le liant à la perspective d'un mouvement révolutionnaire direct pour se convaincre qu'on ne peut aucunement dire une chose pareille de notre Parti.

Dans la discussion du Programme on a critiqué ces camarades qui se servent des mots d'ordre transitoires, qui ont une valeur pour une situation révolutionnaire immédiate, comme de mots d'ordre d'action applicables dans une situation qui n'est pas révolutionnaire. Aucune de ces critiques ne peut être faite à notre parti. Les mots d'ordre transitoires que nous lançons n'ont une valeur qu'en liaison avec la perspective d'une situation révolutionnaire immédiate et ils indiquent les buts que nous voulons poser aux masses et leur faire atteindre, quand cette situation révolutionnaire immédiate se créera.

Je ne veux pas revenir ici sur le contenu qu'ont ces mots d'ordre; je rappelle seulement qu'ils ont ce but fondamental: d'un côté, dresser l'action révolutionnaire des masses, l'action que les masses développeront au cours d'une insurrection anti-fasciste, dans la direction d'une lutte contre les bases du régime capitaliste, pour la désagrégation de

l'appareil industriel, pour la destruction des bases du capitalisme dans la campagne, pour la destruction de la grande propriété foncière, et pour une lutte armée contre les organisations armées de la bourgeoisie, - voilà une des directions. L'autre direction est vers l'organisation du prolétariat et des paysans sur la base des comités ouvriers et paysans et vers la lutte des comités ouvriers et paysans pour le pouvoir. - Voilà quel est le contenu des mots d'ordre transitoires que nous employons. Il est absolument nécessaire pour notre Parti de donner aux masses italiennes cette direction, de leur expliquer qu'est-ce qu'elles devront faire dans le moment où elles pourront prendre les armes, lutter contre le fascisme, où il y aura un changement des rapports des forces qui leur permettra d'entrer en scène comme une force politique prédominante.

Il est alors absurde de faire une contre-apposition entre ces mots d'ordre transitoires et les mots d'ordre finaux du Parti; Dictature du Proletariat, Gouvernement Ouvrier et Paysan. Tous les arguments qui ont été employés pour montrer, sur la base d'une contradiction entre ces mots d'ordre, que les uns sont acceptables et les autres pas, n'ont aucune valeur, ni s'ils viennent d'un côté, ni s'ils viennent de l'autre. Notre tâche est de réussir à lier les uns aux autres, et indiquer en même temps le but final et la voie qui mène vers ce but.

Au fond, est-ce qu'il y a une différence de contenu politique, social, entre les deux choses? Est-ce qu'il y a une différence entre les comités ouvriers et paysans qui s'organisent et luttent pour le pouvoir sur l'échelle nationale, qui se lient dans une assemblée nationale de représentants des comités ouvriers et paysans, est-ce qu'il y a une différence entre ces choses et le procès de création du gouvernement

ouvrier et paysan et la lutte pour la dictature du prolétariat? Est-ce qu'il y a une différence entre la lutte avec le mot d'ordre du "contrôle ouvrier" pour désagréger l'appareil de production, de la "terre aux paysans" qui sert à lier les masses paysannes aux masses ouvrières, de "L'armement du prolétariat qui sert à donner la force et la direction politique de la révolution au prolétariat, est-ce qu'il y a une différence entre le contenu de ces mots d'ordre et la lutte que nous devons mener contre le fascisme pour donner le pouvoir au prolétariat? Il n'y a pas de différence politique. La discussion qu'on a cherché à faire avec une artificielle contre-opposition n'a pas de contenu qui puisse nous impressionner et porter à la conclusion que nous devons changer dans ce domaine la ligne de notre Parti.

Deuxième problème que je veux toucher brièvement.

Un camarade a dit: vous n'avez pas expliqué suffisamment ces différents mots d'ordre du parti à tout le parti et à la masse ouvrière. J'ai déjà dit dans mon exposé hier soir que nous reconnaissons que, à certains moments, l'équilibre entre les éléments de propagande et d'agitation n'était pas obtenu de façon parfaite. Tous les documents du Parti n'ont pas été rédigés par les membres du B.P., mais, par des camarades des rayons et des cellules qui les ont rédigé comme ils pouvaient. Mais, après cette observation, il faut aussi dire autre chose, il faut aussi dire qu'en 1927, surtout, la nécessité fondamentale que notre Parti a senti était celle-ci: de mettre en première ligne les mots d'ordre d'action qui appelaient les masses à une action déterminée et posaient devant les masses des buts concrets. Et dans quel but? Dans le but de

surmonter surtout la passivité qui tendait à se développer dans la classe ouvrière. Voilà pourquoi les mots d'ordre d'action immédiate reviennent continuellement dans tous les documents, tracts, etc..., pendant l'année 1927, voilà pourquoi on a tant appuyé sur ces mots d'ordre d'action.

Est-ce qu'on a mal fait? Je ne crois pas; et surtout on n'a pas mal fait parce que dans tous ces documents, à côté des mots d'ordre d'action directe: faites la grève, demandez une augmentation de salaire, opposez-vous à la diminution des salaires, réclamez le droit d'élection des commissions ouvrières, révoltez-vous contre l'augmentation des loyers, etc... il y a toujours l'indication du but général auquel nous voulons entraîner les ouvriers: il faut lutter contre le fascisme et contre le régime capitaliste. Je n'ai pas eu le temps de faire une recherche dans tous les documents du Parti, mais j'ai feuilleté la revue de notre Parti et je n'ai pas trouvé un de ces documents que nous avons publié dans cette période, où, à côté du mot d'ordre d'action qui est par exemple dans le document que j'ai devant: "la défense du pain des ouvriers" et après le mot d'ordre d'action "faites la grève, organisez-vous pour défendre votre pain" on ne trouve pas d'autres idées, des formulations générales qui indiquent le contenu, la direction, le but final de la lutte. Il y a toujours cette conclusion générale qui revient: "c'est seulement la lutte de classe du prolétariat qui ~~partira~~ abattra le fascisme. Lutte contre le fascisme et le capitalisme ensemble." Je défie d'apporter un document du Parti où ces idées générales ne reviennent pas. Ce sont les grandes idées avec lesquelles nous avons orienté l'action de notre parti et de la masse qui nous suit. Je crois que tous les camarades qui chercheront de faire cette recherche, et ici au secrétariat latin en 1927 on a fait cette recherche, devront conclure qu'on ne peut pas attaquer l'activité de notre Parti à ce point de vue.

Mais peut-être le Parti n'a pas expliqué certaines formules générales qui se trouvent dans telle ou telle résolution, n'a pas fait l'effort nécessaire pour éclaircir à l'ensemble du Parti, le contenu et la signification de ces mots d'ordre généraux. Cela aussi n'est pas vrai. Camarades, avant tout, il y a la revue de notre Parti dans laquelle toutes ces formules générales ont été développées, et expliquées sur la base des résolutions du Parti et de l'I.C. Mais il y a aussi les documents d'agitation que nous avons lancé dans le Parti. Même sur les points sur lesquels on avait le plus discuté, nous nous sommes préoccupés de donner aux camarades du Parti, l'explication du résultat de ces discussions.

Par exemple, un problème sur lequel nous avons beaucoup discuté regarde la formulation donnée dans la résolution du Comintern 1927, que le "fascisme sera abattu par une révolution populaire des ouvriers et paysans". Est-ce que nous nous sommes préoccupés d'expliquer cela au Parti? Sans doute. Je cite un appel aux camarades du Parti que nous avons diffusé dans l'ensemble du Parti et dans l'émigration. Voilà ce que dit l'appel sur ce point:

"Camarades, vous savez que le fascisme ne pourra être abattu que par une révolution, et que cette révolution pour être victorieuse, devra être la révolution prolétarienne. Tout autre prétendue solution de la situation ne serait autre chose qu'une victoire de la réaction".

Est-ce qu'il y a là une hésitation quelconque dans la directive politique générale. Est-ce que de cette phrase cache d'une façon quelconque quel est notre but final?

Mais tout de suite après on dit: "Mais la révolution prolétarienne, pour être victorieuse doit être populaire, c'est-à-dire qu'elle doit entraîner et organiser tout le peuple des travailleurs. Il est nécessaire en conséquence pour notre Parti non seulement de conquérir la grande majorité du prolétariat, mais de conquérir aussi la majorité des alliés de la classe ouvrière". Je crois qu'on ne pourrait pas expliquer d'une façon plus claire et plus populaire le contenu de ce mot d'ordre qui a pour nous une signification théorique particulière mais qui peut être expliqué aux masses avec des formules claires, compréhensibles au dernier des ouvriers qui nous suit.

Et nous avons diffusé beaucoup de documents avec ce contenu. Voilà le Bulletin du Parti distribué au mois de janvier-février 1928 et qui est parvenu à l'émigration en vaste mesure, en Italie dans une mesure plus petite pour des raisons techniques et qui est entièrement consacré à traiter, de la façon la plus populaire possible, tous les problèmes que le Parti avait discutés à la Conférence Nationale, les perspectives générales du Parti, comment le fascisme sera renversé, pourquoi seulement le prolétariat peut renverser le fascisme et établir un régime qui ne soit pas un régime réactionnaire, comment le prolétariat doit lutter, etc. etc... On y trouve absolument tout; il n'y manque rien.

J'en viens à examiner ici la critique qui a été faite à un des documents de notre Parti, dans lequel nous avons répondu à une formule qui a été lancée à un certain moment par la Concentration démocratique. Quel est le caractère de ce document? A un moment donné, notre adversaire, l'adversaire que nous avons devant nous et contre lequel nous luttons, la Concentration, lance un mot d'ordre et déclare que ce mot d'ordre est la base sur laquelle il faut appeler

les ouvriers à se grouper pour mener la lutte contre le fascisme. Et ce mot d'ordre, tous les camarades le reconnaissent, est un mot d'ordre qui peut avoir une prise sur les ouvriers qui ne sont pas encore sous notre influence.

Qu'est-ce que notre Parti fait? Il prend la position du Parti adverse et il exerce une critique intérieure de cette position. Il met en contraste le mot d'ordre que l'adversaire lance aujourd'hui avec toute l'activité qu'il a développée pendant les dernières années, pour arriver à la conclusion que Gerlandi vous a expliqué: ces chefs qui lancent ce mot d'ordre sont des traîtres, la lutte contre ces chefs est une des tâches principales dans notre lutte contre le fascisme, il faut se grouper sur la base que les communistes proposent si on peut pouvoir lutter efficacement contre le fascisme.

Un camarade a dit qu'en présentant la chose de cette façon nous avons valorisé l'adversaire, nous n'avons pas dit qu'il faut se dresser contre ces chefs. Le camarade Gerlandi a déjà cité ce que nous disions des chefs de la Concentration.

Si on peut critiquer ce document du Parti à quelque point de vue, dans quelques passages, c'est parce que dans certains passages, la formulation qu'on emploie envers certaines formations anti-fascistes non-communistes, est trop accentuée, par exemple quand on dit que "le Parti dénonce les hommes de l'opposition constitutionnelle, comme des éléments dont la dictature fasciste se sert pour empêcher l'alliance des couches moyennes-paysannes, avec les ouvriers révolutionnaires. Ils sont une réserve de la classe dominante contre la menace du renversement révolutionnaire du régime actuel". C'est une formule qui est très radicale. Qu'est-ce que vous voulez^{de}/plus? Il y a ici une qualification précise au point

de vue politique et la plus accentuée que l'on puisse donner. Il y a même des camarades qui ont trouvé que c'était trop accentué et qui nous ont demandé qu'on modifie un peu.

Mais continuons après la critique de l'adversaire on conclut en disant que: "Le Bloc Ouvrier et Paysan peut se former seulement en unifiant la poussée élémentaire qui agite la masse ouvrière dans la ville et les masses paysannes dans le village", et en faisant un appel le plus énergique qu'on puisse faire à la lutte pour les revendications économiques et politiques immédiates de la classe ouvrière et des paysans.

Mais, est-ce qu'on peut séparer ce document de tout le reste de l'activité du Parti? Est-ce qu'on peut dire que dans toute l'activité du Parti on a oublié à quelque moment de présenter les chefs social-démocrates comme des chefs d'un groupe auquel nous ne pouvons rien attendre dans la lutte contre le fascisme? Quelle est l'attitude du Parti sur ce problème? Il n'y a rien qu'à citer l'appel que nous avons lancé au Parti après la Conférence du Parti. Quand on examine la ligne du Parti c'est un devoir de l'examiner sur la base des documents du Parti. Dans l'appel que je cite, on pose le problème de l'unité des forces anti-fascistes de cette façon: "Camarades, nous devons travailler et nous travaillons continuellement sur le terrain du front unique et de l'unité prolétarienne. Les éléments prolétaires actifs, du Parti socialiste, du syndicalisme révolutionnaire, de toutes les organisations ouvrières sont avec nous dans la Confédération Générale du Travail, dans les comités d'usines, dans les comités ouvriers et paysans de villes et de campagnes." Et après: "Tandis qu'en France les chefs maximalistes et réformistes sont sur la voie de la fusion de leurs deux Partis, en Italie les ouvriers maximalistes et réformistes actifs

СКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

ДОКУМЕНТЫ

СКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

ДОКУМЕНТЫ

СКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

СКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

107 99

travaillent ensemble avec les ouvriers communistes." Est-ce qu'on peut demander une contre-*opposition* plus claire, plus nette, de l'unité qui se fait à la base en face de l'unité des chefs, des dirigeants? Est-ce qu'on peut demander quelque chose de plus clair, de plus nette? Peut-être on peut demander quelque chose de plus clair, et alors voilà la conclusion: "Voilà l'unité révolutionnaire des masses contre l'unité réactionnaire des chefs..."

Peut-on d'une façon plus claire accuser les chefs de ces partis d'être les complices du maintien du régime capitaliste dans sa forme actuelle en Italie, et dire de façon plus claire qu'on appelle les ouvriers à briser toute liaison avec ces chefs et à réaliser l'unité à la base avec les communistes? Je ne crois pas. Si l'on veut dire que ceci est une proposition de front unique d'en-haut, je ne comprends plus rien.

Est-ce qu'on propose le front unique d'en haut quand on dit (je lis) "Nous sommes la seule et vraie source de l'unité parce que nous travaillons effectivement pour l'unité des masses contre l'unité des chefs traîtres et impuissants?"

Il est vrai que nous avons dit: "sur le terrain ~~de~~ non d'une solution démocratique, mais socialiste, pour l'armement du prolétariat, la terre aux paysans et le contrôle ouvrier des usines et les banques, le parti ~~est~~ communiste est prêt à lutter avec toutes les forces politiques qui se rattachent à la classe ouvrière italienne". Il n'y a pas de doute que nous devons dire cela, que quand nos adversaires nous proposent un plan comme un plan de front unique nous devons leur opposer notre position. Mais tout de suite après avoir dit ça nous ajoutons que nous sommes sûrs que les positions révolutionnaires sur lesquelles nous luttons seront repoussées avec horreur par les chefs des partis démocrates et social-démocrates, parce qu'ils sont des politiciens ~~bourgeois~~ bourgeois qui, après avoir ~~contribué~~ contribué à la victoire du fascisme, ne veulent pas lutter pour ~~le~~ le renverser.

Voilà le front unique d'en haut! Je crois qu'il n'est pas besoin d'insister.

Je passa au troisième problème, celui du travail dans les syndicats fascistes. Une très intéressante contribution a été donnée sur cette question par le camarade Motti (un ouvrier qui vient d'Italie) qui a dit comment il pense qu'on

peut travailler dans les syndicats fascistes. Il dit qu'il faut faire notre travail sur la base d'une partie du contenu même du programme que les fascistes donnent à leurs syndicats, et même sur la base d'une partie du contenu de la "carte" du travail et surtout de cette partie qui se rattache des conquêtes connues par la classe ouvrière.

Le camarade qui a polémique contre cette position dit: Vous faites un travail secret dans les syndicats fascistes. Vous menez secrètement (sans vous démasquez comme communistes) une agitation à l'intérieur des syndicats fascistes pour revendiquer la démocratie dans ces syndicats. Qu'est-ce que cela veut dire? Cela signifie se servir de quelque chose qui est profondément ancré dans la conscience des ouvriers: la démocratie à l'intérieur des organisations des masses; pour créer un contraste entre ces masses et le fascisme qui cherche à les corrompre et à les enchaîner.

Je ne vois là rien d'autre qu'une application de la directive donnée par Lénine, que les communistes doivent chercher à exploiter les plus petites fissures qui se montrent dans le bloc des adversaires afin de le désagréger. Devons-nous faire cela aujourd'hui? Voilà le vrai problème. Existe-t-il des conditions pour faire cela? Le travail dans les organisations syndicales fascistes était un travail secondaire, pendant une certaine période, avant la conquête du pouvoir parce qu'il n'y avait alors sur ce terrain que des tentatives des fascistes qui échouaient en grande partie. Ce n'est que deux ans après la conquête du pouvoir que la création des syndicats fascistes est ^{devenu} un élément fondamental de la politique du fascisme.

Est-ce qu'il existe des conditions objectives qui obligent le fascisme à faire un travail dans ce domaine et est-ce que ce travail a une grande importance pour le fascisme? Il n'y

a pas de doute que le fascisme se propose avec le travail dans les syndicats fascistes de surmonter certaines difficultés qui existent pour lui. D'abord, en corrompant une partie de la classe ouvrière. Les fascistes réussiront-ils? Le problème peut se discuter. Mais un résultat peut déjà être atteint dans le sens de donner du travail à une partie des ouvriers plutôt qu'à une autre. Aujourd'hui, chez nous, beaucoup d'ouvriers cherchent le travail avant que le salaire. Une grande partie des ouvriers n'ont pas de travail, ce sont des chômeurs permanents et, avoir du travail, c'est déjà être dans une situation privilégiée, aussi si ce travail est mal payé. C'est déjà là une base pour la corruption d'une partie de la classe ouvrière. Est-ce que nous devons chercher à poursuivre le fascisme sur ce terrain? Mais sans doute. Mais l'activité que le fascisme exerce avec l'organisation syndicale fasciste se propose aussi de surmonter certaines difficultés objectives de la situation dans des moments particuliers. Nous l'avons vu lors de la période de réduction des salaires. Quand le fascisme devait par la nécessité de la situation objective et parce que les industriels le demandaient, diminuer terriblement les salaires, en compensation il faisait de grands efforts pour étendre les bases des syndicats fascistes.

Il est évident qu'il y a une contradiction entre les deux choses. Mais c'est justement parce qu'il existe cette contradiction et parce que le fascisme sera contraint toujours à chercher de faire quelque chose sur ce terrain que nous devons le poursuivre avec acharnement, lui empêcher de se créer dans les syndicats fascistes quelque chose de solide sur quoi mettre le pied, et s'il existe un certain marge de manoeuvre, qui lui permet de tenter la corruption de certaines couches de la classe ouvrière, nous efforcer de rendre toujours plus petit ce marge par notre activité dans les syndicats fascistes.

Les conditions objectives demandent que nous fassions ce travail.

ТСКОЙ ЭПОХИ archives.ru

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ

ТСКОЙ ЭПОХИ archives.ru

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ

ТСКОЙ ЭПОХИ archives.ru

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ

ТСКОЙ ЭПОХИ archives.ru

Et dans quel but?

Nous avons dit ouvertement dans les derniers documents que nous avons discutés au C.C., et dans la résolution que la délégation a voté à l'unanimité avant la réunion du secrétariat latin: nous devons faire ce travail dans le but de désagréger les syndicats fascistes.

Le camarade Galb, en nous critiquant dit: "vous vous accrochez à ces mots d'ordre qui réclament la démocratie à l'intérieur des syndicats fascistes. Cela signifie que vous voulez démocratiser le fascisme. "Mais qu'est-ce que cela peut signifier, démocratiser le fascisme? Cela signifie se mettre sur le terrain d'une stabilisation du fascisme, reconnaître que le fascisme a créé une base solide sur laquelle les rapports de classe ont acquis une certaine normalité, et déclarer que c'est sur ce terrain que nous devons maintenant manoeuvrer. Nous repoussons ouvertement cette opinion. Même quand le camarade Gallo a cherché d'aller trop loin dans ce domaine en disant "maintenant, il y a une légalité fasciste, nous devons nous mettre sur ce terrain", nous avons dit que non. Il y a un certain marge de légalité fasciste que nous devons chercher à exploiter, mais, ce n'est rien de solide. Que signifie donc pour nous la revendication de la démocratie à l'intérieur des syndicats fascistes? Elle signifie mettre en action de tels germes, de tels ressorts, qui fassent éclater d'une façon ^{plus} violente et plus rapide les contradictions intérieures du régime. Au lieu de chercher à normaliser, nous cherchons donc à empêcher au régime de se normaliser, de se stabiliser, de se créer une base solide. Notre activité dans les syndicats fascistes, si nous réussissons à la développer d'une façon très large, aura comme conséquence de rendre toujours plus petite les débris de légalité qui existent dans le régime fasciste. Le jour où nous aurons atteint le résultat de "provoquer un scandale", dans un syndicat fasciste comme disait un camarade, par exemple le voté d'une résolution

dans laquelle on accuse les dirigeants des syndicats fascistes de ne pas avoir défendu les intérêts des ouvriers, et d'être ^{de ce} au service des patrons, ce jour-là la porte du syndicat sera fermée. Nous avons déjà vu cela. - Alors, faire le travail dans les syndicats fascistes, est-ce quelque chose qui est en contraste avec notre action générale dans la classe ouvrière et qui tend à une contradiction toujours plus accentuée entre la classe ouvrière et ceux qui l'oppriment? Non. Il y a deux méthodes différentes, mais le but est le même.

Camarades, j'ai fini. Je veux seulement dire deux mots encore sur les méthodes de discussion.

Vous avez ^{eu} un exemple de la méthode de discussion qui est employée par le camarade Gallo. On a dit que dans notre C.C. on ne discute pas. Ce n'est pas vrai. Vous avez vu avec quelle ampleur nous discutons. Il n'y a pas une réunion de notre Comité Central où nous ne prenons pas de front toutes ces questions, en cherchant toujours à les examiner plus profondément et à voir s'il y a quelque chose à changer en rapport avec le développement de la situation.

Nous devons continuer à appliquer cette méthode. Mais il faut que dans le Comité Central il y ait une collaboration, c'est-à-dire que quand on arrive à un résultat, ce résultat soit acquis pour tous; quand on arrive à une plate-forme commune, cette plate-forme soit la plateforme de tous; quand on critique la ligne de notre Parti, qu'on la critique sur la base des documents du Parti; quand on critique une position du Parti, qu'on critique cette position sur la base de ce qu'elle est vraiment. Tout cela, nous le demandons à tous les camarades qui sont dans le C.C. et qui discutent la ligne du C.C. Je n'insisterai plus ces questions elles sont pour nous tous des questions assez claires. Je crois aussi qu'elles sont assez claires pour les camarades des autres partis qui ont suivi nos débats.

Je ne dirai plus rien sur les problèmes d'organisation. Je voudrais seulement souligner un point sur lequel j'ai déjà dit quelque chose hier soir : sur la nécessité que notre Comité Central fasse un effort pour se lier plus intimement aujourd'hui et plus largement avec de nouveaux éléments ouvriers travaillant à l'usine. Pourquoi cet effort est-il nécessaire? Je l'ai déjà dit : parce que les éléments avec lesquels nous étions liés et qui étaient la base de notre C.C. sont tombés dans la lutte; ce ne sont pas seulement des ouvriers qui sont tombés, mais aussi des intellectuels, les cadres du parti en général avec la qualification qu'ils avaient. Mais ~~une~~ une nécessité particulière est pour nous de nous lier plus directement avec des éléments ouvriers travaillant à l'usine. Dans ce sens notre délégation a inséré un point dans la résolution qu'elle a approuvée sur la ligne générale du Parti. J'arrive à dire que dans la prochaine réunion du Comité Central nous devons décider de faire entrer dans le C.C., deux, trois ou quatre ouvriers travaillant à l'usine en Italie. C'est une nécessité fondamentale, quelque chose que nous devons absolument faire, et je suis convaincu que le fait d'attirer les éléments ouvriers à la collaboration directe, immédiate dans le C.C., nous ~~de~~ donnera beaucoup dans tous les domaines. En général, les ouvriers qui sont venus de l'Italie à notre dernière Conférence et qui sont venus ici sont ceux qui ont apporté les contributions les meilleures dans les discussions. C'est un gage qu'en nous mettant dans cette voie nous aurons des résultats que nous devons absolument chercher d'avoir.

HUMBERT-DROZ :

Camarades, permettez-moi pour terminer ces débats du Secrétariat Latin de faire quelques remarques sur la discussion que nous avons eue et sur les problèmes qui ont été soulevés.

D'abord, une remarque préalable en ce qui concerne la façon de poser les problèmes, de discuter les questions italiennes en général et sur la façon dont le camarade Gallo a posé les questions dans le Secrétariat Latin.

Ce qu'a dit le camarade Gallo, et en partie la discussion que nous avons eue, - est une répétition des discussions que nous avons eues antérieurement. Le camarade Gallo remet en question toute la ligne du parti. Il a soulevé un certain nombre de points, 2 ou 3 seulement, mais une ligne, en général, est faite d'une succession de points, et 3 points forment déjà le commencement d'une ligne.

Le camarade Gallo remet en question la ligne du parti. Les questions qu'il a soulevées touchent la ligne fondamentale du Parti, en particulier en ce qui concerne l'utilisation de mots d'ordre démocratiques dans la période actuelle comme levier de l'action révolutionnaire du Parti. *Or, cette question fondamentale de l'activité du Parti* italien dans la période actuelle a déjà été discutée et résolue. Elle a été discutée en janvier 1927. Quand nous avons ici posé très largement tous les problèmes de la tactique du Parti italien, nous avons discuté non seulement les perspectives et la ligne générale, mais aussi les mots d'ordre généraux contre lesquels Gallo a protesté hier. La décision prise alors n'a pas été une décision prise par surprise, sans une discussion préalable approfondie des questions. Il y a eu discussion dans la Commission italienne, assez large, assez vives déjà avec le camarade Gallo, si je ne me trompe. Nous avons aussi discuté longuement au Présidium sur ces questions. Un certain nombre de membres du Présidium, le représentant des Jeunes, Chatekine, le camarade Kuusinen, etc... élevaient

des objections. La question a été jugée devant la délégation du Parti russe et c'est la délégation russe qui a tranché cette question, de sorte qu'on ne peut pas dire que cette question a été envisagée seulement dans un milieu restreint et qu'elle n'a pas donné lieu dans les instances de l'Internationale à un examen attentif et une décision prise en connaissance de cause.

Depuis lors, nous avons eu une nouvelle discussion au Secrétariat Latin il y a 6 ou 8 mois, à laquelle Gallo a participé aussi. Il a posé les mêmes questions, il les a posées dans tous les organes du Parti, au C.C., à la Conférence du Parti, etc... etc...

Naturellement, une situation peut changer et il peut être utile et nécessaire, même après avoir appliqué une ligne pendant un certain temps, de poser la question: Est-ce que notre ligne est juste, nous devons l'examiner de nouveau pour voir si elle correspond bien à la situation. Remettre une ligne en question n'est pas une chose interdite. Nous l'avons fait au début de l'année et nous avons confirmé la ligne suivie par la Direction du Parti italien. Aujourd'hui Gallo revient avec les mêmes questions. Il est certain qu'il n'y a pas de raison pour que dans six mois, un an, Gallo ne revienne pas poser toujours le même problème. Nous avons eu déjà cette situation avec le Parti italien au moment où Bordiga revenait dans toutes les assemblées de l'I.C. poser les mêmes questions, refaire les mêmes discours. Quand il montait à la tribune on savait qu'il allait faire les mêmes critiques et le même discours qu'il avait faits auparavant, toujours pour défendre la même position. Je crains que Gallo n'en prenne la succession en reproduisant cette tactique qui consiste à remettre toujours en question les mêmes problèmes.

Nous devons envisager encore une fois, comme l'ont fait les camarades qui ont pris la parole au nom de la Direction du Parti italien, si la ligne fixée, suivie par le Parti sur la base des décisions de l'Internationale, correspond à la situation italienne. Je pense que cette ligne qui consiste à l'heure actuelle à utiliser une série de mots d'ordre démocratiques comme levier de la propagande révolutionnaire et comme moyen de mobiliser les masses pour l'action révolutionnaire, est juste non seulement au point de vue tactique dans la situation propre de l'Italie à l'heure actuelle, mais aussi au point de vue théorique. Dans le programme de l'I.C. nous avons un passage qui nettement indique que dans les pays où le capitalisme est moyennement développé, dans les pays où il existe un régime de suppression des libertés démocratiques, dans les pays où la révolution prolétarienne a à accomplir encore une série de tâches de la révolution démocratique bourgeoise, en ce qui concerne en particulier la révolution agraire, et l'utilisation des mots d'ordre démocratiques, des revendications démocratiques est nécessaire et utile. Il est dit nettement: "Il est possible que des revendications démocratiques se transforment au cours de la lutte en revendications de révolution ouvrière; la révolution agraire joue un rôle plus ou moins essentiel, la dictature du prolétariat peut ne pas survenir d'emblée mais dans le processus de transformation, etc..."

Je ne tranche pas ici la question de savoir si l'Italie entre dans le premier ou dans le second groupe de pays. Après les modifications apportées au programme et qui insère dans le deuxième groupe de pays, les pays dont la révolution prolétarienne a encore à accomplir un certain nombre de tâches de la révolution démocratique bourgeoise, je pense que l'Italie, la Tchécoslovaquie et d'autres pays entrent dans ce deuxième groupe, Peu importe du reste cette question de classification de l'Italie. Une chose est certaine, c'est que dans la situation actuelle les revendications d'ordre démocratique dans un pays où toutes

les libertés sont de plus en plus comprimées par le pouvoir, par la bourgeoisie, le lancement de mots d'ordre démocratiques peut jouer ce rôle, et joue ce rôle de ~~fixation~~ levier de l'action révolutionnaire des masses.

Quelles modifications se sont produites dans la situation italienne depuis le moment où nous avons fixé la ligne fondamentale du parti ? Les modifications qui se sont produites nécessitent-elles un changement de la ligne fondamentale du parti ? Dans l'exposé du camarade Serra, hier soir, il apparaît nettement que la situation économique de l'Italie dans ces deux dernières années, a empiré dans le sens d'un approfondissement de la crise : développement d'un ^{assez} vaste chômage, crise industrielle et économique provoquée en partie seulement par la stabilisation de la lire, mais liée surtout à toute la structure du capitalisme et de l'économie italienne. Cette crise du capitalisme italien, a un caractère organique et prouve que les contradictions économiques au sein de l'économie italienne grandissent, et ont par conséquent leur répercussion immédiate sur les rapports de classe.

En ce qui concerne la situation sociale il y a eu certainement au cours de ces 18 derniers mois des tentatives faites par la bourgeoisie de se rattacher certaines couches de la petite bourgeoisie qui lui échappaient. Serra a signalé hier soir le fait de la stabilisation de la lire à un taux plus élevé que ne le désirait la classe des gros capitalistes. Est-ce à dire que le fascisme a cessé d'être le régime qui représente les intérêts de la grande industrie ? Non, mais il a besoin pour dominer dans l'intérêt de la grande bourgeoisie de composer avec les couches de la petite bourgeoisie qui sont mécontentes, de leur faire certaines concessions d'ordre économique, mais ces concessions d'ordre économique faites à la petite bourgeoisie pour ~~commencer~~ ^{commencer} son appui accumulent les contradictions intérieures du régime capitaliste lui-même : d'un côté le régime rattache la

petite bourgeoisie à la grande bourgeoisie, mais d'un autre côté il crée d'autres difficultés sur le terrain économique à cette grande bourgeoisie.

Je pense qu'une des caractéristiques de la situation sociale est la reprise de l'activité des masses, que nous ne devons pas surestimer en généralisant des cas isolés qui se sont produits en Italie : grèves, démonstrations, mais que nous ne devons pas non plus sous-estimer. Il est certain qu'une grève en Italie, dans la situation de compression actuelle, de contradictions internes grandissantes, chaque petite démonstration de classe des ouvriers, des paysans, même si elle dure seulement quelques heures, quelques minutes ; que chaque expression de mécontentement des masses a une valeur infiniment plus importante qu'en Allemagne ou dans d'autres pays où il existe une certaine liberté de mouvement des masses. Les quelques démonstrations et grèves que nous avons eues en 1927 et 1928, cette activité des masses, nous devons l'évaluer en tenant compte de toute la situation dont Ercoli parlait tout à l'heure, de ce fait qu'en Italie une grève, une démonstration peut élargir une fissure, créer un ébranlement profond des rapports sociaux, économiques et politiques, se développer subitement en une crise aiguë et générale.

Une des modifications profondes que nous avons pu observer dans la situation italienne depuis la fin de 1926, commencement de 1927 quand nous avons envisagé tous les problèmes italiens, c'est je crois, l'augmentation de la répression, la tendance du fascisme de concentrer toute la vie économique et politique dans ses mains, de ne laisser aucune place à aucune autre organisation travaillant dans les masses et dans le pays en général. Pendant longtemps, pendant toute une période, le fascisme a laissé se développer à côté des organisations fascistes certaines organisa-

140
III

tions isolées légales et semi-légales, il tolérait les journaux du parti bien que les poursuivant, bien qu'empêchant le parti de travailler tout à fait légalement, mais il existait quand même certaines possibilités, certains pôles autour desquels pouvaient se rassembler les forces du prolétariat, les forces d'opposition au régime fasciste. De plus en plus, le fascisme cherche à faire disparaître complètement toutes possibilités pour n'im-
porte quelle organisation d'être un pôle d'attraction des masses non seulement contre mais même à côté du fascisme. De sorte que si nous envisageons cet ensemble de faits, en particulier ce fait que devant l'augmentation des contradictions économiques et sociales et des oppositions sociales au sein de la société italienne, le fascisme n'a d'autre solution qu'une compression économique et politique et sociale plus forte, nous pouvons en conclure que la situation italienne évolue vers une crise révolutionnaire. On ne peut pas dire que la crise révolutionnaire soit déjà aigue, mais la compression qui s'exerce de plus en plus sur les contradictions économiques et sociales démontre que la situation économique ne va pas vers une "normalisation" du fascisme, mais qu'il est au contraire de plus en plus obligé d'intervenir brutalement par des mesures extraordinaires pour maîtriser la situation, étouffer les contradictions qui sans cesse renaissent grandissent et se développent au sein de l'économie et de la société italienne. Il est certain que cette façon de "solutionner" les problèmes loin de résoudre, ne pourra qu'approfondir et augmenter les contradictions; le fascisme les comprime, mais ne les supprime pas. En tenant compte de cette situation il est certain que toute expression du mécontentement des masses, toute expression de ces contradictions qu'on cherche de comprimer peuvent provoquer un bouleversement général, rapide en Italie, une situation de crise ~~éxxx~~ révolutionnaire aigüe.

Nous devons compter dans la situation présente avec la possibilité d'^Aéclosion à un moment donné d'un vaste mouvement populaire préparé par le développement lent de cette situation.

Comment le fascisme s'efforce-t-il de sortir de ses contradictions fondamentales ? Il a nettement la perspective de la guerre. C'est dans la voie de la guerre, avec cette perspective seulement, qu'il peut trouver la solution de ses contradictions, de ses difficultés d'ordre économique. Mais il cherche aussi des solutions ^{politiques} qui lui permettent de gagner du temps d'où sa politique pleine de contradictions; il cherche à donner aux différentes classes de la population certaines satisfactions momentanées et le plus souvent de pure forme. Il adopte une politique qui paraît être contradictoire mais qui est une politique déterminée par la conjoncture. Quand la classe ouvrière exerce une pression très forte, quand de toutes parts naquit l'expression du mécontentement du prolétariat vis-à-vis du fascisme, il tend à donner quelque chose à la classe ouvrière, charte du travail, signature de concordats sont accordées afin de faire croire aux ouvriers qu'on leur donne quelque chose, de leur faire prendre patience. Même politique à l'égard de la petite bourgeoisie et de certaines couches de la bourgeoisie. Quand on a fait quelques concessions à la classe ouvrière, il faut en faire à la classe des industriels mécontente et laisser violer par elle ces contrats qu'on a élaboré pour ~~calmer~~ calmer les ouvriers, les laisser violer par le patronat pour que celui-ci soit satisfait aussi des services du fascisme. Nous devons souligner ici le rôle que joue toute la démagogie du fascisme. Le fascisme sent et sait qu'il n'a pas conquis la classe ouvrière, mais il s'efforce de conquérir certaines couches du prolétariat, de les ~~neutraliser~~ neutraliser pendant un certain temps et c'est pourquoi nous devons prêter une grande attention à toutes ces tentatives du fascisme sur le terrain de l'organisation des ouvriers et porter le ~~maximum~~ maximum de nos efforts pour les combattre

et les faire échouer.

Avons nous changé de perspectives ? Je pense que les perspectives ~~qui~~ qui ont été fixées en Janvier 1927 par l'Exécutif et plus tard dans différents documents du parti communiste italien n'ont pas changé. Le Parti Communiste Italien, l'Internationale Communiste répètent : Seulement un mouvement révolutionnaire renversera le fascisme en Italie; un mouvement révolutionnaire des masses et non une révolution du palais. La seule possibilité qui existerait pour la bourgeoisie italienne d'empêcher la liquidation du fascisme par le mouvement révolutionnaire des masses serait de faire un grand recul stratégique qui liquide toute une partie de la politique du fascisme et qui s'efforce d'établir d'autres rapports économiques, sociaux, politiques. Mais cet effort, qui exige de la bourgeoisie de grandes possibilités de manoeuvre est particulièrement difficile en Italie, et je crois pour ainsi dire impossible; ce serait, en somme, un ~~tour~~ tournant, un recul stratégique comme la Révolution russe l'a fait avec la NEP après quelques années du communisme de guerre; en Italie, pour la bourgeoisie italienne, c'est pour ainsi dire impossible, parce qu'en Russie, pour accomplir le recul stratégique de la N.E.P., on avait pendant quelques années détruit la classe bourgeoise, on n'a redonné certaines possibilités, certaines libertés sur le marché que ~~lorsqu'on~~ lorsqu'on a eu détruit la classe des grands capitalistes et des grands propriétaires fonciers. Or, il est certain que le fascisme s'il a détruit les organisations du prolétariat n'a pas pu détruire la classe ouvrière, et c'est la grande différence : Lorsque le recul stratégique de la NEP a été fait par la Révolution Russe, le communisme de guerre avait déjà atteint dans sa base, dans ses fondements, dans son existence même comme classe, la classe capitaliste, petite minorité de la population avec un rôle de parasite, tandis que le fascisme, avec le "fascisme de guerre", avec le régime le plus terrible d'oppression contre la classe ouvrière, ne peut pas supprimer la classe ouvrière, ne peut

pas supprimer la grande masse des paysans pauvres, etc. qui est la grande majorité de toute la population, et de l'exploitation de laquelle la classe bourgeoise en Italie tire son profit. De sorte que tout mouvement de recul de la bourgeoisie italienne, dans la situation italienne, signifierait immédiatement un déséquilibre brusque et considérable dans toute la vie économique, politique et sociale, une décomposition et une dislocation de l'appareil de l'Etat, qui permettrait au prolétariat, qui est resté malgré toute la répression une classe avec une conscience de classe d'intervenir activement et de transformer le recul au dérouté. Je pense ~~que~~ donc qu'une telle possibilité de manœuvre, de recul, de la bourgeoisie italienne est pour ainsi dire exclue, et que la perspective que le parti et l'Internationale Communiste ont fixée reste juste, c'est celle d'un mouvement révolutionnaire des masses travailleuses italiennes abattant le fascisme, mouvement révolutionnaire qui, dans ses débuts, comme mouvement élémentaire des masses contre le fascisme, sera un vaste mouvement populaire dans lequel non seulement la classe ouvrière, mais aussi les paysans, une partie importante de la petite bourgeoisie prendront une part très active. Est-ce que nous déclancherons de mouvement révolutionnaire des masses ? Je pense que nous ne pouvons pas avoir cette perspective, que par notre organisation dans les masses, à un moment donné nous provoquerons le premier grand mouvement révolutionnaire des masses contre le fascisme en Italie. Je crois plutôt que la Révolution anti-fasciste en Italie, dans sa première explosion, aura davantage le caractère de la Révolution de Février en Russie, où l'organisation même du parti n'a pas joué un rôle déterminant, où toute la situation économique, sociale, politique existante dans laquelle le parti travaillait illégalement à rassembler les forces prolétariennes a fini par faire éclater le mouvement révolutionnaire. L'éclosion et la marche de cette révolution dépend naturellement en grande mesure de l'activité que le parti déploie maintenant déjà dans les masses. Nous ne

114
115

serons pas sans exercer une grande influence dès le début sur le mouvement révolutionnaire. Pourquoi ? Parce que nous devons créer, organiser l'avant-garde du prolétariat italien et nous devons dès maintenant le préparer idéologiquement, organiquement, techniquement même, pour le mouvement révolutionnaire, de façon que le parti lui-même ne soit pas surpris en mouvement révolutionnaire des masses, mais qu'il soit préparé à en prendre immédiatement la direction politique et à en devenir immédiatement l'avant-garde, à jeter immédiatement dans ces masses en mouvement les mots d'ordre du parti et les entraîner dans le feu de la révolution prolétarienne jusqu'à la victoire. Le travail actuel du parti, ses efforts, ses luttes ont aussi pour conséquence de faire activer le processus de maturation des forces révolutionnaires et de dislocation des forces du fascisme.

Il est certain aussi qu'un tel mouvement populaire des masses en Italie n'abattra pas la dictature du fascisme, la dictature de Mussolini, en instituant immédiatement la Dictature du Prolétariat. Ce sera un vaste mouvement pour la liberté. Il faut se rendre compte que la volonté des masses pour la liberté jouera à ce moment un très grand rôle et que nous avons à compter dans la première phase du développement de la Révolution en Italie, avec la lutte contre les survivances des idées, des illusions démocratiques des masses ouvrières et paysannes. C'est pourquoi, dès maintenant aussi, dans notre préparation politique du mouvement révolutionnaire, nous devons prévoir quelle orientation nous allons donner à nos camarades, à l'avant-garde du prolétariat, aussi comment cette avant-garde va agir sur les masses pour les entraîner plus loin, pour les jeter dans le feu de la Révolution Socialiste prolétarienne. Dans ce moment, nous avons à compter avec le rôle de la social-démocratie et des forces de la démocratie. Ce serait une illusion très dangereuse pour notre parti de penser que, parce que la Concentration républicaine est en France, elle ne jouera pas par son idéologie et même

par son organisation un certain rôle dans la première phase de la Révolution. Il est certain que nous devons compter avec les forces de la démocratie et de la social-démocratie dans cette période et que nous devons nous battre contre les forces de la social-démocratie. Est-ce que nous nous battons sur ce terrain de la démocratie en criant : A bas la démocratie, à bas la liberté! Vive la Dictature du Proletariat! etc. Evidemment, non. Nous irons devant les masses en partant de leur volonté de conquérir la liberté, pour leur montrer que la seule liberté qu'elles peuvent conquérir c'est la liberté assurée par la Dictature du Proletariat, que c'est la liberté ouvrière, que tout autre régime de soi-disant liberté conduira de nouveau à l'oppression de la classe ouvrière par le capitalisme.

Je pense donc qu'à l'égard des masses, notre lutte contre les illusions démocratiques devra s'appuyer sur les mots d'ordre démocratiques, et c'est dans la mesure où nous aurons défendu les libertés ouvrières et paysannes contre la dictature fasciste, où nous aurons su entraîner les masses pour la défense de la démocratie ouvrière, que nous réussirons à faire comprendre à ces masses que la "démocratie" que les démocrates et les social-démocrates veulent instaurer n'est pas la démocratie ouvrière. Naturellement nous aurons des mots d'ordre qui paraîtront contradictoires. Le mot d'ordre sur lequel le camarade Gallo a discuté est certainement contradictoire; il y a "Assemblée républicaine" (cela sonne comme "Démocratie parlementaire") "Sur la base des conseils ouvriers et paysans"; qui est la base du régime soviétique de la dictature prolétarienne. Ce sera là une contradiction apparente de toute notre action pour saisir les masses avec leurs illusions démocratiques, et les conduire sur le terrain de la démocratie prolétarienne, de la dictature du prolétariat.

Il est important des maintenant de poser les bases de notre agitation. On peut dire que ces mots d'ordre sont des mots d'ordre transitoires d'action, qui doivent être jetés dans les masses au moment où elles seront en mouvement, mais si nous n'avons pas maintenant une préparation idéologique de l'avant-garde du prolétariat sur cette base, nous n'aurons à aucun moment la possibilité de lancer et de faire comprendre ces mots d'ordre par les masses. Il faut déjà lancer certains mots d'ordre de façon qu'une couche du prolétariat, l'avant-garde du prolétariat, s'oriente immédiatement dans une certaine voie au premier moment de la lutte révolutionnaire. Or, le mot d'ordre de l'assemblée républicaine sur la base des conseils ouvriers et paysans, quelle directive donne-t-il ? Il donne surtout la directive d'organiser des conseils ouvriers et paysans. L'ouvrier, le paysan, quand il se rendra compte que le moment de la réalisation est venu, dans son village, dans son usine, dans son rayon, etc.... ce ne sera pas l'assemblée républicaine qu'il réalisera, mais il comprendra que pour réaliser son émancipation, sa liberté, il doit lui, organiser des conseils d'ouvriers et de paysans. C'est la base d'organisation et d'action par les masses, c'est ce qu'il y a d'important dans ce mot d'ordre du parti. Le parti prend un mot d'ordre démocratique mais lui donne un contenu qui oriente immédiatement toute l'action ouvrière et paysanne sur la base de la formation de leurs organes du pouvoir, de pouvoir propre, des organes de la dictature prolétarienne.

Maintenant, quelques mots en ce qui concerne les tâches du parti. Je pense que, découlant de cette situation et des perspectives que nous avons : crise économique plus aigue, une certaine radicalisation de diverses couches du prolétariat et de la paysannerie, mais aussi compression beaucoup plus grande de tout l'appareil policier, de tout l'appareil d'Etat et des syndicats fascistes, sur les masses pour empêcher l'expression

de leur mécontentement, les contradictions qui grandissent dans la vie économique et sociale, posent de grandes tâches à tout le parti. Ercoli a déjà souligné que le parti n'a pas vu assez tôt toutes ces choses, ce qui ne lui a pas permis un revirement suffisamment rapide dans son action, dans son travail d'organisation et aussi dans sa ligne politique. Cette tendance du fascisme à totaliser tout, à ne laisser aucune liberté d'expression à aucune autre organisation est un aspect nouveau et très caractéristique dans la situation italienne. On n'a cette situation, à ma connaissance, dans aucun autre pays, à part la Russie où il y a une toute autre situation, un autre caractère de classe, etc. Mais dans les autres pays de terreur blanche, même dans les Balkans où la terreur a été peut-être plus violente, certaines formes d'organisation des masses ont pu subsister, les syndicats par exemple. En Pologne, si nous considérons le fascisme polonais qui peut évoluer dans le même sens que le fascisme italien, il y a encore un parlement, des partis, il y a pour nous la possibilité de prendre part aux campagnes électorales sous un masque assez transparent, le fascisme tolère à côté de lui certaines formations politiques, certains journaux, certains pôles de concentration des forces autres que le fascisme. En Italie, nous avons maintenant la volonté, clairement exprimée dans toute sa brutalité, de ne rien tolérer qui ne soit pas fasciste, même les organisations de l'église catholique sont combattues. Naturellement, nous devons tenir compte de cette situation pour toute notre action. Est-ce que cela signifie que nous devons nous poser ~~la~~ sur le terrain du régime fasciste, et que notre action doit se maintenir, se développer sur le terrain de la légalité fasciste dans la situation créée par le fascisme ? Je pense que ce serait une grave erreur pour le parti et qu'il doit garder et développer face au fascisme, et bien que le fascisme italien lui conteste le droit d'avoir la moindre expression de son existence, un centre d'organisation de la

classe ouvrière, un pôle opposé au fascisme. C'est une condition vitale pour le développement révolutionnaire. Ce serait liquider le Parti communiste que de lui fixer sa tâche, son travail, dans le cadre de la légalité fasciste. Il doit rester un centre illégal qui organise le plus qu'il peut la classe ouvrière, - autant que le fascisme lui en laisse encore la possibilité, autant qu'il peut en conquérir la possibilité dans la situation fasciste - qu'il organise les ouvriers illégalement non seulement dans le Parti, mais dans toutes les organisations de classe du prolétariat, dans la Confédération Générale du Travail, dans les comités d'agitation dans les usines; partout où il le peut, il doit former ses centres d'attraction, de mobilisation de la classe ouvrière contre le fascisme. Mais est-ce que cela peut dire que nous devons nous contenter de faire ce travail? Je pense que ce serait commettre une grave erreur que de se contenter seulement de faire un travail illégal, d'opposition irréductible au fascisme. Nous devons tenir compte de ce fait qu'en essayant d'organiser la classe ouvrière, le fascisme concentre dans son sein, dans son régime, quantité de formidables contradictions que nous pouvons et que nous devons chercher à élargir, à approfondir. Nous serions au point de vue politique absolument bornés si nous nous contentions d'une action seulement du dehors. Nous devons tendre maintenant de plus en plus de développer au sein même du mouvement fasciste, au sein de l'organisation de l'Etat et de la société fasciste, une action qui aiguise les contradictions d'ordre économique, qui aiguise les contradictions d'ordre social, d'ordre politique et qui désagrège du dedans tout l'édifice fasciste.

En tenant compte de l'opposition fondamentale de classe et de toutes les différences entre la situation de l'Union

Soviétique et de l'Italie fasciste, on peut cependant faire une certaine comparaison entre ce que représentent comme danger pour l'Etat Soviétique les organisations contre-révolutionnaires des blancs qui s'opposent de l'extérieur d'une façon illégale et d'une façon absolue à l'Etat soviétique, et ce que représentent comme danger pour l'Etat soviétique les contradictions qui naissent dans l'Etat Soviétique même sur le terrain de la légalité soviétique, par une certaine renaissance de la bourgeoisie, un développement des koulaks, etc... etc..., qui provoquent dans le régime soviétique - totalitaire aussi des contradictions, des luttes de classe qui sont infiniment plus dangereuses, plus graves pour le régime lui-même que les conspirations de blancs que la Tcheka, les organes de répression du gouvernement Soviétique, découvrent, liquident et répriment.

Naturellement, la comparaison avec l'Italie n'est pas absolue parce qu'en URSS la bourgeoisie, la vieille bourgeoisie tout au moins, a été non seulement dispersée mais détruite, dans sa base économique et les centres qui peuvent se créer, comme les centres de blancs, contre-révolutionnaires, ne peuvent pas prendre l'ampleur, l'importance que peuvent avoir pour nous en Italie des centres d'organisation illégale du prolétariat, parce que le prolétariat existe et existera toujours et que bien que dispersé, sa base économique très large demeure et demeurera tant que subsistera le régime capitaliste qui ne peut vivre sans exploiter les masses toujours plus nombreuses du prolétariat.

Mais il est certain que l'importance des contradictions que nous pouvons développer à l'intérieur des organisations du fascisme en particulier de ses organisations syndicales, est comparable à l'importance qu'a pour nous le développement de certaines couches de la nouvelle bourgeoisie et de la bourgeoisie agraire en Russie soviétique qui créent de grosses difficultés à l'Etat soviétique, au parti gouvernemental. En Italie infiniment plus parce que la base sociale pour notre action est infiniment plus large que la base que peut avoir une nouvelle bourgeoisie dans le régime soviétique, parce que les bases sociales de classe sont demeurées telles que notre action trouve immédiatement les couches très larges de la classe ouvrière, de la classe paysanne, de la petite bourgeoisie qui est capable d'être soumise à notre influence et qui répondent à notre action et c'est pourquoi en Italie ce travail de désagrégation de l'intérieur en utilisant la légalité et les organisations fascistes tend à maintenir et à développer, à soutenir tout ce que à l'extérieur nous pouvons maintenir de forces et d'organisation de l'avant-garde du prolétariat; cette pénétration à l'intérieur des organisations du fascisme a une importance énorme pour aiguïser les contradictions intérieures du régime et non pour aider le fascisme à se démocratiser comme l'a dit d'une façon enfantine le camarade Gallo. On comprend tout de suite que lancer à l'intérieur des organisations fascistes certains mots d'ordre qui tendent à aiguïser les contradictions de classe et faire ressortir davantage la compression de la vie politique et économique n'aura pas pour résultat de démocratiser le fascisme mais au contraire à renforcer son appareil de compression sur la classe ouvrière et à abandonner ses tentatives démagogiques pour tromper les ouvriers.

Il est important pour nous que le fascisme liquide lui-même ses syndicats, que le fascisme soit contraint par le développement de la lutte de classe dans les usines et les syndicats fascistes à abandonner sa duperie à l'égard de la classe ouvrière, que ces syndicats soient détruits par le fascisme même par suite de l'action de classe que nous aurons menée dans les organisations fascistes. Naturellement, les syndicats fascistes et les commissions de fabriques sont tout désignés pour ce travail parce que c'est les organisations où la classe ouvrière est concentrée, où nous avons la base sociale large et solide pour notre action. Mais il est certain que nous devons aussi tendre à désagréger d'autres secteurs de l'organisation fasciste et que la présence d'éléments révolutionnaires dans les milices fascistes et dans l'armée fasciste, dans les différentes organisations: organisations sportives, où se trouvent des ouvriers et des paysans est très importante à l'heure actuelle pour approfondir les contradictions intérieures et faire éclater plus vite l'ensemble du système fasciste.

Maintenant, est-ce que les mots d'ordre du Parti doivent être les mêmes pour le travail à l'intérieur du mouvement fasciste que ceux que le parti propage à l'extérieur de ce mouvement? Naturellement pas! la ligne générale à l'intérieur et à l'extérieur est la même, c'est-à-dire que le Parti cherche à approfondir la crise en Italie, les contradictions à l'intérieur du fascisme et à précipiter le plus rapidement possible la chute du fascisme par le mouvement révolutionnaire des masses sous la conduite du prolétariat et de son P.C. Mais les mots d'ordre extérieurs pour rassembler les forces de l'avant-garde et mots d'ordre lancés à l'intérieur des organisations fascistes sont différents

422
123

parce que la fonction de ces 2 aspects de notre travail est différente; tous les mots d'ordre qui concernent une démocratie ouvrière plus grande dans les syndicats fascistes vont à l'encontre des buts fascistes qui tendent à diminuer les droits des masses dans les organisations; nos mots d'ordre renforceront la contradiction entre la volonté des masses et la tendance de compression toujours plus forte du fascisme.

Nous devons aussi distinguer entre les mots d'ordre qui s'adressent à la masse et la tactique que nous recommandons aux révolutionnaires convaincus. A la masse ouvrière nous devons dire: Organisez-vous dans les syndicats de classe, dans le Parti communiste. Nous ne pouvons pas dire à la classe ouvrière d'entrer dans les organisations fascistes, mais nous devons le dire à nos camarades. Pourquoi? Parce que la masse y est déjà organisée malgré elle et nous devons dire aux camarades qu'ils sont organisés de travailler la masse dans le sens que nous voulons.

Dans notre travail à l'intérieur des organisations fascistes allons-nous opposer la dictature du prolétariat à la dictature fasciste et crier: Organisez-vous dans le parti communiste dans la C.G.T., etc...? on fera cela de l'extérieur, illégalement, sans que les camarades se montrent, mais à l'intérieur il faut agir autrement, il faut agir en membre d'une corporation fasciste et demander par exemple comme revendication: l'augmentation des salaires,- qui aiguise les contradictions économiques et sociales,- la lutte pour le respect de la charte sur le travail - et des concordats, la "liberté d'élire les comités de syndicats et les commissions ouvrières qui immédiatement opposent la volonté de la classe ouvrière à la pression toujours plus grande de l'Etat fasciste.

Je voudrais aborder maintenant quelques questions qui sont à mon avis secondaires. Si la ligne fondamentale du Parti doit tendre à utiliser les mots d'ordre démocratiques.

СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

123
124

dans la situation créée par le fascisme pour faire un travail de désagrégation par certains mots d'ordre appropriés, et cette ligne générale est juste, les questions soulevées par Longo et en particulier le mot d'ordre de l'"Assemblée républicaine" a une importance secondaire. C'est déjà l'application dans un domaine déterminé de la ligne générale du parti.

Longo n'est pas d'accord avec la façon dont on doit travailler, dans les syndicats fascistes parce qu'il n'est pas d'accord avec la ligne fondamentale du parti d'utiliser les mots d'ordre démocratiques. Longo a d'abord soulevé la question d'un document du Parti qu'il a appelé: Document de front unique par en haut. Il a repris cette phrase: Le parti est prêt à collaborer avec toutes les organisations politiques qui se basent sur un certain programme politique exprimé dans le document. Je crois que Gallo en signalant ce document du parti a fait la plus belle démonstration que le parti communiste italien n'a pas commis sur ce point d'erreurs opportunistes. Si dans l'ensemble de l'activité du parti, le camarade Gallo n'a pu trouver que ce document pour nous signaler la profondeur de l'opportunisme du parti communiste italien, il n'a réussi qu'à nous démontrer que sur ce point et dans l'activité du parti communiste italien en général ce dernier n'avait pas fait de propositions de front unique par en haut, mais qu'au contraire il avait appelé les masses à la lutte politique contre les chefs et à l'action commune avec le Parti communiste.

СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ

СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
<http://sovdoc.rusarchives.ru>

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ

СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
<http://sovdoc.rusarchives.ru>

СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

124
125

Je dois dire que, après avoir lu le Programme d'action du P.C. Italien, je lui ferais plutôt le reproche contraire. Dans certaines questions, il est trop intransigeant.

Je prends, l'exemple, de la question nationale. Je crois que la façon dont le programme d'action aborde la question nationale est trop intransigeante et vise à ne travailler qu'avec l'aile gauche des paysans slovènes et du Tyrol, à ne pas faire front unique même, à certains moments, contre le fascisme avec l'aile droite, avec certains éléments catholiques nettement anti-prolétariens mais qui, dans la situation actuelle, par leur lutte de nationalité opprimée par le fascisme, jouent un rôle objectivement révolutionnaire; que nous cherchions, dans le front unique avec eux, à nous attacher et à travailler leur aile gauche, c'est naturellement la politique, que nous devons poursuivre, - mais nous devons aussi, s'il se développe par exemple au Tyrol un mouvement qui tend à s'opposer à la domination du fascisme dans le Tyrol méridional avec la participation même de certains agents de l'Autriche ou de l'Allemagne, avec la participation de l'église, nous devons faire le front unique avec eux et ne pas poser la question nationale seulement sous l'angle de l'utilisation de l'aile gauche des minorités nationales, particulièrement en Italie où nous avons une politique de nationalisme très prononcé de la part du gouvernement italien.

En ce qui concerne le mot d'ordre de l'Assemblée républicaine, j'ai déjà dit au début une grande partie de ce que je pense. Je l'ai dit aussi déjà il y a 6 ou 8 mois, et les camarades italiens qui ont parlé l'ont dit très bien. Naturellement ce n'est pas là un mot d'ordre comme le prétend le camarade Gallo, qui remplace pour le Parti ou l'I.C. le mot d'ordre du Gouvernement Ouvrier et Paysan. Personne n'a songé à cela. Il s'agit là d'un mot d'ordre qui pare au danger des illusions démocratiques des masses ouvrières italiennes, au

danger de la Concentration républicaine qui existe en France. Est-ce que ce mot d'ordre est parfait? Je dois dire que je ne le considère pas comme parfait. Il est un peu trop et susceptible à être raccourci, simplifié, à être rendu un plus populaire, mais pas dans le sens où le demande Gallo et, en attendant de trouver mieux, je pense que ce mot d'ordre peut parfaitement rester dans l'arsenal des mots d'ordre du Parti italien.

Mais le camarade Gallo a voulu nous mettre en contradictions avec le Programme de l'I.C. Il a dit: "Dans le Programme, on interdit de donner des mots d'ordre transitoires". J'étais secrétaire de la commission du Programme et j'aurais été étonné que des choses aussi formidables m'échappent complètement. Il n'est pas du tout question de cela. Ici, je dois faire une parenthèse et dire que la frontière entre les mots d'ordre transitoires et les mots d'ordre d'action immédiate est assez difficile à fixer. C'est une chose plus métaphysique que réellement pratique. Nous avons une gamme de mots d'ordre, et il est assez difficile de déterminer la frontière entre les mots d'ordre d'action immédiate et les mots d'ordre transitoires. Il est intéressant de noter que dans la discussion du Programme au IVe Congrès mondial, Lénine, à ce moment-là, avait donné une formule qui mettait sur le même plan les mots d'ordre de revendications immédiates et les mots d'ordre transitoires. Lénine n'a pas fait un grand historique des périodes où l'on peut utiliser les mots d'ordre transitoires, et des autres périodes dans lesquelles on doit utiliser les mots d'ordre partiels; il n'a pas séparé très nettement les deux choses et les deux périodes dans lesquelles on peut les utiliser. La question a été posée avant notre Congrès par l'utilisation faite par Brandler du mot d'ordre du contrôle ouvrier. Est-ce que la faute était de propager le mot d'ordre du contrôle ouvrier comme une nécessité pour la classe ouvrière

à un moment révolutionnaire pour prendre le contrôle de l'économie du pays? Non, ce n'est pas cela la faute de Brandler, mais ce fut de lancer ce mot d'ordre, dans un Programme d'action du Parti allemand dans la situation actuelle. Le mot d'ordre du contrôle ouvrier, comme mot d'ordre d'action immédiat en France, en Allemagne, ne peut signifier actuellement qu'une chose, la collaboration de classe; la CGT française, par exemple, discute avec le gouvernement de la création d'organes de contrôle ouvrier, qui n'est autre chose que la collaboration du réformisme avec le patronat et l'Etat bourgeois. Dans une situation qui n'est pas révolutionnaire, lancer le mot d'ordre du contrôle ouvrier signifie aboutir à le transformer en un mot d'ordre de collaboration de classes. La ligne de Jouhaux en France, c'est précisément celle-ci: arriver aux contrats collectifs dans toutes les usines avec les syndicats réformistes naturellement; le conseil d'usine, le contrôle ouvrier, l'arbitrage obligatoire, le Conseil économique national, tout cela forme un tout dans la conception de Jouhaux et d'une grande partie de la bourgeoisie française qui ne peut réaliser cela parce que les syndicats réformistes n'entraînent et n'organisent pas la majorité de la classe ouvrière.

Est-ce que le mot d'ordre du contrôle ouvrier lancé par le Parti Italien dans sa propagande est un mot d'ordre qu'on lance maintenant, comme mot d'ordre d'action immédiate? Non. Ce sont des mots d'ordre de propagande. Est-ce que l'I.C. va interdire d'utiliser dans la propagande révolutionnaire l'idée du contrôle ouvrier, l'idée du gouvernement ouvrier et paysan qui ne peut être autre chose aussi qu'un mot d'ordre transitoire? Est-ce qu'on va enlever tout cela de notre arsenal de propagande pour le sortir seulement au moment d'une vague révolutionnaire. Ce serait nous enlever une grande partie de nos possibilités d'action dans la masse ouvrière et paysanne. Personne n'a empêché les partis d'utiliser, par exemple, le

127
128

mot d'ordre du Gouvernement Ouvrier et Paysan comme mot d'ordre de propagande. On n'a jamais interdit l'utilisation de ces idées fondamentales dans la propagande. Dans le Parti italien, dans la situation de l'Italie, ces mots d'ordre ont plus qu'une valeur de propagande générale comme ils pourraient l'avoir en Allemagne. Pourquoi? Parce que la situation est tendue, c'est une situation de crise qui peut devenir rapidement une situation révolutionnaire où ces mots d'ordre, utilisés dans la propagande, se transformeront immédiatement en mots d'ordre d'action; et il est utile que ces mots d'ordre soient déjà propagés dans la masse du prolétariat soient compris par l'avant-garde révolutionnaire pour qu'au moment de la vague révolutionnaire ils se transforment immédiatement en mots d'ordre d'action révolutionnaire.

ТСКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
<http://sovdoc.rusarchives.ru>

ТСКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
<http://sovdoc.rusarchives.ru>

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
<http://sovdoc.rusarchives.ru>

ТСКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

ДОКУМЕНТЫ СОВЕТСКОЙ ЭПОХИ
<http://sovdoc.rusarchives.ru>

ТСКОЙ ЭПОХИ
archives.ru

Maintenant, quelques mots pour finir sur les problèmes de la vie intérieure du Parti.

Le camarade Gallo a posé ici certains problèmes de la vie intérieure; il semble dire que le Parti italien ne discute pas suffisamment, n'ouvre pas une discussion assez large, etc... etc... Je pense que le Parti italien, au point de vue de sa Direction, au point de vue aussi de ses méthodes de travail, de son régime intérieur, est un des Partis les plus consolidés de l'I.C. Nous pouvons prendre nos grands Partis, le Parti tchèque, le Parti allemand, le Parti français, il est certain que nous n'avons pas là acquis encore un degré de consolidation de la Direction et un régime intérieur tel que le régime qui existe dans le Parti italien. Naturellement, le Parti italien l'a acquis au cours d'une grande crise de développement, et même c'est une chose remarquable que dans ce Congrès, où on a ratifié l'exclusion de Suzanne Girault, de Treint, de Trotski, de Ruth Fischer, de Maslov, de Van Overstraten, de Wynkoop, on n'ait pas ratifié l'exclusion de Bordiga.

Un camarade: Ce n'est pas de sa faute!

Ce n'est pas de sa faute, c'est certain, mais il faut dire aussi que les méthodes de travail, la vie intérieure du Parti italien, y ont contribué, et que dans un autre Parti, avant même que Bordiga ait été déporté, il eut été chassé du Parti.

J'ai suivi d'assez près la vie intérieure du Parti italien au cours de cette période de crise qu'il a traversée, pour me rendre compte que si certaines manifestations qui s'étaient produites dans d'autres Partis de l'I.C. ne se sont pas produites dans le Parti italien, si certaines discussions ont pris un caractère plus approfondi et moins fractionnel, c'est en grande partie en raison des méthodes de Direction et de la vie intérieure qui existent dans le Parti italien. Le fait même que le camarade Gallo peut venir

128
130

ici pour la troisième fois - et devant le Parti italien à maintes reprises répéter toujours les mêmes choses, et qu'il trouve toujours les camarades de la Direction disposés à lui répondre - souvent la même chose aussi! - cherchant à le gagner et à lui montrer des erreurs, démontre que le camarade Gallo se plaint bien à tort que la vie qui lui est faite dans le Parti italien est une vie qui ne lui permet pas d'exprimer sa pensée. Le Parti italien doit tenir compte de la situation en Italie. Est-ce que dans un Parti illégal, où les cellules de base se ne sont pas toujours en bonne liaison avec le Centre du Parti, où le Parti a des difficultés de tout ordre, on peut à la légère engager une discussion dans tout le Parti, lancer les idées de Gallo et d'autres idées encore, sans tenir compte des répercussions que cela peut avoir dans tout le Parti? Le Parti doit tenir compte de la situation qui existe et discuter seulement quand il y a des garanties que toute l'organisation du Parti n'en sera pas atteinte dans son travail, dans la nécessité de sa lutte en Italie. Et c'est pourquoi je pense que vu la vie intérieure du Parti, les plaintes de Gallo ne doivent pas nous émouvoir beaucoup. Au contraire, ces plaintes et la façon dont il a pu les exprimer, montrent qu'elles ont bien peu de fondement.

Ercoli a posé une question qui est importante. Il est certain que même avec le meilleur des régimes intérieurs, la plus large possibilité pour les camarades d'exprimer leur pensée, la même discussion dans le Parti ne peut pas se répéter éternellement. Le C.C., la Conférence du Parti ne peuvent pas recommencer à chaque séance la même discussion. Le Parti doit avancer. Il a déjà discuté de cette question, l'a rediscutée, l'a approfondie, a vérifié que la ligne était juste. L'I.C. l'a confirmée à nouveau. Nous la confirmerons encore une fois, mais nous ne pouvons pas faire cela éternellement. Il faut

que Gallo se rende compte qu'après un examen attentif de ces questions, il faut que le Parti considère ces questions comme définitivement tranchées pour lui, et qu'il doit aller plus loin, qu'il est impossible pour la Direction d'un Parti de recommencer toujours la même discussion et de piétiner sur place dans son travail idéologique et d'élaboration de la ligne politique du Parti. En discutant toujours les mêmes problèmes, le Parti n'avance pas dans son travail idéologique, politique, etc... Il est nécessaire devant les changements dans la situation en Italie, devant les problèmes qui se posent au Parti, que le Parti considère comme acquise la ligne qu'il a fixée, qui a été confirmée par lui et par l'I.C., et qu'il continue son travail.

Le programme d'action du Parti et le rapport d'Ercoli ont déjà posé des bases pour cheminer plus loin. C'est à Gallo de voir s'il veut marcher avec le Parti, ou s'il veut rester seul sur place et laisser le Parti avancer sans lui. Le C.C. poursuit son travail, Gallo s'isolera de la vie du Parti, de l'activité du Parti. Cela n'est pas une décision du Parti, cela dépend de Gallo qui peut conserver l'opinion qu'il avait raison, qu'il a été battu, que le Parti a décidé contre lui, mais devant les décisions du Parti, de l'I.C., son devoir de révolutionnaire c'est de se soumettre à la discipline du Parti et de continuer dans le travail du Parti à apporter sa collaboration, sa force de travail aussi à l'élaboration de la ligne ultérieure du Parti. Je pense que nous pouvons souhaiter que Gallo se rende compte que continuer dans la voie où il est, c'est s'engager dans la voie de la création d'un état fractionnel dans le Parti sur une autre plate-forme que celle du Parti, et engageant une lutte contre la plate-forme du Parti, ce qui signifie le développement d'une situation qui peut nuire dans la situation actuelle au développement du Parti italien et qui, très certainement, ne contribuerait pas à changer le fond de la ligne du Parti.

italien qui est une ligne communiste, léniniste juste mais qui contribuerait seulement à rejeter Gallo du travail du Parti.

En ce qui concerne la conclusion pratique de nos débats, vous avez voté dans votre délégation une résolution. Je pense que nous pouvons la reprendre comme base pour la porter au Présidium comme conclusion de la discussion que nous avons eue, et que le Présidium pourra envisager et discuter également dans la séance où il examinera le rapport sur le travail du Secrétariat Latin.

(La proposition du camarade Humbert-Droz est acceptée à l'unanimité)